

**Le français pourrait devenir l'unique langue officielle au Québec**

LIRE PAGE 5

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

**1.50 F**  
 Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Afrique du Nord, 1,50 F; Belgique, 1,50 F; Canada, 1,50 F; Danemark, 1,50 F; Espagne, 1,50 F; Grande-Bretagne, 1,50 F; Grèce, 1,50 F; Iran, 1,50 F; Italie, 1,50 F; Liban, 1,50 F; Luxembourg, 1,50 F; Norvège, 1,50 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 1,50 F; Suède, 1,50 F; Suisse, 1,50 F; U.S.A., 1,50 F; Yougoslavie, 1,50 F.  
 Tarif des abonnements page 24  
**K. RUE DES ITALIENS**  
 75001 PARIS - CEDEX 09  
 C.C.P. 6207-23 Paris  
 Tél. Paris 6 50672  
 Tél. 246-72-23

## Le malaise italien

M. Berlinguer juge dépassée

### Les communistes dans la majorité ?

Une nouvelle exigence des communistes vient de rendre un peu plus subtil encore le débat politique en Italie. Désormais, ce n'est pas un simple « accord de programme » que le parti de M. Enrico Berlinguer veut conclure avec la démocratie chrétienne et les autres forces « démocratiques », mais un « accord politique », en bon sens du terme. Autrement dit, après avoir fait bénéficier de son abstention pendant près de neuf mois le cabinet de M. Andreotti, il exige d'entrer dans la majorité gouvernementale.

Cette demande est aussi une clarification, car on voyait mal comment le P.C.I. pouvait être associé à un programme sans modifier sa manière de voter au Parlement. Elle a été formulée de manière inattendue par un éditorial de « l'Unità », publié le dimanche 3 avril et signé Enrico Berlinguer. Il est très rare que le secrétaire général du parti communiste italien prenne lui-même la plume. Son intervention prend donc un relief particulier.

Selon M. Berlinguer, la « majorité de l'abstention », créée en juillet 1976, a fait ses preuves. Mais elle a fait aussi son temps. La situation italienne est arrivée à un tel point de gravité qu'un accord sur un programme « ne peut certainement pas être suffisant ». Il faut donc, dit le directeur du P.C.I., un « accord politique », qui implique une modification des rapports entre le parti et le gouvernement, qui aille dans le sens de la solidarité et de la collaboration. Or, l'actuel équilibre politique ne remplit pas ces exigences. « Cette formule a en une fonction positive, mais aujourd'hui elle est dépassée. Le problème du changement de formule est ouvert. Il doit être résolu aussi vite que possible, sans pour autant donner lieu à des vides politiques improvisés ».

Cette dernière phrase témoigne de l'insatisfaction des communistes, mais aussi de leur désir de ne pas provoquer ce qu'on appelle en Italie « une crise dans le brouillard ». Avant de faire tomber le gouvernement démocrate-chrétien de M. Andreotti, il faut entendre le secrétaire général du P.C.I. Il faut qu'un accord, ou un début d'accord, soit trouvé.

La démocratie chrétienne, qui conduisit dimanche à Rome une « conférence d'organisation », a répondu sans tarder : oui à une entente sur un programme, non à un accord politique.

Les deux camps restent donc dans une certaine ambiguïté. Le parti communiste ne dit pas quel type de gouvernement il veut, tandis que la démocratie chrétienne n'explique pas publiquement comment un accord sur le programme ne déboucherait pas sur une nouvelle majorité. Les dirigeants des deux formations doivent tenir compte des autres petits partis abstentionnistes, qui sont pour la plupart favorables à une entrée du P.C.I. dans la majorité, mais pas à l'importer quelles conditions.

Il doit aussi et surtout compter avec leurs propres troupes, assez réservées vis-à-vis d'une formule trop vague pour qu'on puisse savoir à quel elle conduirait. Cette attitude s'est exprimée nettement dimanche à la conférence démocrate-chrétienne : seul un petit groupe de gauche a réclamé des « rapports ouverts » avec le P.C.I. ; tous les autres ont exprimé leur inquiétude ; et les dirigeants se sont posés en médiateurs. Au sein du parti communiste, il n'est pas dit que la perspective d'entrer dans la majorité sans être au poste de commandement soulève un tel enthousiasme.

On pense généralement que le sort du gouvernement Andreotti sera scellé au lendemain de Pâques. Il faudra sans doute trouver un compromis — un de plus — entre l'entente sur le programme et l'accord politique.

### l'actuelle formule gouvernementale

M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, écrit dans l'Unità que la formule gouvernementale actuelle est dépassée. Le cabinet démocrate-chrétien homogène formé l'été dernier est grâce à l'abstention des communistes, des socialistes, des républicains et des libéraux. Le P.C. souhaite entrer maintenant dans la majorité.

Le malaise endémique dans le monde politique à Rome affecte aussi les syndicats, dont les dirigeants sont contestés par les étudiants et par la base ouvrière.

## Le syndicalisme en crise

De notre correspondant

Rome. — Le syndicalisme italien traverse des moments difficiles. Et même les plus difficiles de son histoire, si l'on en croit les délégués de la métallurgie, réunis récemment à Florence. Jamais, pourtant, ses membres n'avaient été aussi nombreux : plus de huit millions, contre six millions seulement en 1972.

Dotés d'une structure unitaire, les trois grandes confédérations (C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L.) (1) continuent, certes, à jouer un rôle de premier plan et sortent des sentiers battus en acceptant, par exemple, l'austérité. On est loin, cependant, de la fin des années 60, quand, après un « automne chaud », qui fut aussi un « mai rampant », les conseils d'usine de Milan ou de Turin semblaient présenter un nouveau modèle à l'Europe entière.

Les signes de cette crise sont multiples. Le 17 février, M. Lama, secrétaire général de la puissante C.G.I.L. (équivalent de la C.G.T. française), était chassé de l'université de Rome par des étudiants en colère. Le même jour, un accord était conclu avec le gouvernement pour modifier une institution sacrée : l'échelle mobile. Le rapprochement de ces deux faits résume la situation.

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 34.)

(1) La C.G.I.L. (4 300 000 membres) compte parmi ses dirigeants deux tiers de communistes et un tiers de socialistes. La C.I.S.L. (3 800 000 membres) est une association de syndicates proches de la démocratie chrétienne. Enfin, trois tendances — républicaine, social-démocrate, socialiste — se partagent l'U.I.L. (1 140 000 membres).

## Un entretien avec M. Sadate

- Appel à l'Europe pour la conférence de Genève
- Inquiétude devant les « manœuvres de l'Union soviétique en Afrique »

Le président Sadate, qui est arrivé le dimanche 3 avril à Washington, venant de Paris, devait être reçu ce lundi par le président Carter. Au cours de son séjour, il rencontrera d'autres dirigeants américains, dont le secrétaire d'Etat Cyrus Vance.

Avant de quitter Paris, il nous a déclaré qu'il se félicitait de la « normalisation » intervenue entre la France et Israël. Il estime encore que « la Communauté européenne devrait contribuer à la préparation de la conférence de Genève ». D'autre part, il s'est montré « très, très inquiet » des « sombres manœuvres » auxquelles se livre l'U.R.S.S. en Afrique. Ce sujet avait déjà été longuement évoqué entre M. Giscard d'Estaing et M. Cyrus Vance, qui a regagné Washington samedi, après un séjour de vingt-quatre heures à Paris.

« Surtout préoccupé par le rapprochement franco-israélien ? Bien au contraire, nous nous félicitons de la normalisation entre les deux pays, qui sera bénéfique à la cause de la paix », nous déclare d'emblée le président Sadate.

« Voyez-vous, ajoute-t-il, aujourd'hui plus que jamais nous avons besoin que la France puisse exercer son influence en Israël afin d'empêcher ce pays de renouer à son arrogance et à ses chimères. La France, qui a joué un rôle de pionnier dans la recherche d'une paix juste au Proche-Orient, ainsi que la Communauté européenne pour lever les obstacles qui se dressent sur la voie d'un règlement,

et contribuer activement à la préparation de la conférence de Genève, avant d'assumer, dans une deuxième étape, des responsabilités au niveau des garanties ».

« Je me réjouis d'autant plus de la cordialité qui s'est installée entre Paris et Tel-Aviv que la France demeure ferme sur ses positions quant à la manière de résoudre le conflit. Je n'ai en tout cas décelé, au cours de mon entretien avec le président Giscard d'Estaing, aucun changement dans son attitude, notamment à l'égard des Palestiniens ».

Propos recueillis par ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

## Le sort des institutions

Pour M. Chirac, le succès de la gauche mettrait fin à la V<sup>e</sup> République

La reprise des travaux parlementaires s'effectue au ralenti, tandis que M. Barre prépare le plan d'action de douze mois qu'il soumettra à la mi-avril au vote des deux Assemblées.

M. Chirac est venu troubler cette pause pascale en exposant ce que seraient les thèmes et le ton de la campagne du R.P.R. pour les prochaines élections législatives. Après « la bataille de Paris », M. Chirac engage celle de « la France » d'une manière qui le sépare nettement de M. Giscard d'Estaing et qui le conduit à refuser l'alternance au profit de la gauche en raison des options « marxistes » du programme commun.

Le président du R.P.R. assure que le président de la République ne pourrait pas exercer son mandat avec une majorité de gauche et estime que cette dernière devrait modifier les institutions plutôt que de procéder à une nouvelle élection présidentielle. Ce serait donc le fin de la V<sup>e</sup> République (ce que le programme commun ne prévoit nullement, puisque l'élection du président au suffrage universel y est conservée).

M. Chirac précise, en outre, de manière impérative, les garanties exigées par le R.P.R. en ce qui concerne l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel et indique qu'il ne se satisfera pas d'une « simple affirmation d'ordre politique ».

## L'équivoque

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ À ? A ces deux photographies de famille que rapproche et oppose un hebdomadaire (1) : d'un côté, à Paris, un gouvernement, groupé autour d'un sage, dont on a peine à imaginer qu'il puisse être un gouvernement de combat ; de l'autre, aux Baux-de-Provence, neuf anciens

et nouveaux combattants du gaullisme rassemblés et même réunifiés autour d'un « homme fort ». Deux familles d'une majorité qui n'a jamais été profondément unie, face à une gauche assez unie, pour qu'elle la redoutant après l'avoir si longtemps méconnue.

A cette division face à l'union il y a des causes, lointaines et proches, européennes et proprement françaises, des erreurs économiques et politiques.

Tous les pays européens industrialisés connaissent des difficultés comparables. Aucun n'est sorti de la crise. Partout les pouvoirs établis sont impopulaires et menacés. Il n'y a pourtant pas de communistes en Allemagne, en Grande-Bretagne, ni de gaullistes en Italie ou en Belgique.

Simplement, la France est l'une des grandes nations que l'on a constamment bercées d'une illusion : les dispensant de véritables efforts ; n'étant ni dans le peloton de queue, elle s'en tirait, disait-on, moins bien que le premier, mais toujours mieux que le second. Mais la France est aussi le seul pays où une gauche qui entend réaliser de profonds changements de structures a des chances sérieuses d'assurer la relève.

Tout a été dit sur le défaut d'alternance qui fait que des partis, des cadres, des classes, se trouvent privés depuis vingt ans non seulement du pouvoir, mais de l'espérance même du pouvoir.

Lorsqu'il a été écrit dans ces colonnes au lendemain de l'élection présidentielle que la France était coupée en deux, ce fut pour beaucoup un sacrilège, c'est aujourd'hui une évidence. Lorsqu'il a été observé que la partie la plus jeune et la plus active — la plus masculine aussi — du pays avait voté pour la gauche, c'était, paraît-il, du parti pris, de la ségrégation, du racisme !

JACQUES FAUVET.

(Lire la suite page 9.)

(1) L'Espresso.

## LA RÉVOLUTION CHINOISE EN SUSPENS

### 1. — Quel coup d'État ?

Selon une rumeur circulant à Pékin, l'armée est en état d'alerte dans la capitale chinoise pour le premier anniversaire des manifestations en hommage à la mémoire de Chou En-lai. Deux jours après l'incident contre-révolutionnaire du 5 avril 1976 sur la place Tian-An-Men, M. Teng Hsiao-ping, alors vice-premier ministre, vice-président du comité central et chef d'état-major général, avait été destitué. L'accord qui serait intervenu récemment au sein du bureau politique pour le rétablir dans ses fonctions avant le 1<sup>er</sup> mai (« le Monde » du 31 mars) semble remis en question.

Pékin. — Six mois après avoir succédé à Mao Tse-toung — l'annihilation politique de ses principaux adversaires étant apparemment consommée, — M. Hua Kuo-feng semble encore singulièrement préoccupé de démontrer la légitimité de son pouvoir. Démonstration à contrario, fondée sur la preuve apportée par des révélation quotidiennes relatives aux événements récents, selon lesquelles ce pouvoir a failli être « usurpé » par la « bande des quatre » — Mme Chiang Ching, M. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan. « La bataille en cours », précisait lui-même le

Les péripéties de la crise politique qui règne à Pékin ne sont pas toujours faciles à interpréter, mais il paraît clair qu'il existe un problème entre M. Hua Kuo-feng, qui s'est hissé à la première place dans la hiérarchie du parti, et M. Teng Hsiao-ping, dont la personnalité et le prestige sont difficilement compatibles avec des fonctions de second rang. Dans une série d'articles dont nous commençons la publication, notre correspondant à Pékin explique d'abord comment M. Hua Kuo-feng a tenté de démontrer la légitimité de son pouvoir.

De notre correspondant ALAIN JACOB

23 décembre le nouveau président du P.C. chinois, en définissant les tâches essentielles de l'année 1977, a pour objet principal de démontrer et de consolider le complet qu'elle (la « bande des quatre ») avait trahie en vue d'usurper le pouvoir du parti et de l'État.

Telle quelle se dessine de plus en plus clairement à travers les articles de la presse chinoise elle-même, la réalité est plus complexe. Dès que fut connu le sort des dirigeants du « groupe de Changhaï » et de la venue du président Mao, on put légitimement se demander quel, si un « coup d'État » était en préparation, en avait pris l'initiative. N'est-ce pas, en définitive, M. Hua Kuo-feng qui décida, au soir du 6 octobre, de faire appréhender ses adversaires ? Une telle opération contre quatre membres du bureau politique pouvait-elle avoir lieu sans une soignée préparation ? Ce secret fut si bien gardé que, le lendemain 7 octobre encore, le quotidien du peuple, non prévenu, pouvait publier sous la signature de Liang Hsiao (1), principal pseudonyme associé à la « bande des quatre », un article sur la critique de M. Teng Hsiao-ping. N'avait-il pas fallu s'assurer, en

(1) Ce pseudonyme désignait un groupe de trente-neuf personnes basés à l'université de Tsinghua.

temps utiles, des soutiens nécessaires — celui de l'armée en particulier — pour étouffer toute résistance éventuelle ? La version officielle est que tout cela n'a été fait que pour barrer la route à des « comploteurs » qui s'apparentaient à passer à l'action. Sans préjuger les « révélation » à venir, les preuves d'un tel complot sont encore minces. S'il est évident que les « quatre » avaient prévu de mener, auprès de l'opinion une lutte intense contre ceux qu'ils soupçonnaient ou accusaient de « révisionnisme », si leur action au cours des trois précédents a pu donner lieu à des heurts entre leurs partisans et les autorités locales, le seul pas à ce jour d'un projet de rébellion armée contre le pouvoir central — c'est-à-dire contre M. Hua Kuo-feng — est celui de Changhaï.

(Lire la suite page 4.)

**Jean Cau**

Une nuit à Saint-Germain des Prés

« Il a pour lui l'exigence, le talent de sa hargne et un gauche-droite qui fait mal. »

BERTRAND POIROT-DELPECH

« LE MONDE »

ROMAN/JULLIARD

## AU FESTIVAL D'ART CONTEMPORAIN DE ROYAN

### La fin d'une époque

Le quatorzième Festival International d'art contemporain de Royan a commencé, samedi 2 avril, dans une atmosphère assez curieuse, celle d'une fin d'époque peut-être ; tout change, même le premier magistrat de la ville, M. Jean de Liptowski,

dont l'appui a été décisif pour le succès du Festival et qui, battu aux élections, a dû laisser sa place à l'un de ses adjoints, M. Guy Tard, dans une municipalité où l'union de la gauche a obtenu sept élus.

Malgré la disparition d'une personnalité nationale et les critiques qui s'abattaient naguère sur une manifestation que l'on considérait comme trop élitiste et réservée aux « Parisiens », il semble que le nouveau conseil municipal tienne à ce Festival qui a puissamment promu le renom de la ville et qui s'est mieux implanté localement, ces dernières années, avec des animations de folklore et, ces jours-ci, avec la musique traditionnelle de l'Afrique du Sahel et de l'Afrique noire (le Monde du 31 mars).

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 25.)

## AU JOUR LE JOUR

De nouvelles équipes gouvernementales ont été formées à New-Delhi, à Pékin, à Paris, à Washington, pour remplacer d'anciennes nouvelles équipes gouvernementales. Partout, les équipiers sortent du petit village où se croisent et s'entre-croisent ceux qui font profession de gouverner leurs frères.

## Un rude métier

Mais n'allons pas déplorer que le gouvernement des hommes soit un domaine réservé. Réfléchissons-nous, au contraire, qu'un petit nombre de gens sur la terre exercent la rude profession de gouverner car nous avons besoin de tous nos moyens pour exercer l'encore plus rude métier de sujet.

ROBERT DE MONTVALON.

# EUROPE

## Belgique

### Une vive tension règne en Wallonie après l'interruption des grèves tournantes

Après l'annonce d'élections anticipées fixées au 17 avril, le climat politique et social s'est dégradé en Belgique. Les partis d'opposition socialiste, communiste, Volksunie (nationalistes flamands), Rassemblement wallon et F.D.P. (Front démocratique des francophones à Bruxelles), reprochent à M. Leo Tindemans, premier ministre, d'avoir décidé la dissolution des Chambres après la révocation de deux ministres wallons.

#### Un mouvement « apolitique »

Namur. — Un coq rouge sur fond d'or : le drapeau wallon surgit une fois de plus à la tête des cortèges ouvriers. Sur la place de l'église à Auvillers — une petite ville industrielle du bassin de la Sambre — des centaines de personnes, hommes et femmes, se sont rassemblés. Des hommes en casquette, des femmes en foulard, des jeunes en t-shirts à slogans, des vieillards en manteaux de pluie. Ils ont tous un point commun : ils sont wallons et ils ont décidé de manifester.

« Camarades, s'écrit l'orateur, nous nous engageons à défendre. Nous ne le ferons pas à l'aveugle. Plus jamais ! » C'est un syndicaliste qui parle, un permanent de la Fédération générale du travail de Belgique, la puissante F.G.T.B., d'obédience socialiste. Un autre responsable prend la parole, un membre de la Centrale des syndicats chrétiens (C.S.C.) : « On est étonné, mais la lutte ne continue. Nous autres, Wallons, nous ne sommes pas des politiciens. » Cette référence à un personnage de la commedia dell'arte, cher aux folklores locaux, n'a pas l'ombre d'un sourire sur les visages.

Souvent, en Wallonie, depuis le vendredi 11 mars, des assemblées de personnel et des meetings se sont tenus aux abords des usines, à l'initiative de ceux qui critiquent le contre-ordre des dirigeants nationaux de la F.G.T.B. et de la C.S.C. interrompant la grève générale hebdomadaire organisée par provinces coupées — une wallonne et une flamande — depuis le 26 février. Après le Hainaut et la Flandre occidentale, puis le Luxembourg wallon et la Flandre orientale, c'était au tour de Namur et de Limbourg de participer, le 11 mars, à ce mouvement, le premier du genre lancé en commun par les deux centrales ouvrières. Tout laissait prévoir que cette action remporterait le même succès que les vendredis précédents, où l'on avait vu le port d'Anvers paralysé.

L'objectif, il est vrai, avait de quoi mobiliser les masses. Sous la triple revendication : « Sauvegarde des acquis sociaux ; maintien de l'emploi et réduction de la durée du travail », c'est l'ensemble du plan Egonot — le plan de sauvetage économique gouvernemental — qui était mis en cause. Qu'ils fussent wallons ou flamands, affiliés à la F.G.T.B. ou à l'organisation chrétienne C.S.C., les travailleurs étaient appelés à lutter contre l'austérité, dans l'unité, par-dessus les frontières linguistiques et idéologiques. C'était là un fait nouveau, garant, selon certains observateurs, des perspectives de rassemblement pour une « alternative progressiste », une sorte d'union de la gauche belge.

Il n'en a pas été ainsi. Après une entrevue avec le premier ministre, les leaders de la F.G.T.B. et de la C.S.C. Mme Dehonne et Houthuyx, réunissaient leurs bureaux nationaux respectifs et, estimant que la dissolution des Chambres avait renversé la situation, suspendaient les grèves en cours.

Cette mauvaise humeur contraste avec la modération des dirigeants nationaux des grandes organisations syndicales, qui ont suspendu ces derniers jours les grèves tournantes organisées depuis le début du mois contre le plan gouvernemental d'austérité. Cette décision, cependant, n'a pas fait l'unanimité, notamment en Wallonie, où une certaine tension est observée à Liège et à Namur.

#### De notre envoyé spécial

Le moins que l'on puisse dire est que cette décision n'a pas suscité un enthousiasme excessif parmi les militants de base, ni même au sein des appareils syndicaux, surtout dans la partie francophone du pays. Alors qu'une grève n'était signalée ce vendredi-là dans le Limbourg flamand, en Wallonie on enregistrait de nombreux actes d'indiscipline. Ainsi, des grèves totales ou partielles, ont perturbé un certain nombre d'entreprises dans le sillon industriel de la Sambre à Gembloux, Andenne, Auvillers, Jemeppe-sur-Sambre, Floreffe, aux usines Wabco, Kalorik, Solvay, E.M.S., Saint-Roch ou Glavogel. À La Louvière, dans le Hainaut, une assemblée de la centrale générale des services publics (F.G.T.B.) se terminait dans la confusion, certains militants refusant à leur compte le visage thématique syndicaliste : « Les élections, c'est du bidon. » Et d'autres, ajoutaient : « Notre grève est apolitique. Nous n'avons pas à nous embarrasser de la conjoncture électorale. »

La paille est trop amère, nous déclarait M. Antoine Pochet, l'un des dirigeants de la centrale wallonne des métallurgistes (F.G.T.B.) pour la région Namur-Luxembourg. Nous étions prêts à l'action. Nous n'avons jamais vu une telle unité depuis l'époque d'André Renard, si je puis vous dire que si le pouvoir fait le moindre faux pas, en Wallonie, ce sera l'explosion. »

L'allusion à André Renard, le leader syndicaliste légaliste mort en 1962, fondateur du Mouvement populaire wallon et organisateur des grèves dites insurrectionnelles de l'hiver 1960-1961, n'est pas un hasard. De nouveau, une certaine crainte est observée entre les directions « unitaires » à majorité flamande, des partis et des syndicats nationaux, et leurs sections régionales wallonnes qui analysent différemment le double malaise.

## LA CRISE IRLANDAISE

### Le Mouvement des femmes pour la paix s'est réuni en « convention constitutionnelle »

De notre correspondant

Belfast. — Le Mouvement des femmes pour la paix s'est réuni en « convention constitutionnelle » du 1<sup>er</sup> au 3 avril, dans la petite ville d'Enniskillen (comté de Fermanagh), à 138 kilomètres de Belfast.

Depuis la fin des grands défilés de l'automne dernier, les « Peace People » n'ont guère fait la une des journaux. Ils se sont attachés à canaliser l'émotion et l'élan soulevés par la mort de trois enfants le 10 août 1976, à Belfast. Cent vingt « comités de la paix » ont été créés. Aujourd'hui, le Mouvement compte environ sept cents membres actifs et près de sept mille adhérents.

La convention d'Enniskillen a permis aux « Peace People » de faire le point. Quelque cent cinquante délégués et observateurs venus de toutes les îles Britanniques ont décidé que « l'existence de la communauté du peuple de la paix » se réunira deux fois par an après son élection, à l'automne prochain, en janvier, pour évaluer son activité et son développement.

En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

Le projet de Constitution présenté en janvier dernier a été largement discuté et amendé. En huit mois, le Mouvement de la paix a perdu son aspect charismatique et « amateur ». Les deux fondatrices, Mme Betty Williams et Mme Mairead Corrigan, reçoivent désormais un salaire. Les dons massifs (200 000 livres sterling de Norvège et près de 300 000 livres sterling de l'Allemagne de l'Ouest) sont gérés par un « trust » (fondation sans but lucratif). Les groupes de la paix se sont surtout consacrés à des œuvres sociales et à des rencontres inter-communautaires.

politique et économique, qui frappe la Belgique.

Le 20 avril, trois jours après les élections, des leaders syndicaux de l'inter-régionale wallonne F.G.T.B. et de la C.S.C. participent à une réunion des trois principaux mouvements fédéralistes (Mouvement populaire wallon, Wallonie libre et Renouveau wallon) pour jeter les bases d'un « programme commun » qui sera proposé aux hommes politiques. Mais il n'est pas question de rupture pour l'instant : le syndicalisme belge en a vu d'autres.

Mais il n'est pas question de rupture pour l'instant : le syndicalisme belge en a vu d'autres. « Ce n'est pas tellement la décision de suspendre la grève qui est critiquée que la façon dont nous l'avons prise, par la presse, nous dit calmement M. Jacques Yernaux, secrétaire général de la fédération régionale F.G.T.B. de Liège-Euy-Waremme. Mais, si nous ne voulons pas perdre le fruit de deux ans d'effort, il nous faut maintenant substituer ces grèves tournantes de nouveaux mots d'ordre pour de nouveaux objectifs. Il en est un qui s'inscrit dans la continuité de la F.G.T.B. : la régionalisation, à quoi les fédérations wallonnes de la C.S.C. sont également favorables. » Mais n'est-ce pas un objectif politique ? Pour M. Yernaux, le gouvernement se débat depuis deux ans dans une crise économique sans précédent : « Il a voulu réduire le chômage, mais il a accéléré l'inflation. Il a voulu enrayer la hausse des prix, mais il a provoqué le chômage. Les réformes industrielles promises par le pouvoir ont été déformées de façon à ce que les subventions des aides, des crédits et des multinationales, alors que la Wallonie reste dotée de structures périmées. Il faut donc un changement radical. » M. Yernaux, déjà, pense ce langage. Il y a dix-sept ans.

JEAN BENOIT.

## Union soviétique

### Ami d'Alexandre Soljenitsyne

#### M. KOPELEV EST EXCLU DE L'UNION DES ÉCRIVAINS

(De notre correspondant)

Moscou. — Le critique littéraire Les Kopelev a annoncé, dimanche 3 avril, qu'il avait été expulsé de l'Union des écrivains soviétiques la semaine dernière.

Agé de soixante-cinq ans, M. Kopelev a fait paraître il y a un an, dans plusieurs pays occidentaux, ses souvenirs sur l'occupation de l'Allemagne par les troupes soviétiques. Il y dénonçait notamment certains excès de l'Armée rouge. C'est pour s'être opposé à ces excès que Kopelev, qui était alors commissaire politique d'une des armées d'occupation, avait été arrêté, exclu du parti et condamné à dix ans de détention.

Le Kopelev fit la connaissance d'Alexandre Soljenitsyne dans un des camps du Goulag. Il apparut sous le pseudonyme de Souline dans le Premier Cercle. Il y a une vingtaine d'années, M. Kopelev avait joué un rôle primordial dans la carrière littéraire de Soljenitsyne : c'est lui qui présenta le futur prix Nobel à Tvardovsky, le rédacteur en chef de Novy Mir, qui devait publier *Une journée dans la vie d'Ivan Denisovitch*.

Dimanche, également, on a appris que Moscou que les autorités soviétiques avaient retiré à la femme de Soljenitsyne sa nationalité soviétique. La nouvelle est annoncée dans le bulletin du Soviét suprême qui publie un décret signé de M. Podgorny. Ce décret, qui est daté du 27 octobre dernier, affirme que « les actions de Mme Soljenitsyne portent dommage au prestige de l'U.R.S.S. et sont incompatibles avec la citoyenneté soviétique ». Les autorités soviétiques ont retiré la citoyenneté soviétique à Soljenitsyne au moment de son expulsion d'U.R.S.S. en 1974.

Le semaine dernière, également, un écrivain géorgien, Zviad Gamsakhouria, a été expulsé de l'Union des écrivains de Géorgie pour « propagande antisoviétique ». Gamsakhouria, qui avait été limogé de l'université de Tbilissi, l'an dernier, pour ses activités en faveur du respect des droits de l'homme et pour la publication de plusieurs ouvrages de « révolte », M. Gamsakhouria est le fils de l'écrivain Constantin Gamsakhouria, décédé l'an dernier. — J. A.

## AU CONSEIL NORDIQUE

### Polémique entre Finlandais et Norvégiens sur la participation allemande aux manœuvres de l'OTAN

De notre correspondant

Helsinki. — Le vingt-cinquième anniversaire du conseil nordique — qui s'est réuni à Helsinki du 21 mars au 3 avril — a été marqué par une sévère mise en cause de la politique étrangère norvégienne par des Finlandais.

Les questions de la coopération dans le domaine de l'énergie, de la télévision par satellite ou de l'organisation du marché de l'emploi, qui figuraient à l'ordre du jour, ont été quelque peu oubliées. Traditionnellement, les problèmes de politique étrangère ne sont pas abordés par le conseil nordique. Celui-ci est un organe consultatif qui ne peut prendre aucune décision. En adhérant au conseil en 1963, la Finlande avait fait cette réserve : « Si au conseil, et contrairement à l'usage suivi jusqu'à présent, sont introduites pour examen des questions de nature militaire, ou qui conduiraient à prendre parti dans les différends des grandes puissances, les représentants de la Finlande ne devraient pas participer à l'examen de telles questions. » Le débat de l'année dernière sur la guerre de la mer devait être une exception.

Cette année, le premier ministre finlandais, M. Martti Miettinen, semblait bien décidé à ce que ne soient pas abordées les « révélations » de la presse d'Oslo sur les déclarations du président Kekkonen en septembre 1976 concernant la participation de troupes allemandes aux manœuvres de l'OTAN en Norvège. Le président Kekkonen avait alors évoqué les pressions auxquelles serait soumise la Norvège de la part de certains milieux politiques favorables à un resserrement des liens avec l'OTAN.

« Il est clair, et généralement accepté que les questions de sécurité des pays membres ne figurent pas à l'ordre du jour du conseil », a rappelé M. Miettinen. Passant outre à cette recommandation, et en présence du président Kekkonen venu assister à cette première séance du conseil, le chef du parti communiste finlandais, M. Saari, a vivement attaqué la politique norvégienne de défense. « Tout le monde comprend que la participation de l'Allemagne fédérale à des manœuvres militaires sur le territoire de la Norvège marque un changement considérable dans la politique norvégienne et qu'elle préoccupe la Finlande. » Bien qu'il ne s'agisse que de petites unités (un corps sanitaire et

une unité d'hélicoptères), c'est un débat dont nous ne connaissons pas la suite », a ajouté M. Saari.

La réplique norvégienne ne se fit pas attendre. L'ancien premier ministre, M. Bratteli, répondit : « Tous ceux qui ont des responsabilités en Norvège comprennent que la politique étrangère de la Finlande se décide à Helsinki. Il va de soi que la politique étrangère de la Norvège se décide seulement à Oslo. »

Le premier ministre norvégien, M. Nordli, lors d'un entretien avec M. Kekkonen, le soir même de son arrivée à Helsinki, et M. Frydenlund, ministre norvégien des Affaires étrangères, avaient assuré la Finlande de la permanence de la ligne adoptée par la Norvège, même après les importantes découvertes pétrolières en mer du Nord. « Notre attitude pétrolière ne modifie pas d'une manière fondamentale les conditions actuelles de la politique étrangère et de la sécurité de la Norvège », a déclaré M. Frydenlund. Il a indiqué que la participation de troupes allemandes à des manœuvres « signifiait une coopération dans le cadre militaire multilatéral de l'OTAN » et qu'il n'était pas question d'un rôle militaire fédéral spécial de l'Allemagne fédérale sur la terre norvégienne. « La Norvège n'a fait l'objet de pressions d'aucune sorte », a conclu M. Frydenlund.

Le climat du conseil s'est encore assombri avec l'annonce de la dévaluation des couronnes suédoises, danoises et norvégiennes. Le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, qui avait annoncé la nouvelle quelques heures auparavant au président Kekkonen, a confirmé que la Suède avait pris l'initiative d'une dévaluation de 8 %, le Danemark et la Norvège se contentant d'un simple ajustement de 3 %.

La décision suédoise place les autorités d'Helsinki dans une situation difficile. Le gouverneur de la Banque de Finlande a répondu que cette décision n'avait aucune conséquence « automatique » pour la devise finlandaise et qu'il n'était pas « absolument nécessaire de prendre une décision immédiate ». Mais la valeur du mark finlandais se détermine par rapport à trois devises, selon l'importance qu'elles occupent dans les échanges extérieurs de la Finlande. La couronne suédoise occupe la première place, la Suède étant, après l'Union soviétique, le deuxième partenaire commercial de la Finlande. Depuis quelques mois, on estime que la devise finlandaise est surévaluée et la Finlande peut être contrainte d'aligner sa monnaie sur la couronne suédoise au moins pour ne pas mettre davantage en difficulté ses exportations de bois et de papier.

La dévaluation du mark finlandais aurait au moins deux conséquences négatives : alourdir la dette extérieure et se monter à près de 24 milliards de marks (soit 20 % du produit national brut) ; dix milliards pour l'industrie, et compliquer la négociation des accords entre le pays et les syndicats, qui prévoient la dénonciation des conventions en cas de modification de la parité de la devise nationale. Le marché des changes d'Helsinki est fermé à partir de ce lundi et jusqu'à nouvel ordre.

GILLES GERMAIN.

## Suisse

### De vifs incidents ont opposé à Montier la police aux autonomistes francophones

De notre correspondant

Berne. — Une fois de plus, la ville de Montier, dans le Jura méridional, a été le théâtre, samedi 3 avril, de vifs incidents entre autonomistes francophones et bernois. Bien que le gouvernement cantonal ait interdit toute réunion publique, plus d'un millier de manifestants s'étaient rassemblés près de la gare de la localité. Ils protestaient parce que le peuple jurassien n'est pas mentionné dans la Constitution bernoise.

Adoptée quelques jours plus tôt par le Parlement du canton de Berne, cette modification constitutionnelle a aussitôt provoqué des réactions indignées dans les milieux autonomistes. Constamment, déjà, vigoureusement la partition du Jura, ils ont résisté cette décision comme « un nouvel acte de guerre ». En 1950, l'existence du peuple jurassien avait été formellement reconnue dans la Constitution du canton de Berne. Cette concession n'avait pas suffi à ramener le calme dans les districts francophones, comme l'espéraient les autorités cantonales. Au contraire, elle avait donné un nouvel élan au mouvement qui a finalement obtenu la création d'un vingt-troisième canton au sein de la Confédération helvétique.

Ainsi que les jurassiens du Nord viennent d'approuver largement leur future loi fondamentale, le canton de Berne adapte sa Constitution à ces nouvelles frontières. Le gouvernement bernois a donc estimé qu'il n'y avait plus lieu de mentionner le peuple jurassien puisque trois des six districts francophones ont choisi de faire sécession. Les autonomistes rétorquent que « la moitié du peuple jurassien n'a pas perdu son identité sous prétexte qu'il demeure sous tutelle bernoise ». En manifestant samedi à Montier, les autonomistes entendaient réaffirmer autant leur identité que leur détermination de récupérer le Jura méridional. Centre industriel important à proximité immédiate de la nouvelle frontière, Montier est divisé en deux camps sensiblement égaux. Pour tenter d'empêcher la manifestation, la police avait établi des barrages sur les routes et, samedi, la ville n'était accessible que par le train. Un important dispositif avait été mis en place par les forces de l'ordre, qui ont dissuadé les manifestants à coups de grenades lacrymogènes. Après ces affrontements, quelques blessés légers ont été relevés de part et d'autre. Reprochant au gouvernement bernois d'avoir violé le droit de réunion, le mouvement autonomiste a décidé de porter plainte. De leur côté, les anti-autonomistes ont constaté l'échec de la tentative bernoise de transformer Montier en un nouveau Belfort. — J.-C. B.

## Suède

### LE PROJET D'ENLÈVEMENT DE Mme LEIJON

#### Deux ressortissants ouest-allemands sont extradés

De notre correspondant

Stockholm. — Le gouvernement suédois a décidé, dimanche après-midi 3 avril, d'extrader les deux leaders présumés de l'organisation terroriste internationale, démantelée par la police à Stockholm (« le Monde » daté 3-4 avril) Norbert Kröcher et Manfred Adomeit ont été remis aux autorités ouest-allemandes dans la soirée du 3 avril. Aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne les quatre autres ressortissants étrangers appréhendés : un Britannique, deux Mexicains et une Polonoise. Le gouvernement attend le résultat définitif de l'enquête pour se prononcer. Par ailleurs, six Suédois accusés de tentative d'enlèvement, chantage et sabotage ont été écroués. Au total, douze personnes ont donc été arrêtées.

Les détails de l'opération préparée par le commando anti-terrorisme sont maintenant largement connus. C'était bien Mme Anna-Greta Leijon, ancien vice-ministre de l'emploi (social-démocrate), qui était visée. L'arrestation de Norbert Kröcher a eu lieu à Stockholm dans la soirée du 31 mars. Il était armé et en possession d'un plan d'action détaillé. Mme Leijon devait être enlevée le 24 avril prochain — deux ans jour pour jour après l'attaque de l'ambassade dans la petite ville de Sodertälja, à une trentaine de

kilomètres de la capitale, à l'issue d'une conférence sociale-démocrate. Elle devait ensuite être emmenée dans le sous-sol d'un immeuble de Stockholm où la police les saisi des armes, des explosifs, des masques à gaz ainsi qu'un poste émetteur-récepteur très perfectionné. L'objectif des terroristes était d'obtenir la libération de plusieurs membres du groupe Baader-Meinhof détenus en Allemagne de l'Ouest, ainsi qu'une forte rançon du gouvernement suédois.

ALAIN DEBOVE.

**LA PUGLIA**  
C'est au sud de l'Italie.



**La Puglia. Vive les vacances.**  
Evasion  
5, bd des Capucines - 75003 Paris - Tél. 266.46.50

Demandez la brochure Evasion à votre agence de voyage ou à Evasion.

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

### VIOLENTE MANIFESTATION DEVANT UNE PRISON PROCHE DE DUBLIN

(De notre correspondant)

Dublin. — Solennels personnages, dont plusieurs policiers, ont été blessés, dimanche 3 avril, lors d'une manifestation devant la prison de Portlaoine, à 70 kilomètres de la capitale. Un millier de manifestants — un grand nombre venus d'Irlande du Nord — protestaient contre l'attitude des autorités de Dublin à l'égard d'une vingtaine de détenus, membres de l'Allié provisoire de l'I.R.A., qui font depuis quelque temps une grève de la faim. Dix des prisonniers ont été évacués à l'hôpital militaire de Curragh, à 20 kilomètres de Dublin.

J. M.

هكمان النفل

# DIPLOMATIE

## Un entretien avec M. Sadate

(Suite de la première page.)

« Il est, tout au long de moi, persuadé de la nécessité d'une participation de l'O.L.P. aux négociations de Genève. Il y a là, depuis le général de Gaulle, une remarquable continuité de la diplomatie française. »

La conjoncture paraît d'autant plus encourageante au président Sadate qu'il constate, d'ici, une évolution positive de l'attitude américaine à l'égard du conflit.

« Le président Carter, explique-t-il, a compris l'urgence d'un règlement en accordant une attention prioritaire au problème, en chargeant le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, d'une mission d'information dans la région avant d'inviter à Washington les responsables arabes, Washington ne s'agitait pas d'attendre l'annulation d'une transaction conclue avec Israël prévoyant la livraison à ce pays de bombes à percussion. Mieux encore, il est le premier président américain à reconnaître la nécessité de doter les Palestiniens d'une patrie qui leur soit propre, un « homeland ».

Pourtant, monsieur le président, le représentant de M. Carter au Conseil de sécurité s'est opposé la semaine dernière à ce que ce mot de « homeland » figure dans un projet de résolution ayant la faveur du délégué égyptien.

« C'est un problème délicat que je préfère ne pas évoquer publiquement. Les extrémistes israéliens et

arabes en profiteraient pour susciter de nouvelles difficultés. »

Pourriez-vous être plus explicite au sujet de l'opinion que l'on prête à M. Carter, selon laquelle les « rectifications mineures » de frontières devraient se situer entre 5 et 10 kilomètres ?

« Aucun dirigeant arabe n'est en mesure, à supposer qu'il y soit disposé, de céder à Israël même un centimètre de territoire. C'est tout simplement impossible, en particulier pour le Sinaï et le Golan. Quant à la Cisjordanie, dont la frontière avec l'Etat juif n'a pas été définitivement établie, des rectifications mineures pourraient être négociées, par exemple pour réunir des villages qui avaient été coupés en deux par la ligne d'armistice. Ces aménagements, en tout cas, ne pourraient se faire que sur la base de la réciprocité, chacune des deux parties devant consentir des concessions territoriales. »

Il est, en tout cas, ridicule de soutenir que quelques kilomètres de loppins de terre soient indispensables à la sécurité d'Israël. Nous possédons depuis 1948 un pays qui peut atteindre les agglomérations israéliennes à partir de la rive occidentale du canal de Suez. En revanche, nous sommes disposés à discuter de toute autre disposition, y compris la création de zones démilitarisées de part et d'autre de la frontière, susceptibles de garantir la sécurité de tous les belligérants.

récentement entre l'Egypte, le Soudan et la Syrie ne soit dirigée contre personne, il est entendu que nous nous défendrons contre toute agression, d'où qu'elle vienne.

Pour le président Sadate, ceux qui ont tenté les émeutes en Egypte, en janvier dernier, sont des « communistes » : « Les procès en cours ont révélé que ce complot avait été préparé de longue date. Une première tentative avait échoué le 25 novembre 1976. La dernière en date a été déjouée de justesse. Ce n'est pas la politique économique et sociale que nous appliquons qui est en cause, car c'est l'exploitation démo-cratique de nos difficultés qui a déclenché les troubles. »

Vous avez déclaré, aussitôt après, que les nationalistes, en collaboration avec les communistes, étaient responsables de ces journées d'émeutes.

« J'ai dit que Nasser est mort le jour de la défaite qu'il a subie en juin 1976. Il était tombé dans un guet-apens que lui avaient dressé les Américains. Deux jours avant la guerre, il avait saisi le président Johnson qu'il était disposé à négocier un compromis avec Israël et qu'il envoyait à Washington, à cet effet, le vice-président de la République. Mais le président Johnson, tout en feignant d'accepter cette offre, a donné le feu vert à Israël pour attaquer. Cette manœuvre est maintenant du domaine public, mais la presse américaine en a fait état. »

D'autre part, le nationalisme n'est plus ce qu'il était. J'ai instauré un système social-démocrate qui n'a rien à voir avec le socialisme marxiste-léniniste dont se réclament les soi-disants nationalistes d'aujourd'hui. J'ai aussi fermé à jamais les camps de concentration. Je n'ai pris aucune mesure répressive contre la gauche.

Vous avez pourtant privé la gauche de sa revue Al Talla (l'...). Le rédacteur en chef de cette publication, M. Lotfi El Khoul, qui incitait l'opinion, par ses écrits, à se dresser contre le gouvernement, refusait de se soumettre au contrôle du directeur, qui a accepté sa démission. Contrairement à ce que prétend M. Khoul, il n'a pas été démis de ses fonctions.

La gauche se plaint qu'elle ne dispose pas de tribune de presse, d'un quotidien.

« Tout cela sera réglé en temps voulu, quand la loi sur la constitution des partis sera promulguée par le Parlement. »

(1) Le Monde daté 3-4 avril.

Propos recueillis par ERIC ROULEAU.

A son arrivée à Berlin-Est

M. FIDEL CASTRO FAIT LE BILAN DE SA TOURNÉE AFRICAINE

Berlin-Nord (A.F.P., Reuters, U.P.I.).

M. Fidel Castro, président du Conseil d'Etat cubain, est arrivé samedi 2 avril, venant d'Alger, dans la capitale de la République démocratique et populaire algérienne. Castro a annoncé qu'il se rendrait à Moscou (probablement ce lundi 4 avril) avant de rentrer à La Havane. Le chef du P.C. cubain a en substance des entretiens avec M. Erich Honecker, secrétaire général du P.C. est-allemand (SED), et s'est félicité publiquement du rôle joué par la R.D.A. dans les affaires africaines. M. Castro a d'autre part déclaré : « Il y a des Cubains en Afrique, en Asie (...), qui apportent leur modeste contribution à la lutte révolutionnaire. (...) Nous ne le faisons pas pour des raisons de prestige national ni pour jouer un rôle dans la vie internationale. Nous le faisons parce que nous sommes des internationalistes. »

M. Castro a affirmé qu'il avait pu voir, au cours de sa récente tournée africaine, « tout le mal que le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme ont infligé à une grande partie de l'humanité ». »

L'IRLANDE DECIDE UNILATERALEMENT UNE LIMITE DE PÊCHE DE 50 MILES.

Le gouvernement irlandais vient de décider d'imposer, unilatéralement, une limite de pêche de 50 miles marins autour de ses côtes, à partir du 10 avril. Après l'échec, la semaine dernière, du conseil des ministres de la Communauté, le gouvernement irlandais veut, par ce moyen, préserver ses réserves de poisson. Cette nouvelle limite, qui concerne les bateaux de plus de 100 pieds de long (30 mètres environ) avait été envisagée une première fois en février. Les Irlandais, en défendant les résultats des discussions communautaires, avaient à trois reprises remis leur décision. Cette attitude avait provoqué la colère des pêcheurs irlandais du Sud.

TOUT EN MAINTENANT SES POSITIONS SUR LES ARMEMENTS STRATÉGIQUES

## M. Carter cherche à apaiser les inquiétudes soviétiques

Quarante-huit heures après le retour de M. Vance à Washington, la presse soviétique commente abondamment l'échec de sa mission à Moscou à propos de la limitation des armements stratégiques. La « Pravda » a publié dimanche cinq commentaires ou informations à ce sujet accusant notamment les Etats-Unis d'avoir « déformé la réalité » dans leurs explications et d'avoir fait des propositions « irréfutables ». M. Brzezinski, conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité, se voit

reprocher de s'être livré à « un nouvel exercice de propagande » au cours de sa conférence de presse du 1<sup>er</sup> avril.

A Pékin, l'agence Chine nouvelle écrit, ce lundi 4 avril, que la « vive querelle » apparue entre Washington et Moscou est « une bonne chose » car « elle ouvre les yeux des gens et leur montre que les pourparlers soviéto-américains sur la limitation des armements stratégiques ne servent qu'à couvrir leur course aux armements nucléaires ».

De notre correspondant

Washington. — Apparemment soucieux de dissiper les nuages accumulés ces derniers jours sur les relations américano-soviétiques, le président Carter a chargé de son. Sans attendre le rapport détaillé de M. Vance sur les conversations infructueuses de Moscou, le président, qui se fait inhabituellement, avait accueilli en personne, samedi 3 mars, son secrétaire d'Etat à l'Aérodrome de la base militaire d'Andrews, près de Washington. A déclaré que son gouvernement ferait « un gros effort pour poursuivre les conversations avec les Soviétiques » sur la limitation des armements stratégiques (SALT). M. Carter a souligné qu'il ferait de son mieux pour « renforcer l'opinion américaine et internationale et probablement, à ce en juger par les remarques défensives de M. Gromyko » par une fraction de l'opinion russe. Le New York Times affirme que les Soviétiques feraient bien d'écouter de plus près les propositions de plus près les propositions américaines qui ne sont pas estimées à prendre ou à laisser. Ces appréciations et interprétations différentes se rejoignent sur le thème que l'échec de Moscou, temporaire ou non, risque de rendre plus difficiles les prochaines négociations, aussi bien sur le contrôle des armements stratégiques que sur les autres problèmes, comme la limitation des ventes d'armes classiques, la délimitation de l'Océan Indien, voire le Proche-Orient.

Pour les diplomates professionnels du département d'Etat, l'échec de Moscou illustre surtout les inconvénients de la diplomatie « publique » poursuivie par M. Carter. Ayant pris l'initiative de porter devant l'opinion internationale le débat sur les armements stratégiques, le président devait s'attendre, selon eux, à ce

que Moscou lui rendit la monnaie de sa pièce sur le même terrain de la propagande. L'adoucissement du ton du président répond aussi au souci de décourager la réaction des milieux les plus « nationalistes » du Capitole, hostiles à la détente. Les leaders du Congrès estiment que les Soviétiques ont délibérément voulu mettre à l'épreuve le nouveau président, et ils lui ont accordé un très ferme soutien. Les Russes ont au-delà de ce que le président Carter lui-même souhaitait. Les propos du sénateur Byrd, leader de la majorité démocrate, sont significatifs : « Il faut être bon, à-t-il déclaré, ne pas changer nos propositions et faire comprendre aux Russes que nous nous en tenons à nos négociations antérieures avec ces gens-là, démontrent qu'il faut attendre des mois avant qu'ils ne deviennent raisonnables... Les Russes ont au-delà de ce que nous d'empêcher une reprise de la course aux armements... »

Cette attitude venant d'un personnage aussi élevé dans la hiérarchie du Congrès ne peut évidemment qu'encourager des éléments moins responsables ou plus antisoviétiques tant au Capitole qu'au Pentagone. La diatribe de M. Gromyko a sans doute paradoxalement renforcé la position de M. Carter au Capitole. Mais le président américain, en affirmant son intention de « s'accrocher solidement » à ses positions, et en menaçant les Soviétiques d'une éventuelle reprise de la course aux armements à partir de l'été prochain, a peut-être joué les apprentis sorciers. Il risque de provoquer, notamment au Congrès, une réaction d'extrême fermeté vis-à-vis des Soviétiques qui pourrait l'embarrasser le jour où, éventuellement, il faudra envisager des concessions.

HENRI PIERRE.

## Un dialogue entre Washington et l'O.L.P. est indispensable

L'ampleur des divergences qui vous séparent encore d'Israël, monsieur le président, est telle que l'on peut se demander par quel vous justifiez votre optimisme quand vous répondez que « l'année 1977 sera celle de la paix... »

Tout d'abord, je suis optimiste par nature. Personne, sauf moi, n'imaginait que le second accord sur le dégel du Sinaï (en septembre 1976) pourrait être conclu. Même Henry (M. Kissinger) n'en croyait pas ses yeux. Ensuite, les Américains, à l'égard desquels les Israéliens sont totalement dépendants, pourraient, s'ils en ont la volonté, arrêter l'Etat juif à signer avec nous un accord de paix dans un délai d'un mois.

L'expérience paraît avoir démontré que les Américains ne veulent ou ne peuvent pas assurer des pressions sur Israël. — Je le salue pour l'initiative de l'Amérique à l'égard du Sinaï. Mais, pour l'avenir, le président Eisenhower en 1955, il a obtenu promptement l'évacuation du Sinaï par Israël. Aujourd'hui, les Etats-Unis ont davantage de motivations pour exercer des pressions, car il ne s'agit plus d'un accord partiel ou provisoire entre Israéliens et Arabes, mais d'une paix globale, totale et définitive. Une paix qui ne coûterait rien à l'Etat juif, puisque nous ne lui demandons rien d'autre que la paix.

— Pensez-vous pouvoir convain-

cre le président Carter de reconnaître l'O.L.P. comme interlocuteur valable dans les négociations ?

— Cette question a été longuement évoquée lors de mes conversations avec M. Giscard d'Estaing. Je soutiens qu'un dialogue entre le gouvernement américain et l'O.L.P. est non seulement indispensable, mais aussi d'une utilité cruciale pour toutes les parties en cause, y compris pour les Israéliens. Cela faciliterait leur tâche, ainsi que la nôtre, dans la recherche d'un règlement définitif.

Cependant, les Israéliens insistent sur le fait qu'ils ne peuvent traiter avec une organisation dont le charte prône le démantèlement de leur Etat.

Cela n'est qu'un prétexte. Les résolutions adoptées par le récent Congrès national palestinien constituent, un tournant capital puisque l'O.L.P. est désormais habilitée à négocier l'instauration d'un Etat en Cisjordanie et à Gaza. Je sais que la position de M. Arafat sera encore plus souple s'il est invité à participer aux négociations de Genève. Il va de soi, en tout cas, que ces négociations déboucheront sur une paix définitive à laquelle souscriront tous les représentants arabes, je dirai bien tous. Que faut-il de plus ? Des garanties pour l'avenir ? Elles se sont données de part et d'autre.

## Les « sombres manœuvres » de l'U.R.S.S. en Afrique

En énumérant les questions qu'il a abordées avec M. Giscard d'Estaing, le président Sadate expose spontanément leurs préoccupations

communes quant à l'évolution en Afrique. La mine grave, le front soucieux, il nous déclare, en détaillant ses mots :

« Je suis très, très inquiet de la tournure que prennent les événements en Afrique, en particulier au Zaïre. Les Soviétiques se livrent à de sombres manœuvres d'un bout à l'autre du continent. Au Soudan, ils ont essayé de renverser le régime du général Nimeiry, qui a dû affronter une addition fomentée par des milliers de guérilleros envoyés et armés par le colonel Kadhafi. Le chef de l'Etat libyen est devenu, en quelque sorte, le bailleur de fonds de l'U.R.S.S. Il finance toutes les entreprises subversives ; les armes soviétiques, achetées par lui, sont livrées directement aux intéressés, souvent par des appareils qui font une école technique à Tripoli. L'Ethiopie, qui est devenue un centre majeur des manigances soviétiques, est l'une des bénéficiaires des largesses libyennes et de l'armement russe. »

Quant à la guerre civile au Zaïre, il ne s'agit pas, de toute évidence, d'une affaire intérieure, comme on le prétend. Les Katangais sont dotés de chars soviétiques perfectionnés, notamment de T-54 et T-55, qui sont tout autant efficaces que les chars américains M-48. C'est beaucoup, nous en savons quelque chose, puisque l'armée égyptienne a utilisé ce matériel soviétique lors de la guerre d'octobre. Or ces tanks ne sont pas tombés du ciel. La situation est critique. Je me demande où se produira le prochain coup en Afrique.

— Vous pensez à l'Egypte ?

— Oui, puisque les Soviétiques ont déjà commencé à susciter des troubles chez nous. Mais je songe surtout au Soudan, où tout bouleversement risque fort d'avoir des répercussions en Egypte. Nous serons directement impliqués puisque un pacte de défense commune nous lie au général Nimeiry. Bien que la direction politique unifiée créée

## M. SADATE ET LES « NEUF »

Au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée dimanche sous l'égide de l'Association de la presse franc-arabe, M. Sadate a notamment demandé aux pays de la Communauté européenne de publier la déclaration qu'il a adoptée le 31 janvier dernier à propos du Proche-Orient. Ce texte, qui a été publié en janvier par le quotidien catalan Al Diaari (le Monde du 3 février), estimait en particulier qu'une solution du conflit « ne sera possible que si se concrétise le droit du peuple palestinien à exprimer son entité nationale » et demandait qu'Israël cesse l'occupation qui se poursuit depuis la guerre de 1967.

A l'époque, les neuf ministres des affaires étrangères avaient « approuvé » cette déclaration, mais, sur l'insistance de divers pays membres, notamment de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de la République fédérale (ce dernier pays en avait pourtant pris l'initiative), ils avaient décidé de ne pas la publier officiellement pour ne pas gêner la mission que M. Vance, secrétaire d'Etat américain, allait entreprendre au Proche-Orient (le Monde du 4 février). Maintenant que cette mission a eu lieu et que M. Carter a exposé avec force détails ses idées sur un règlement de paix, on peut se demander, en effet, pourquoi les Neuf ne se décident pas à publier leur propre texte dans sa version officielle.

## Prochains départs pour l'Extrême-Orient : lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche.

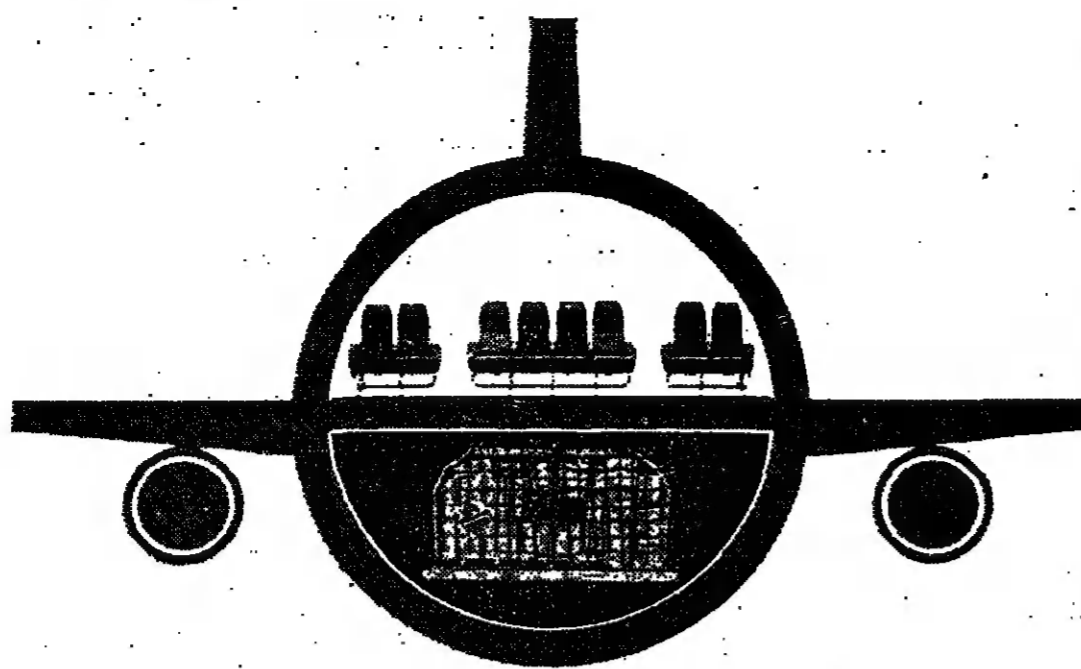


Ne partez pas pour l'Extrême-Orient sans notre Petit Livre Jaune

En DC10 ou en Boeing 747, au départ de Francfort, Lufthansa vous propose : pour Hong Kong ou Bangkok un vol quotidien ; pour Delhi 4 vols par semaine ; pour Bombay, Singapour, Sydney ou Karachi 3 vols par semaine. Orly-Francfort en Airbus ou en Boeing 727. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement 15 minutes minimum.

Avec Lufthansa, vous attendrez moins au départ, vous ferez moins d'escalas, bref, vous y serez plus vite.

Lufthansa



## Air Inter Fret: pour profiter de la moitié cachée de nos avions

Du colis d'un kilo à la palette de 3,765 t nous acheminons vos produits en 4 heures de moyenne vers 32 escales en France et l'étranger en assurant les correspondances internationales à Orly et Roissy - CDG.

Nous ne sommes pas seulement des transporteurs de petits colis et de produits légers. Nous avons changé ! Et changé en même temps l'image traditionnelle du fret aérien en France. Avec nos MERCURE et nos AIRBUS, nous transportons de plus en plus de marchandises lourdes et volumineuses.

Nos clients y trouvent des avantages de plus en plus évidents. Pour connaître ceux qui pourraient vous rendre service, demandez-nous notre "Petit Guide du Fret Air Inter".

Des renseignements pratiques dont vous pourrez parler avec votre transitaire.

**AIR INTER  
FRET**  
pour que votre fret aussi prenne l'avion

DÉPARTEMENT FRET  
Cidex A 225 94306 ORLY-AÉROGARES - Tél.: (1) 697.12.12

Veuillez m'adresser (s'entend) exemplaires de votre petit guide du FRET AIR INTER.

Nom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Raison sociale \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_



### RESPONSABLE MARKETING EXPORT 130.000 F

**Instruments et composants électroniques** — La filiale française d'un très important groupe multinational, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'instruments et de composants électroniques, recherche un Responsable Marketing Export, pour son siège situé à Paris. Rendant compte au Directeur du Marketing, il aura à prendre en charge une fonction nouvellement créée, destinée à développer la pénétration des produits français sur les marchés étrangers et à coordonner l'activité export des différentes divisions de cette filiale. Son action aura un aspect opérationnel de soutien auprès des réseaux de vente à l'étranger et impliquera un rôle d'organisation et de négociation portant sur la choix des agents et des distributeurs. Dans le cadre du plan stratégique de la filiale, il sera responsable de l'étude des nouveaux marchés et de l'évaluation des besoins au sein des différents pays concernés. Ce poste, qui exige une forte personnalité, des qualités de diplomate, d'organisation et un sens développé des relations publiques, conviendrait à un cadre de haut niveau, rompu aux négociations à l'export, âgé d'au moins 30 ans. De formation supérieure technique ou commerciale, il devra justifier d'une solide expérience de marketing à l'export, acquise au sein du secteur de l'électronique industrielle. Il devra être parfaitement trilingue : anglais - allemand. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Le candidat retenu se déplacera à 80 % de son temps dans le monde entier. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2543M

### RESPONSABLE TECHNIQUE Maroc

La filiale marocaine d'une société multinationale, spécialisée dans le domaine des télécommunications et leader dans sa branche, recherche un Responsable Technique expérimenté pour son usine située à Casablanca. Rendant compte au Directeur Général, le candidat retenu sera responsable du montage, du contrôle qualité, des installations, des services après-vente, de l'administration et de la sécurité de l'usine et des magasins. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, spécialisé si possible dans le domaine des télécommunications et ayant acquis au moins cinq ans d'expérience pratique au sein de cette spécialité. Il devra posséder une bonne pratique de l'anglais mais des notions en langue arabe seraient appréciées. A la rémunération annuelle de départ, qui sera motivante, s'ajouteront des frais d'expatriation. Compte tenu de l'expansion de la société, des perspectives d'évolution intéressantes sont envisageables à court terme pour un candidat de valeur. Adresser C.V. très détaillé à Paris en précisant niveau actuel de rémunération et date de disponibilité. Réf. B/5597M

Adresser C.V. détaillé en précisant la référence sur l'enveloppe. Pour la réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B), les réponses seront transmises directement à notre client, sans être couvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.  
8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727.35.79

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Paris - Stockholm - Zurich

## ASIE

### LA RÉVOLUTION CHINOISE EN SUSPENS

(Suite de la première page.)  
Encore ce qu'on en sait donne-t-il l'impression d'un plan de « résistance » plutôt que d'« offensive », à mettre en œuvre seulement au cas où la bataille politique, livrée ailleurs, aurait été perdue. « Nous devons être prêts, fait dire à ses auteurs l'agence Chine nouvelle, à repousser notre sang et même à perdre nos vies. » L'été du moins, et un combat a été envisagé, c'était celui du désespoir, le dos au mur, non celui qui ouvre le chemin du pouvoir.

En fait de coup d'Etat, tout indique que la crise d'octobre 1976 n'a été que l'aboutissement d'un combat politique acharné, qui s'est étendu sur plusieurs années, entre deux groupes antagonistes, et qui ne pouvait trouver d'issue que par l'élimination de l'un d'eux.

**L'ombre de Lin Biao**  
L'ombre de Lin Biao plane sur les origines de l'affaire. L'ancien ministre de la Défense est aujourd'hui dénoncé comme « ultra-réactionnaire », mais on doit se souvenir qu'il fut d'abord accusé de « ultra-gauchisme ». Un an après sa disparition, en septembre 1971, la dénonciation des « erreurs de gauche » constitue le thème dominant de la propagande officielle. Parallèlement, toute une série de mesures sont prises, dont l'objectif est de corriger, de rectifier certains héritages de la révolution culturelle.

Le 14 juillet 1972, après avoir reçu le professeur Yang Chen-ming, Américain d'origine chinoise, Chou En-lai, premier ministre, donne au recteur de l'université de Pékin, M. Chou Pei-yuan, instruction d'examiner les conditions d'un « renforcement des études théoriques de base ». C'est le point de départ d'une tentative de reprise en main de l'enseignement dans un sens plus traditionnel, qui aboutira, en avril 1973, à la diffusion d'une directive du comité central sur le recrutement des étudiants, réintroduisant — pour un temps — le principe des examens à l'entrée des universités. C'est à la même époque qu'est tourné au Hunan — sous le patronage de M. Hua Kuo-feng, premier secrétaire du comité provincial du parti — le film de Chekiang également, qui met en valeur des vertus comme l'application à l'étude et l'obéissance des élèves à leurs maîtres. Comme par hasard, c'est également au Hunan que l'on signale, en 1973, le rétablissement, dans l'industrie, de « règlements » disparus pendant la révolution culturelle, et dénoncés à l'époque comme « oppressifs » pour la classe ouvrière. A la fin de la même année, consigne est encore donnée d'améliorer la discipline de l'armée.

Déjà, quelques-uns des « points obscurs » de la crise de 1976 se précèdent. Le Hunan, par exemple, que M. Hua Kuo-feng quitte dès 1971, pour venir travailler à Pékin, mais où il continue à diriger de loin les affaires, notamment pour y liquider les séquelles locales de l'affaire Lin Biao. Le Chekiang également, qui sera, en 1975 et 1976, le théâtre de troubles assez graves, se trouve déjà dans une situation qui nécessite une directive du pouvoir central sur « la solution du problème du Chekiang et l'approfondissement de la critique de Lin Biao ».

Tout cela ne va pas sans provoquer des résistances dans l'aire gauche, « fondamentaliste », du parti. MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan sont aujourd'hui accusés de s'être subrepticement (?) rendus à l'époque à Changhaï afin d'y organiser des « équipes de propagande ». M. Wang Hong-wen aurait en outre, peu après, visité le Chekiang pour y prendre la défense d'éléments en difficulté avec les autorités. En juillet 1973, grand bruit est fait du cas d'un jeune homme du Liaoning, Chang Tien-chang (2), qui remet copie blanche pour protester contre le rétablissement des examens à l'entrée de son université. Le même thème est repris dans les universités de Pékin, où, lors de réunions internes, le renforcement des études théoriques est qualifié de « tendance dévotionniste de droite ».

**La bataille défensive de la gauche**  
Le décor est planté, et l'affrontement sur toutes sortes de plans — le développement de l'industrie chimique, celui des constructions navales, l'envoi des jeunes instruits à la campagne, le rôle de la milice ouvrière et, bien entendu, l'art et la littérature, car on se bat à coups de films et d'opéras — ne fera que s'envenimer. Quelques

grandes dates jalonnent cette lutte : en avril 1973, le retour de M. Teng Hsiao-ping ; quatre mois plus tard, le X<sup>e</sup> Congrès, qui élut, à la surprise générale, M. Wang Hong-wen à la vice-présidence du parti ; en janvier 1974, l'entrée de M. Teng Hsiao-ping au bureau politique.

Fin 1974, Mao Tse-tung est à Changhaï, capitale de la province du Hunan. La préparation de la session de la quatrième Assemblée nationale populaire bat son plein, et, le 27 décembre, Chou En-lai prend l'avion, pour la dernière fois de sa vie, afin de présenter au président son projet de « Rapport sur les activités du gouvernement ». Des octobre, M. Wang Hong-wen était, lui aussi, venu à Changhaï pour y plaider auprès de Mao sa cause et celle de ses amis. Ne pouvait-il prétendre avoir l'oreille du fondateur du régime, qui, un an plus tôt, à Pékin, avait vanté ses mérites devant le président français Georges Pompidou. Entre-temps, en juin 1974, une éphémère campagne d'affiches murales, les *dazhabs*, en plein centre de Pékin, avait porté de graves accusations contre plusieurs hauts dirigeants, M. Hua Kuo-feng en particulier, coupables, selon les journaux mureaux d'« opprimer les masses ».

La formation du nouveau gouvernement en janvier 1975, marquée en fait d'un échec de la gauche. Ni M. Wang Hong-wen, ni M. Yao Wen-yuan ne reprirent le moindre poste dans l'organisation de l'Etat. Si M. Chang Chun-chiao accède au poste de vice-premier ministre, ce n'est qu'au deuxième rang, après l'un des principaux personnalités qu'il avait combattus lors de la révolution culturelle, M. Teng Hsiao-ping. A partir de là, le « groupe de Changhaï », même une bataille défensive, comme s'il cherchait à contenir la montée d'une tendance adverse, mais en vain. Les « réhabilitations » se succèdent (l'une des plus remarquables étant, en août 1975, celle de l'ancien chef d'état-major général de l'armée, le général Lo Jui-ching), la campagne sur « l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat » se heurte à d'évidentes résistances ; à l'automne 1975, M. Teng Hsiao-ping lance son « appel d'ordre » : « Stabilité, unité, développement de l'économie nationale ».

Y a-t-il eu, dans l'autre camp, erreur tactique ? Pour une brève période, le pendule politique revient à gauche. C'est pendant

l'hiver suivant la bruyante campagne contre « le vent dévotionniste de droite », alimentée de commentaires répétés de Mao Tse-tung, notamment sur la « bourgeoisie au sein du parti », qui aboutit, le 5 avril 1976, aux incidents de la place Tien-An-Men et, le 7, à la destitution de M. Teng Hsiao-ping de toutes ses fonctions dans le parti, l'Etat et l'armée.

Journée des dupes ? Au soir de ce 7 avril, en tout cas, on note une anomalie de taille dans les décisions que le bureau politique a prises, paraît-il, à l'unanimité : le « cas » de M. Teng Hsiao-ping a pris, nous dit-on, la nature d'une contradiction antagonique ; néanmoins, « sa qualité de membre du parti est maintenue sans justification ». C'est une manière de préserver un avenir qui, au demeurant, avait déjà commencé à être sérieusement aménagé, dès le 3 février, avec la désignation de M. Hua Kuo-feng comme « premier ministre intérimaire » aux dépens du prétendant principal — M. Teng Hsiao-ping étant alors déjà critiqué — à la succession de Chou En-lai. M. Chang Chun-chiao. Comme pour compenser la destitution de M. Teng Hsiao-ping, M. Hua Kuo-feng est nommé, ce même 7 avril, premier ministre en titre et « premier vice-président du comité central » c'est-à-dire — comme le Quotidien du peuple l'expliquera quelques mois plus tard — « dirigeant » du bureau politique et successeur désigné de Mao.

La suite appartient à l'histoire récente, mais ces antécédents laissent peu de doutes sur la situation dans laquelle se trouvaient les membres de la future « bande des quatre » au moment où s'est éteint le fondateur du régime. Dès le mois de juin 1976, après une dernière entrevue, le 27 mai, avec M. Ebnutza, premier ministre du Pakistan, le monde est informé que Mao Tse-tung n'est plus en mesure de recevoir des visiteurs étrangers. L'échéance, connue de tous, est proche. La disparition de l'arbitre suprême va laisser face à face deux groupes politiques entre lesquels des heures de plus en plus vifs, ston public, ont rendu la coexistence impossible.

ALAIN JACOB

Prochain article :

MAO, CHOU, TENG ET LES AUTRES

### BIBLIOGRAPHIE

#### L'incident contre-révolutionnaire du 5 avril 1976

Il y a un an, le 5 avril 1976, des milliers de Chinois rassemblés sur la place Tien-An-Men, dans le centre de Pékin, réclamaient l'abolition de l'ordre de dispersion et chantaient l'Internationale. Une charge des forces de l'ordre fit une centaine de morts. A proximité de la résidence où Mao Tse-tung vivait les derniers mois de son existence, des Chinois manifestèrent pour la première fois contre le régime, allant jusqu'à incendier une caserne, parce que les autorités avaient fait transporter les couronnes déposées en hommage à la mémoire de Chou En-lai, considéré comme l'homme le plus libéral du parti.

Hua Lin — un des Chinois qui, au rythme d'un millier par mois environ, se sont réfugiés illégalement à Hongkong ces dernières années — a publié le récit lyrique et éloquent de cette journée historique dans la revue *Flamme jaune*, fondée dans les « nouveaux territoires » par une dizaine d'anciens gardes rouges, qui, sans s'être « convertis » au capitalisme, récusent le régime de Pékin, et constituent une des meilleures sources d'information pour les *China watchers* (les observateurs de la Chine, par allusion à l'expression anglaise « bird [oiseau] watchers »).

Ce texte — « Tien-An-Men l'empourprée » — vient d'être publié en français par deux sinologues, MM. Chang Ying-hsiang et Claude Cadart, qui le commentent et expliquent ce qui s'est passé en Chine avant et après le 5 avril 1976. L'ouvrage est intitulé *Les Deux Morts de Mao Tse-tung*, parce que, aux yeux des auteurs, le décès de « Grand Timonier », le 9 septembre 1976, a été précédé par sa « mort politique », le 5 avril. MM. Chang Ying-hsiang et Claude Cadart voient dans l'hommage à Chou En-lai une protestation silencieuse, mais sans équivoque, contre la politique du fondateur de la Chine populaire à la fin de sa vie.

Venant après ceux de Simon Leys, Evelyn Tschirhart, Claude et Jacques Brody (le Monde du 23 mars), ce livre s'inscrit dans le courant actuel de remise en question des idées reçues sur la Chine. Résumant la

thèse officielle selon laquelle seule la « lutte des classes » menée par les « larges masses » explique les événements de l'an passé en Chine, les auteurs décrivent au contraire une lutte pour le pouvoir qui rappelle les mœurs du Bas-Empire. Se référant à un tract intitulé : « Grises-les sur tous les toits » — imprimé en Chine par des « dissidents » et parvenu à Hongkong — ils évaluent par exemple que l'hypothèse de l'assassinat de Chou En-lai « n'a rien d'in vraisemblable, compte tenu du « style de travail » de Mao et de ses fidèles ».

Les lecteurs non initiés auront peut-être du mal à les suivre dans certains de leurs spéculations. Mais, grâce à ce livre, ils pourront clarifier leurs connaissances sur le fonctionnement des institutions chinoises, ils apprendront à décrypter le langage officiel (l'agacement de personnes tuées lors d'une opération de police, on parle d'hommes ayant reçu « une punition bien méritée ») et, surtout, ils comprendront comment travaillent les « China watchers » sérieux.

Pour MM. Cadart et Chang Ying-hsiang, les manifestants de la place Tien-An-Men exigeaient que « la dictature du parti unique soit remplacée par la démocratie socialiste pluraliste ». « Il est, écrit-il, de bon ton, en Occident, d'affirmer qu'il est impossible aux pays sous-développés de réaliser leur décollage économique autrement que par la grâce de régimes politiques extrêmement autoritaires, et de citer à ce propos l'exemple de... la Chine. Que ce soit des profondeurs de la Chine que nous arrive maintenant un message de sens exactement inverse, le message même du Mouvement du 5 avril ne manque pas de piquet. »

Remarquablement documenté, ce livre est à la hauteur du débat qu'il ouvre.

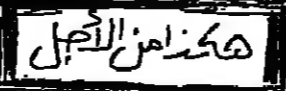
JEAN-DE LA GUÉRIÈRE.

\* Les Deux Morts de Mao Tse-tung, commentaires pour Tien-An-Men. Préparés par Chang Ying-hsiang et Claude Cadart, Ed. du Seuil, 1976, p. 229 p.



CLOTURE MARDI APRES-MID

COURS INTENSIFS



# ASIE

## Chine

### L'accord sur la place qui reviendrait à M. Teng Hsiao-ping ne paraît pas unanime

Pékin. — La semaine des anniversaires s'ouvre dans une atmosphère d'incertitude. On arrive à l'échéance à laquelle devraient être résolus deux graves problèmes en suspens : la réintégration de M. Teng Hsiao-ping dans les organes du pouvoir et la « révision du parti » sur les incidents du 5 avril 1976. Or, non seulement rien n'est encore officiellement réglé, mais des multiples signes témoignent de difficultés persistantes, sinon de désaccords entre les hauts dirigeants du régime. Des mouvements de troupes, qui ne s'expliquent pas tous par la

De notre correspondant

participation de l'armée à la lutte contre la sécheresse, sont signalés dans diverses régions, et notamment autour de Pékin. Dans la capitale même, le nombre des militaires violents dans les rues a fortement augmenté ces derniers jours. La plupart sont sans armes, mais les factionnaires et les patrouilles se sont également multipliés. Veut-on impressionner quelqu'un ou simplement être prêt à toute éventualité ? Le pouvoir n'a pas l'air disposé à tolérer

des manifestations spontanées. A vingt-quatre heures de la traditionnelle fête des morts, Ching Ming, la place Tian-An-Men était encore vierge de la moindre couronne et, sur la grande avenue Chang'an, deux militaires montaient la garde à l'endroit où furent posés, en janvier, les toutes premières affiches prenant la défense de M. Teng Hsiao-ping.

Si de multiples sources confirment qu'une réunion du bureau politique « élargi » s'est bien tenue dans la première quinzaine de mars pour examiner le cas de M. Teng Hsiao-ping, des indications plus récentes incitent à penser qu'il n'y a pas eu de décision définitive. Les participants à la réunion ont dû se rendre compte que la discussion n'a abouti qu'à un accord boiteux, soit que l'accord réalise en principe le remplacement de M. Teng Hsiao-ping, soit qu'il laisse en question certains des participants. Outre d'étranges rumeurs en provenance de Hong-Kong, fondées sur quelques « fuites », il y a naturellement, invérifiables, plusieurs raisons avancées pour justifier cette opinion.

## Inde

### La démission collective de son comité directeur devrait faciliter la réorganisation du Parti du Congrès

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — L'ancien premier ministre Mme Gandhi, le président du Congrès, M. Rao, et tous les autres membres du « comité directeur » du parti qui dirige l'Inde pendant trente ans remontrant leur démission le 12 avril. Cette décision, annoncée le 12 avril, devrait faciliter la réorganisation de la direction du parti après sa défaite aux élections législatives.

De nombreux membres commencent en effet à demander des comptes et certains ont même commencé à démissionner. Les responsables de l'appareil dirigeant ne démissionnaient pas. Ils avaient réclamé l'expulsion du fils cadet de l'ancien premier ministre, M. Sanjay Gandhi, et de son homme lige, M. Bansi Lal, ancien ministre de la défense (l'un et l'autre ont renoncé depuis à toutes leurs fonctions au sein du parti). Une bonne partie des élus et des deux cents anciens parlementaires congressistes battus aux élections n'estiment pas que la défaite des élections est une « catastrophe » et qu'un sérieux examen de conscience est souhaitable.

Les critiques n'épargnent pas l'ancien premier ministre. Il lui est reproché d'avoir fait une politique de droite ces trois dernières années et de s'être écartée des directives du parti. Mme Gandhi, qui semble reconnaître certaines de ses erreurs, a exprimé l'avis que les responsables de la défaite — à commencer par elle-même — ne devraient pas se met-

tre en avant pendant quelque temps. La présidence des jeunes congressistes, Mme Ambika Soni, a donné sa démission. Les chefs de la police et des services de renseignements politiques ont été remplacés. Aucune des personnalités de l'ancien régime n'a cependant été inquiétée pour le moment. Le gouvernement ne montrera pas d'esprit de vengeance, assure-t-on. La justice, redevenue indépendante du pouvoir politique, devra son cours. Une enquête sur les agissements de M. Sanjay Gandhi a été demandée par des parlementaires de la majorité.

Comment demandent-ils, M. Gandhi a-t-il pu, avec un apport initial très faible, se trouver en quelques années à la tête d'une affaire aussi importante que la société Maruti ? Bénéficiant de l'indulgence aveugle de sa mère, mais investi sans mandat politique — de hautes responsabilités politiques, le jeune homme a sans nul doute commis des légèretés et des abus de pouvoir.

Après avoir essayé sans succès de fabriquer une « voiture populaire », la société Maruti s'est spécialisée dans les transactions commerciales. Elle achetait des équipements qui étaient ensuite revendus, dans certains cas, à l'industrialisation. Les commissions prélevées au passage alimentaient les caisses du « jeune Congrès ».

Les hommes d'affaires étrangers trouvaient auprès de M. Sanjay Gandhi un interlocuteur haut placé pouvant hâter les décisions. Certains parlementaires ont eu l'impression que le jeune homme a été placé à la tête du parti pour conclure le contrat d'achat de trois Airbus et de Boeing par l'Inde, alors que les services techniques faisaient des réserves à propos de ces marchés. Le nouveau gouvernement ne peut guère faire moins que porter, comme il a dit, une « attention urgente » à ces problèmes et ordonner une enquête. Ira-t-il plus loin ?

GÉRARD VIRATTE.

## Les « radicaux de droite »

Divers mouvements de personnel, réalisés en province, ont permis au parti de faire passer le premier secrétaire du parti dans le Kirin par un militaire « réhabilité » en 1975 et venu de Hankou. M. Wang Enso — un ancien membre du parti — a été nommé directeur des affaires étrangères. M. Wang Enso a été nommé directeur des affaires étrangères. M. Wang Enso a été nommé directeur des affaires étrangères.

Personne ne met en doute que de sérieuses divergences de vues se manifestent à l'heure actuelle dans l'équipe dirigeante. Mais dans un cas comme celui-ci, la place qui peut revenir à M. Teng Hsiao-ping, ce n'est pas une question de principe, mais une question de tactique.

Au terme du projet de loi, le français devient la langue officielle de l'administration publique. Les lois ne seront plus promulguées en français, les jugements des tribunaux seront rendus en français, et il en est fait une traduction.

## Une prochaine session plénière du comité central ?

Qui tranchera ? Des rumeurs d'origines diverses, mais concordantes, annoncent une « prochaine » session plénière du comité central. Est-ce à dire qu'il reviendra au « Parlement » du parti de se prononcer ? Tel n'est pas l'usage du P.C.C., où le comité central n'est généralement invité qu'à approuver des décisions préalablement arrêtées dans un cercle plus restreint.

L'actuel comité central est celui que désigna, en 1973, le dixième congrès : on y compte grosso modo 60 % de « survivants » de la révolution culturelle ; 30 % de « nouveaux » ; 10 % de « réhabilités ». Les militaires représentent un peu moins d'un tiers des membres. Dans cette assemblée, fortement secouée par les événements des derniers six mois, la tendance à la continuité l'emporte sur celle d'une remise en cause fondamentale des politiques suivies depuis plus de dix ans. Un tel recours semble difficilement acceptable, fut-ce à titre de compromis, pour ceux qui souhaitent précéder des révisions radicales. A moins, bien sûr, qu'ils n'estiment être en mesure d'imposer par des moyens divers, y compris le poids des forces armées, les décisions qu'ils attendent. — A. J.

## Conséquence de la sécheresse

### LA CONSOMMATION DE RIZ AURAIT ÉTÉ RATIONNÉE

Selon des informations publiées par la presse de Hong-Kong, la ration de riz aurait été ramenée, dans plusieurs provinces de Chine, de 6,5 à 6,2 kilos par mois. Les erreurs commises dans l'estimation de la récolte de 1976 seraient à l'origine de cette décision, mais aussi les menaces qui, en raison de la sécheresse, pèsent sur la prochaine récolte (« Le Monde » du 23 mars).

Le niveau des réserves, selon les mêmes sources, serait si bas dans certaines régions que le produit de la récolte en cours serait immédiatement consommé sur place. Rien qu'à Pékin les autorités prennent la situation très au sérieux. Il est encore difficile d'évaluer les conséquences à long terme de la sécheresse.

# AMÉRIQUES

## Canada

### Un projet de loi du gouvernement vise à faire du français l'unique langue officielle du Québec

Montréal. — M. Camille Laurin, ministre québécois du développement culturel, a présenté, vendredi 1<sup>er</sup> avril, une charte du français, qui définit la politique linguistique

du gouvernement indépendantiste. Celle-ci est claire : le Québec ne sera plus à l'avenir une province bilingue mais une province francophone, où les droits linguistiques des minorités seront protégés.

De notre correspondant

Un projet de loi qui reprend les idées du Livre blanc de 76 pages présenté par le ministre sera soumis à l'Assemblée provinciale du Québec dans une quinzaine de jours. Ce sera la troisième loi sur la langue au Québec depuis huit ans. Le gouvernement de l'Union nationale avait adopté, en 1969, la loi 63, garantissant le libre choix de la langue d'enseignement. Le gouvernement libéral adopta quant à lui, en 1972, la loi 22, faisant du français la langue officielle de la province, mais réservant de nombreux droits à l'anglais.

Le ministre du développement culturel a expliqué les choix de son gouvernement, en soulignant « la situation de la langue française au Québec » : la natalité des francophones est en diminution depuis plusieurs années. Les anglophones s'intègrent difficilement à la minorité anglophone ; en outre, a-t-il indiqué, l'insécurité du gouvernement fédéral à l'égard de la langue française au Québec, la natalité des francophones est en diminution depuis plusieurs années. Les anglophones s'intègrent difficilement à la minorité anglophone ; en outre, a-t-il indiqué, l'insécurité du gouvernement fédéral à l'égard de la langue française au Québec, la natalité des francophones est en diminution depuis plusieurs années.

## Dans les entreprises

Dans les entreprises, la francisation de l'activité économique, qui était encouragée mais facultative sous le régime de la loi précédente (la loi 22), devient obligatoire. Elle devra être réalisée avant 1983 dans toutes les entreprises de plus de cinquante employés (cela concerne deux tiers de la main-d'œuvre québécoise). Des sanctions sont prévues pour les contrevenants, notamment la suppression des commandes de la province. En attendant que le gouvernement fédéral ne prenne aucune mesure, le Québec doit donc se préparer à l'affichage publicitaire, l'étiquetage des produits de consommation, les manuels d'entretien, etc.

En ce qui concerne la langue d'enseignement, le réseau d'éducation en anglais sera maintenu (les éléments les plus radicaux du parti québécois avaient demandé qu'il soit supprimé). Seuls pourront être instruits en anglais les enfants dont un des parents aura fait une partie de ses études en anglais au Canada. A compter de l'entrée en vigueur de la loi, tous les immigrants, d'où qu'ils viennent, devront suivre leurs enfants à l'école française. Ils pourront néanmoins recevoir un enseignement privé payant en anglais. Dans le système d'ensei-

# PROCHE-ORIENT

## Liban

### LE CONSEIL DES EVÊQUES CATHOLIQUES REJETTE TOUT PROJET DE PARTITION DU PAYS.

Les combats se poursuivent au sud du Liban, à l'indiqué, dimanche 3 avril, la radio phalangiste libanaise a diffusé des dernières informations disponibles. Les forces conservatrices ont concentré, samedi, leurs tirs sur le dernier réduit palestinien progressiste dans la région de Naqurah-Bent-Jbel, ainsi que sur le village de Houla.

Dans une déclaration faite samedi soir, le patriarche de la communion maronite, Mgr Khoury, a mis en garde contre le danger résultant de la situation dans le sud du pays. Il a invité les autorités responsables à faire appliquer dans les délais les résolutions des « sommets » arabes de Riyad et du Caire d'octobre 1976.

De son côté, le conseil des archevêques et évêques catholiques du Liban a publié samedi, à l'issue de la session ordinaire qu'il a tenue du 28 mars au 2 avril, une déclaration dans laquelle il rejette catégoriquement la partition du Liban. Le conseil épiscopal se déclare hostile, pour le moment du moins, à la suppression du système confessionnel même par étapes. Il réclame la constitution d'une forte armée libanaise et demande que soit réglé le problème du Sud-Liban. D'autre part, M. Camille Chamoun, président du parti national libéral, a rencontré, dimanche, le général Victor Khoury, le nouveau chef des forces armées libanaises, à la nomination duquel il s'était opposé.

Le général Moustapha Tlass, ministre syrien de la défense, a accompli pour sa part une tournée d'inspection au Liban. Dans une allocution prononcée, samedi, à l'occasion de cette visite, le général a déclaré que la Syrie soutiendrait les efforts du général Khoury afin que « les forces armées libanaises puissent remp-

## Irak

### DIX «TERRORISTES» CONDAMNÉS À MORT DANS LA PROVINCE DU KURDISTAN

Bagdad (A.F.P.). — Dix « terroristes » ont été condamnés à mort par un tribunal exceptionnel dans le nord de l'Irak, pour avoir « tenté de péter des actes terroristes et des meurtres dans la ville de Sulaymaniyah » (la province autonome du Kurdistan irakien), annonce dimanche 3 avril l'agence irakienne d'informations (INA). Le tribunal a ordonné la remise en liberté d'une centaine de personnes, une femme. Deux autres membres de la « bande terroriste » sont en fuite », ajoute l'INA.

Selon l'agence irakienne, les condamnés ont « voulu mettre sur pied un réseau terroriste, assassiner le gouverneur de Sulaymaniyah, et le directeur de l'éducation » de cette importante ville du nord irakien. L'agence INA a indiqué d'autre part dimanche que la langue kurde sera désormais utilisée dans les documents officiels de la région kurde autonome du nord de l'Irak, et à tous les niveaux de l'administration locale.

Cette décision, adoptée samedi par le conseil exécutif de la région, a été prise conformément à la loi sur l'autonomie interne qui reconnaît la langue kurde comme langue officielle à côté de la langue arabe.

## Égypte

### HOMMAGE POPULAIRE DU CAIRE AU CHANTEUR ABDEL HALIM HAFEZ

(De notre correspondant.) Le Caire. — Une foule immense, évaluée par la presse égypte à un demi-million de personnes, a suivi le samedi 2 avril, au Caire, les obsèques du chanteur Abdel Halim Hafez, récemment décédé à Londres (« Le Monde » du 1<sup>er</sup> avril). De nombreuses personnalités, dont le premier ministre, M. Mahmoud Salem, ont suivi à pied le cercueil. Le chanteur Oum Kalthoum, morte il y a deux ans, avait seule eu droit jusqu'ici, depuis la disparition de Nasser, à un hommage populaire et officiel d'une telle ampleur. Le pouvoir égyptien qu'un tel rassemblement de personnes ne soit l'occasion de dévotion. Lorsque des gamins se mirent à jeter des pierres sur la police, on put craindre le pire. Finalement, il n'y eut que des blessés dus aux boucassines. — J.-P. P.-M.

## Israël

M. MOSHE DAYAN CANDIDAT À LA TRAVAILLÉ. L'ancien ministre israélien de la défense a annoncé dimanche 3 avril qu'il se présenterait aux élections législatives du 17 mai sous l'étiquette du parti travailliste. M. Dayan a fait cette déclaration à l'issue d'un entretien avec le ministre de l'Intérieur et chef du parti travailliste, M. Rabin. — (A.F.P.)

plus les hommes sont grands plus CAPEL les aime

non ! 145 kilos ne font pas peur à CAPEL

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.03.  
• Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.  
• Capel Madeleine : 26 bd Maestherbes 75006 Paris, 266.34.21.

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.03.  
• Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.  
• Capel Madeleine : 26 bd Maestherbes 75006 Paris, 266.34.21.

**CLOTURE DES JEUX MARDI APRES-MIDI**

Notices à votre disposition chez les dépositaires

**LOTO**

**COURS INTENSIFS D'ALLEMAND**

au bord du Lac de Constance

près de l'Autriche, de la Suisse et du Liechtenstein. Pour actifs et étudiants. Cours de 2 à 12 semaines, de mai à octobre.

DEUTSCHES SPRACHINSTITUT, Santiagostrasse 17 - 19 - A - D - 8500 LINDAU.

## Un grave différend oppose le gouvernement au groupe italien ENI

Tunis. — Le différend tuniso-libyen sur la limitation du plateau continental dans le golfe de Gabès (le Monde du 26 mars) risque de perturber les relations établies depuis plus de quinze ans entre la Tunisie et le groupe italien ENI.

Le ministre tunisien de la défense, M. Abdallah Farhat, a, en effet, annoncé le samedi 2 avril 1962, que le gouvernement libyen avait accepté la justice tunisienne et avait saisi de l'affaire de la SAPTOM, filiales de l'ENT, qui, aux termes d'un accord de coopération militaire, le gouvernement libyen, a installé une plate-forme de forage « en zone maritime tunisienne », dans la zone de la frontière.

Cette plate-forme n'est en place dans la zone litigieuse depuis le début de l'année. La Libye considère les zones de la frontière comme aux territoriales, et la société italienne ne l'a pas retirée malgré les mises en demeure tunisiennes. (Le Monde, 29 et 30 février).

Depuis que la Tunisie, a racheté, au mois d'août 1976, ses parts dans la raffinerie de Bizerte et dans la société de distribution AGIP, l'ENI n'est plus associée, en Tunisie, qu'à l'exploitation du plus important gisement pétrolier du pays, situé à El Borma, dans l'extrême - Sud, et qui produit 3 millions et demi de tonnes par an, soit environ les trois quarts de la production totale.

Voici deux ans encore, le groupe italien et l'Etat tunisien avaient investi en commun 120 nouveaux millions de dollars dans les champs pétrolifères d'El Borma. D'autre part, l'ENI est particulièrement intéressée à la construction d'un gascoduc devant relier l'Algérie à la Sicile par la Tunisie. Ce projet, longtemps mis en veilleuse, serait sur le point d'être relancé.

A la fin du mois dernier, le gouvernement tunisien avait, à nouveau, tenté de régler à l'amiable les différends avec l'Algérie. Le représentant tunisien des négociations, le ministre des Affaires étrangères, M. Habib Chakry, auprès du colonel Kaddafi, à Tripoli, avait déclaré que l'Algérie était prête à se retirer à l'ouest de l'embouchée de sa mission. Tripoli, cependant, n'a pas accepté et le différend demeure intérieurement tout en ce qui concerne l'héritage de la Libye. Les deux pays ont des revendications sur la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès, soustrait par Tunisie, qu'à l'ouest de la plate-forme italienne.

La Tunisie n'en continue pas moins d'espérer qu'une solution « amiable » pourra intervenir, et elle a même demandé à participer avec l'Assemblée nationale, M. Moncef Bel Hadj Amor, a récemment annoncé sans autre précision que les deux officiers de « plusieurs autres voisins frères » ont pris

## Kinshasa fait état de la présence de Soviétiques dans les rangs de rebelles

Le lieutenant-général Bunda Moiso, chef d'état-major de l'armée zairoise, a affirmé samedi 2 avril, au cours d'une conférence de presse à Kinshasa, que ses troupes avaient tué des Soviétiques, des Cubains et des Portugais parmi les rebelles qui ont envahi la province du Shaba à partir de l'Angola. Le chef d'état-major a assuré que plusieurs Blancs figuraient parmi les rebelles abattus par ses hommes, ajoutant : « Nous ne les avons malheureusement pas fait prisonniers, et nous regrettons de ne pouvoir vous présenter les prisonniers. »

Il a précisé qu'il n'était pas certain qu'il s'agissait de Russes, de Cubains et de Portugais, le chef d'état-major a répondu : « Ne s'agit-il pas de blancs ? »

Selon le lieutenant-général Bunda Moiso, ces hommes, qui ne portent pas de signe distinctif, se tiennent surtout sur les arrières des anciens généraux armés de fusils d'assaut, de mitrailleuses de fabrication soviétique que ceux-ci possèdent. Le chef d'état-major a assuré, d'autre part, que son armée allait bientôt lancer une offensive contre les rebelles pour chasser les « envahisseurs » du pays.

La majorité des rebelles appartenant à l'ethnie lunda, installés dans le Shaba, sont le frère de Moïse Kasongo, premier ministre du Katanga, tente de

prendre contact avec les rebelles au nom du président Moukoko pour négocier un éventuel compromis, mais sa tentative s'est pour l'instant soldée par l'échec.

Un porte-parole du gouvernement saïrois a affirmé d'autre part, samedi, « l'obligation à laquelle croient être contraints les dirigeants saïrois de se soumettre lors de la lecture préalable avant leur transmission est l'œuvre de quelques militants trop zélés, mais entre-temps au pas, qui, par déformation des faits et par omission, ont fait de la presse étrangère a indignité, et ne répond pas à une décision du Conseil exécutif d'introduire la censure en République du Zaïre. »

« Le Conseil exécutif, a-t-il ajouté, a déjà indiqué à plusieurs reprises que le Zaïre n'avait rien de commun avec les pays où la censure n'avait pas de sens. »

Cependant, a relevé le porte-parole, nous déplorons souvent que cette liberté d'action laisse à l'opposition la grosse étrange faiblesse de ces derniers tout soucieux d'objectivité, qui devrait pourtant caractériser leur profession. Mais ces recherches du sensationnel par les correspondants étrangers nous empêchent pas de continuer à leur faire confiance. »

Enfin, moins de vingt mille personnes se sont réunies, dimanche, dans un stade de la capitale zairoise, où les autorités avaient organisé une manifestation de solidarité avec le président Mobutu. Celle-ci a duré une heure et a été marquée par une absence quasi totale d'applaudissements et d'enthousiasme spontané. M. Sakongo Inongo, gouverneur de Kinshasa, a prononcé un discours passionné, qui n'a pas une seule fois été interrompu par les applaudissements.

Dans la dernière livraison d'*Afrique-Asie* (n° 132, du 4 au 17 avril), Jack Bourdieu, commentant les événements au Zaïre, écrit :

« Les « gendarmes katangais » d'aujourd'hui ne sont plus ni gendarmes ni katangais. Mobutu s'est chargé de leur quasi totale liquidation. Il les avait placés, entre autres, dans deux camps d'extermination, à Lisala, dans le Nord, et à Inongo, près du Lac Umba - après leur réintégration dans l'armée nationale zaïroise ».

**Jack Bourdier** poursuit : « La surprise fut grande, en rencontrant quelques-uns d'entre eux, à la fin d'octobre 1975, dans le Lunda, de constater que les fameux « gendarmes » n'avaient pour la plupart guère plus de vingt ou vingt-cinq ans, ce qui rend peu probable leur participation active à l'aventure de

Tschombé. « Leur chef actuel, le général Nkomo, est nommé en 1967 commissaire de la police provinciale dans la province du Shaba (Katanga), région ouest de Luanza. Il est marié, a deux enfants, est parti unique de Mubutu. — une police spéciale est créée, qui a tous pouvoirs pour continuer la lutte contre le sabotage et qui ne dépend directement que de la présidence. Voulant intervenir contre une arrestation à Mubumba, est lui-même arrêté, incarcéré, battu, et lorsqu'on lui propose de signer un engagement tacite ayant été reconnue normale, le bouillant jeune homme de vingt-six ans présente sa démission et est relâché. — La police s'écipele discrètement. Il se alors s'intégrer dans les communautés utilisées par les Portugais, où il grabrta les échelons de la hié-

## Quatre partis sont en compétition pour les élections législatives

Banjul. — Dimanche soir 3 avril, à quelques heures de l'ouverture du scrutin, les citoyens gambiens, appelés lundi et mardi à réélire pour cinq ans leur président, Sir Daouda Jawara, et à désigner leurs députés, conservaient leur flegme et leur sens de l'humour, après une campagne électorale qui n'a guère été troublée.

Ce fœdr play est d'autant plus remarquable que la compétition est très ouverte. Petite République de 11 295 kilomètres carrés et d'environ 500 000 habitants, vivant d'agriculture (arachide), de commerce et de tourisme, la Gambie, presque complètement insérée dans le Sénégal, a maintenu très vivantes les traditions libérales héritées de l'ancien colonisateur anglais. A la différence de la quasi-totalité des autres pays africains, et même de son voisin francophone, qui a reçu de



● QUATRE CENTS SLOVÈNES, venus de Carinthie en voitures et en autocars, ont bloqué la circulation, le samedi 2 avril, dans le centre de Vienne. La manifestation coïncidait avec la conférence des Nations unies sur la discrimination raciale qui se tient actuellement à Vienne. (Eurasia.)

● LA GARDE CIVILE a dispersé dimanche 3 avril, avec des grenades lacrymogènes, quelque trois cents personnes qui s'étaient rassemblées devant un stade de la banlieue est de Madrid pour assister à un meeting auquel devait participer M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C. — (A.P.)

● **PLUS DE TRENTE-HUIT MILLIONS D'EGYPTIENS.** — De mai 1966 à novembre 1976, la population de l'Egypte s'est accrue de 8 152 322 habitants, pour atteindre 38 228 180 habitants, a indiqué au Caire le chef du bureau des statistiques, qui communiquait les résultats du dernier recensement. Le taux d'accroissement annuel est de 2,31 %. — (I.T.P.I.)

● UN NAVIRE GARDE-CÔTE AMÉRICAIN a abordé, samedi 2 avril, un chalutier soviétique, le Yushman Sutista, à 230 kilomètres au sud-est du cap Cod (Massachusetts) et lui a adressé une contravention. (Les Etats-Unis, ainsi que de nombreux autres pays ont

● L'ORGANISATION AMNESTY INTERNATIONAL, dont le siège est à Londres, a exprimé dimanche 3 avril son inquiétude devant « la vague actuelle d'interrogatoires et d'arrestations » effectuées par les forces sud-africaines en Namibie. Dans un communiqué, l'organisation indique que de nombreux prisonniers politiques namibiens sont torturés et maintenus en prison sans jugement. — (A.F.P.)

● LES REPRÉSENTANTS DES PARTIS SOCIALISTES et des syndicats de dix-huit pays d'Europe occidentale, réunis samedi 2 et dimanche 3 avril, à Paris, ont pu constater que le mouvement dans lequel ils estimait à cinq millions le nombre des chômeurs actuels et invitent l'O.C.D.E. à préparer un plan social de plein emploi d'ici à 1980. MM. James Callaghan, premier ministre britannique, Odvar Nordli, premier ministre norvégien, Anker Joergensen, premier ministre danois, Joop den Uyl, premier ministre néerlandais, Olof Palme, ancien premier ministre suédois, assistaient à cette conférence. La délégation française était composée de MM. Michel Rocard, Jacques Chirac, Jacques Galins et Bernard Cornillon pour le parti socialiste, de M. André Bergeron pour l'Union ouvrière et de MM. Michel Cressat, Jacques Moreau et Hubert Pons pour le P.C.F., C.F.D.T. — (A.F.P. Reuter.)

● **LES DIRIGEANTS DE LA REBELLION MUSULMANE** du sud de l'archipel n'ont pas donné suite à la proposition de participer à un gouvernement régional provisoire dans les treize provinces susceptibles d'accéder à l'autonomie, a annoncé dimanche 3 avril le président Marcos. — (A.F.P.)

● L'ASSOCIATION DES ECRIVAINS EST-ALLEMANDS DE BERLIN a adressé, le samedi 2 avril, une lettre d'allégeance à M. Erick Honacker, premier secrétaire du parti communiste. Les cent cinquante-dix écrivains de l'association ont élu comme président de leur comité directeur M. Günter Gerdich. Un certain nombre d'auteurs qui avaient protesté contre le bannissement du chanteur Wolf Bierman avaient été exclus du comité en décembre dernier. (A.F.P.)

● **M. VALENTIN CHACHINE**, ministre soviétique de l'industrie pétrolière depuis 1965, est décédé récemment à Moscou, à l'âge de soixante et un ans, à la suite d'une longue maladie. Elu membre suppléant du comité central au XXIV<sup>e</sup> congrès du parti, en 1971, il était devenu titulaire, au XXV<sup>e</sup> congrès, en mars 1978.

## LE COLONEL YHOMBI-OPANGO DEVIENT CHEF DE L'ÉTAT

Radio-Brasaville a annoncé, dimanche 3 avril, que le colonel Joachim Xhombi-Opango succédait à la tête de l'Etat au président Marlin Ngouabi assassiné par un coup d'Etat le 1er avril. Les obusiers ont eu lieu samedi. Le colonel Xhombi-Opango assume également la présidence du conseil militaire de onze membres formé après la disparition du commandant Ngouabi.

Le commandant Sassou Nguesso devient premier vice-président, chargé de la défense et de la coordination des activités du Parti populaire du travail.

Le commandant Louis Syivah Ngouabi reste premier ministre et ministre du plan.

D'autre part, les autorités de Brazzaville annoncent que quatre nouvelles équipes gouvernementales sera mise en place dans les tout prochains jours.

La population de Brazzaville a accueilli ces nouvelles sans réaction particulière. La capitale congolaise reste calme depuis la disparition du commandant Ngouabi et l'assassinat de M. Jean-Baptiste Biziye, cardinal-archevêque de Brazzaville, le 23 mars.

Le couvre-feu est maintenu et les frontières du pays demeurent fermées. La chasse à l'homme entreprise pour retrouver l'ancien capitaine Barthélemy Kikadidi, chef présumé des assassins du président Ngonabi, se poursuit sur l'ensemble du territoire. — (A.F.P. U.P.I.)

[Le colonel Thombi-Opasso a été chef d'état-major de l'armée, poste qu'il a occupé jusqu'en août 1968. Commandant d'armes délégué de la place de Brazzaville, il fut inspecteur général de l'armée d'octobre 1973 à février 1974, époque à laquelle il fut nommé secrétaire général du Conseil d'Etat, avec rang de ministre. En juin 1975, il était ministre délégué à la défense et à la sécurité du Congo.]

M. PODGORNY A EU  
UN ENTRETIEN DE CINQ HEURES  
AVEC LE GÉNÉRAL  
SYAAD BARRE

M. Podgorny, qui a regagné l'Union soviétique dimanche 3 avril, s'est rendu samedi 2 avril à Mogadiscio où il s'est entretenu avec le président du conseil national Syaad Barre, chef de l'Etat somalien.

Cette visite en Somalie, non prévue au programme officiel de la tournée africaine du président du présidium du soviet suprême, pourrait être en rapport avec la tension entre ce pays et l'Ethiopie. La Somalie est, en effet, une importante alliée de l'Union soviétique. Un traité d'amitié analogue à celui signé jadis entre le Mozambique et l'Union soviétique lie Mogadiscio et Moscou depuis

Mais l'Éthiopie s'est récemment orientée encore plus à gauche que la Somalie, et l'U.R.S.S. a cherché à se rapprocher d'Addis-Abeba. Le président cubain, M. Fidel Castro, dont la visite en Afrique a immédiatement précédé celle de M. Podgorny, s'était également rendu en Somalie et en Éthiopie, et les hypothèses vont bon train, dans les capitales africaines, sur l'éventualité d'une tentative de réconciliation entre Addis-Abeba et Moscou.

## Un traité d'amitié de vingt ans avec le Mozambique

Le traité d'amitié conclu pour une durée de vingt ans par l'Union soviétique et le Mozambique à l'occasion de la visite, la semaine dernière, du président Podgorny à Maputo, prévoit une coopération militaire et des consultations en matière de défense.

Les deux pays continueront de développer leur coopération dans le domaine militaire conformément aux accords déjà conclus. En cas de « situation susceptible de menacer ou de porter atteinte à la paix, les deux parties entreront immédiatement en contact pour discuter de la manière la plus efficace de leur apporter leur assistance en vue d'éliminer la menace ou de rétablir la paix », indique le traité. Le document prévoit également que les deux pays accroîtront leur coopération dans les secteurs suivants : industrie, transports et communications, agriculture, pêche et ressources

Dans le domaine du désarmement, le traité lance un appel en vue de la création d'une zone de paix dans l'océan Indien.

Le Mozambique est le troisième pays à avoir signé un traité d'amitié avec Moscou, après la Somalie et l'Algérie. (Senter.)

**ne restez pas aux portes de Paris,  
venez à Montparnasse  
à l'Hôtel Sheraton**

En plein cœur de Montparnasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive gauche avec ses 1.000 chambres vastes et lumineuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphone direct, TV couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2.500 places de parking.

Le Sheraton, c'est aussi une table gastronomique réputée "Le Montparnasse 25" un bar feutré "Le Corail" où il fait bon s'attarder, "La Ruche" un restaurant à service rapide (de 7 h à 23 h) des boutiques luxueuses, des pelouses et des jardins... Confort, calme, détente et élégance. Le cœur de Paris bat vraiment au Sheraton.



**pour réserver: 260 35 11**

## Paris-Sheraton Hotel

IMMEDIATELY  
AVENUE DU MARSE - RUE DU COMMANDEMENT MOUCHOTTE TELUX 20000

هكذا من الأصل

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU P.S.

L'élection du Parlement européen : les socialistes se prononceront une fois le texte connu

Les journées parlementaires du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche se sont tenues à huis clos les vendredi 1<sup>er</sup> et samedi 2 avril à Alfortville (Val-de-Marne). A cette occasion, plusieurs rapports ont été présentés.

M. Louis Mermeas, secrétaire national, député de l'Isère, a analysé le résultat des élections municipales, se félicitant de l'échec de l'«*un des cils de 1973*» et estimant le score réalisé par la gauche à 53 des voix. Il a relevé la «*bonne qualité*» des relations au sein de cette dernière («*une des clés de 1973*») et observé que dans les dix-huit premières qui avaient eu lieu dans les villes de plus de trente mille habitants le P.S. avait emporté sur le P.C. dans treize villes, ce qui justifiait les rapports qui se sont établis au sein de la gauche depuis quelques années.

M. Jean-Pierre Chevènement, membre du bureau exécutif, député du Territoire de Belfort, a ensuite présenté un rapport sur le projet de loi autorisant la réforme des statuts du Fonds monétaire international (F.M.I.) et l'augmentation de la quote-part de la France.

Non à la ratification des accords de la Jamaïque

Il a présenté les trois raisons qui, à son avis, devraient conduire son groupe à s'opposer à la ratification des accords de la Jamaïque :

1) Ils institutionnalisent le désordre monétaire mondial et ne peuvent que conduire à un redoublement de l'inflation, de la spéculation et des déséquilibres des paiements ;

2) Ils consacrent l'hégémonie monétaire américaine vis-à-vis de l'Europe et des pays sous-développés ;

3) Ils marquent un abandon de la politique monétaire française qui visait à revenir à un régime de taux de change stables et à maintenir le rôle de l'or.

Estimant que ces accords manifestent l'impuissance de la France à faire prendre en compte ses intérêts, M. Chevènement s'est prononcé pour un système mixte «*où le rôle de l'or serait maintenu, en attendant que de nouveaux types de réserves viennent, sinon remplacer, du moins équilibrer le rôle du dollar*».

Il a préconisé la création d'un nouveau droit de tirage spécial dont la valeur serait gérée sur des stocks de matières premières.

M. POPEREN  
LE P.S. ET LE SUIVISME  
A L'ÉGARD DU P.C.

Synthèse - Flash, bulletin des clubs Etudes, Recherche et Informations socialistes (ERIS), qu'anime M. Jean Poperen, député du Rhône, membre du secrétariat du P.S., souligne dans son numéro du 1<sup>er</sup> avril à propos des résultats des élections municipales : «*Le P.S. ne peut ne pas être attentif au fait que, parfois, une partie des militants, des responsables a pu appliquer avec quelque laxisme la politique unitaire : dans un certain nombre de cas, les socialistes ont trop facilement cédé à des demandes du P.C.F. que ne justifiait pas l'appréciation du rapport des forces. Les communistes — contre toute vraisemblance — ont joué souvent les «*opprimés*» durant les négociations et il est arrivé que les socialistes s'en trouvent intimidés et se laissent aller à d'excessives concessions. (...) Cette constatation d'une certaine faiblesse, d'un certain «*sévisisme*» d'une partie du P.S. oriente la préparation du congrès. (...)*

«*Le congrès d'une partie des socialistes sur la politique unitaire, tel qu'il est exprimé durant la préparation des municipales, ne doit pas se renouveler : la politique unitaire ne doit pas être comprise ni pratiquée au détriment du parti socialiste lui-même. Le «*sévisisme*», s'il nuit au parti socialiste, nuit en même temps à l'union. Beaucoup, au P.S., ont le sentiment que certains éléments du CERES n'ont pas toujours été assez attentifs à cet aspect des choses. (...)*

«*Les circonstances exigent en général la cohésion, et cette exigence prévaut d'abord pour ce qui sera la majorité du parti : les décisions envisagées à l'occasion de la réunion du comité directeur visent à substituer à la coalition majoritaire une majorité politiquement et organisationnellement homogène.*»

«*Les maires socialistes des villes de plus de trente mille habitants se réuniront en colloque jeudi 21 avril à Dreux. M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., participera à leurs travaux.*

Dans son rapport sur les principaux textes sociaux susceptibles d'être examinés lors de la session de printemps, M. Jean-Paul Bachy, délégué national au travail et à l'emploi, a estimé que les projets concernant l'emploi sont «*particulièrement intéressants*». En ce qui concerne la réforme de l'entreprise, il a relevé l'étroitesse du champ d'application du projet gouvernemental relatif au «*bilan social*» et observé que «*son élaboration unitaire pour chefs d'entreprise n'offrirait aucune garantie quant à la valeur des affirmations qu'il permettrait théoriquement de diffuser*».

La matinée de samedi a été consacrée à un débat sur le projet de ratification du traité tendant à l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée européenne. Les deux thèses en présence au sein du parti socialiste ont été développées par MM. André Chandenier, député de la Creuse, et Pierre Jone, député de la Seine-et-Marne. Le premier a rappelé la résolution finale du congrès extraordinaire de Bagno-

let (15-16 décembre 1973), favorable à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Plus récemment, le 31 janvier 1976, le comité directeur du P.S. avait confirmé ce choix. Le second a souligné que son groupe oppose au projet une question préalable dont l'adoption entraînerait le rejet du texte. Il a estimé qu'un gouvernement «*décrié*» ne pouvait demander au Parlement de se prononcer sur un tel sujet à un an des élections législatives.

Répondant aux journalistes, après les travaux, M. Gaston Defferre, président du groupe, a observé que le texte n'était toujours pas connu et qu'on ne savait pas encore s'il serait discuté lors de cette session. «*Les élus socialistes se prononceront le moment venu*», a-t-il précisé, tout en faisant remarquer qu'il appartenait au parti, et non au groupe, de fixer la position des socialistes sur ce sujet.

Au cours de ces journées, M. Defferre a été réélu, à l'unanimité, président du groupe.

P. F.

LES GAULLISTES D'OPPOSITION SOUHAITENT UN PROGRAMME COMMUN ENRICH

Le secrétariat national du Front progressiste (gaullistes d'opposition), déclare, dimanche 3 avril, que «*la nécessité d'élargir l'union de la gauche aux gaullistes d'opposition comme celle de réactualiser le programme commun s'imposent aujourd'hui pour assurer à la gauche une large victoire*». Le Front progressiste ajoute que sa position propre a déjà été exprimée et «*peut se résumer dans la volonté de signer un programme commun enrichi*». «*Nous souhaitons que tous les gaullistes qui partagent ce choix se joignent à nous pour mener ce dialogue*», poursuit le Front progressiste.

De son côté, le groupe Initiative républicaine et socialiste, que préside M. Léo Hamon, ancien ministre, a adopté une position analogue. Il indique : «*Nous sommes tout disposés à nous associer à de semblables travaux, sous une forme déterminée, si l'initiative nous en est faite et nous pensons qu'une discussion commune des gaullistes d'opposition traduirait — heureusement — la nécessaire processus en cours de notre unification.*»

P. F.

M. Marchais : les Français veulent du neuf et ils l'ont dit avec éclat

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Afin de «*saluer le succès de la gauche unie et l'élargissement de l'audience du parti communiste*», la fédération de la Loire du P.C.F. a organisé, samedi 2 avril, au palais des sports de Saint-Etienne, une fête populaire avec la participation de M. Georges Marchais, qu'entouraient cent quatre-vingt-huit conseillers municipaux communistes, dont six maires, élus dans quarante-trois villes du département.

Le secrétaire général du P.C.F. a déclaré à cette occasion : «*L'expérience que nous venons de vivre confirme donc que la bonne voie est celle d'une union claire et loyale. C'est celle d'une gauche équilibrée où le parti communiste français a sa juste place. (...) Aujourd'hui il faut se rendre à l'évidence : les Français et les Français ne veulent pas du plan Barre, qui se révèle tout à la fois injuste pour la grande majorité, inefficace devant la crise et dangereux pour la France elle-même.*

Ils ne veulent pas de la politique antisociale, antinationale et autoritaire de M. Giscard d'Estaing. Ce que veulent les travailleurs, ce que veut notre peuple, c'est le changement, un changement réel. Ils n'ont que faire des conseils intéressés des bonnes fées giscardiennes. Ils veulent du neuf, et ils l'ont dit avec éclat.

Selon M. Marchais, un des buts les plus clairs du remaniement ministériel consiste à libérer — après M. Chirac, MM. Fomlowski et Lecanuet, afin de leur permettre «*de mener l'ambour battant la campagne électorale de la droite sans avoir à porter le chapeau de la politique gouvernementale*». En somme, M. Giscard d'Estaing donne du champ à ses lâches et leur répartit les rôles, a-t-il ajouté. Le prolétariat est décidément bien organisé.

Le passé du P.C.F.

LE FRONT POPULAIRE : RUPTURE DE FAIT AVEC LE STALINISME

Le débat sur les Communistes et l'Etat s'est élargi en englobant les discussions sur la révision doctrinale du XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. (abandon du concept de dictature du prolétariat) et sur le centralisme démocratique et les séquelles du stalinisme (le Monde du 31 mars et du 2 avril). Il est loin d'être clos.

L'Humanité du 2 avril y est déjà revenu en publiant les réflexions d'un «*spécialiste moyen*» au débat du 31 mars à la Mutualité au cours duquel les auteurs de l'ouvrage Les Communistes et l'Etat, notamment M. Lucien Séver, répondirent à plusieurs interventions dont celle de M. Louis Althusser. Ce spécialiste moyen, en l'occurrence M. Claude Prévoist, écrivain, chroniqueur de France nouvelle, hebdomadaire du P.C., récapitule l'absence au cours du débat de la dialectique et de l'histoire.

Il s'en explique et répond ainsi à ceux qui insistent en cause «*le passé stalinien du P.C.F.*» : «*Evolution à son tour le passé, il nous a été dit que le meilleur moyen de l'histoire du stalinisme, un Allemand de l'Ouest, le regrette politique de Marbury Werner Hofmann, ne fait-il pas remarquer (dans des tranches d'ailleurs superbement ignorées en France) que la stratégie du Front populaire a constitué une rupture de fait avec le stalinisme. Ce que l'on sait de la biographie de Dimitroff nous apprend depuis le petit livre sans prétention mais fort utile de Jean Mérol (aux Editions sociales) vient corroborer cette hypothèse. Ce que l'on sait, par les sources les plus diverses, sur les premières réunions du Komintern après la guerre, confirme que cette stratégie et ses développements de type «*Front national*» pendant la résistance et à la libération, en France et en Italie, ne furent jamais admis vraiment par ce qu'on appelle en bloc «*le stalinisme*». Que la rupture «*frontale*» n'ait été que de fait, qu'elle n'ait pas tiré ses propres conclusions théoriques, qu'elle ait été remise en cause, et même longtemps abandonnée, montre ses limites et, justement, les contradictions de cette période. Mais notre réflexion actuelle n'est-elle pas la tentative de développer la théorie de cette pratique politique soustraite ?*

M. Prévoist regrette que l'histoire soit ignorée, alors que «*la stratégie du parti communiste français n'est pas compréhensible, si on ne la rapporte pas au passé national et à ses caractéristiques originales, à la lutte des classes en France depuis bientôt deux siècles*».

BIBLIOGRAPHIE

UN GUIDE DU SOCIALISME

Le socialisme faisant recette dans les urnes, les maisons d'édition suivent le mouvement. Le P.S. devient un sujet privilégié d'études. Pascal Sevrain propose quant à lui une sorte de manuel d'initiation. Il brosse brièvement une présentation de l'idéologie qui inspire le P.S., un historique, et propose une sorte de dictionnaire de ses principaux dirigeants depuis 1905 auxquels viennent s'ajouter Marx, Engels, Lénine, Jules Vallès et quelques autres précurseurs.

L'ensemble reste très schématique et l'auteur se garde de tout jugement critique sur les hommes qu'il présente. Le portrait de M. François Mitterrand qui ouvre l'étude relève même plus de la «*Bibliothèque rose*» que de l'analyse politique ou historique. Un livre qui pourra figurer dans toutes les bibliothèques des sections socialistes. — T. P.

\* Le Guide du socialisme, par Pascal Sevrain, Ed. Gray Audier, 217 pages, 25 F.

# EXCLUSIF : MITTERRAND REPOND A GISCARD

Après le dernier discours du Président de la République, après la formation du deuxième gouvernement Barre, François Mitterrand a choisi le Nouvel Observateur pour répondre à la droite et s'adresser aux Français. Dans une interview exclusive accordée à Jean Daniel, il dresse un bilan de la situation au lendemain des municipales, il évoque les élections de mars 1978 et les problèmes de succession il évalue les risques d'un effondrement de l'économie avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, il répond à la proposition de Georges Marchais sur la révision éventuelle du Programme Commun.

LE NOUVEL  
**observateur**  
En vente aujourd'hui.

# POLITIQUE

## A EUROPE 1

# L'alternance au pouvoir est aujourd'hui impossible, estime M. Chirac

M. Jacques Chirac était, dimanche 3 avril, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1. Il a notamment déclaré :

« Je ne vois pas très bien où l'on veut en venir en enfermant les partis et les mouvements politiques de la majorité dans une sorte de ghetto politique, en disant qu'il doit y avoir une séparation complète entre l'action gouvernementale et l'action des partis politiques. Je ne vois pas très bien comment ce phénomène ne provoquerait pas une certaine démobilité au moment même où l'action devient éminemment politique. Enfin, à moins de changer notre Constitution et d'en venir à un régime présidentiel, je ne vois pas comment on peut dissocier actuellement le programme de la majorité du programme de gouvernement (...). J'ai eu l'occasion de déclarer, lors des journées parlementaires du R.P.R. en Provence, que le mouvement gaulliste est certainement intrinsèque et vital. Pour avoir subi de fréquents assauts qui avaient pour objet de le réduire, de le démolir ou de le démanteler, on appelle pudiquement cela le « réajustage », il se sent regroupé et affirmé. Aujourd'hui, il ne faudrait pas que l'on s'efforce ou que l'on compte les mettre en quelque sorte à l'écart, avec une suite ».

« Nous verrons bien. Nous apporterons notre soutien au gouvernement de M. Barre, mais après avoir examiné, jugé ce qu'il nous proposera (...). L'arrivée d'un gouvernement de gauche dirigé par M. Mitterrand provoquerait forcément la libération d'un certain nombre de tensions, l'espérance d'un certain nombre d'espérances, qui seront d'ailleurs d'autant plus difficiles à satisfaire que la situation économique sera forcément mauvaise, et la situation financière également, et rendue mauvaise, d'une

part, par la conjoncture actuelle, d'autre part, et surtout, par les conséquences, notamment en matière de capitaux, que ne manquera pas d'avoir cette arrivée. C'est la raison pour laquelle il y aura forcément un mouvement, qui n'aura rien de révolutionnaire, mais qui manifestera très clairement l'impossibilité pour le chef de l'Etat — c'est mon avis, c'est ma conviction — de rester aux affaires. Nous nous trouverons dans une situation de changement, tout de nos institutions, avec la nécessité pour M. Mitterrand de prendre des mesures extrêmement fermes pour tenir une situation qui sera très difficile (...).

« Toute stratégie de recours de la part d'un gaulliste est tout à fait absurde. Elle impliquerait d'abord que nous occupions le principe même de la défaite. Or, cela est tout à fait contraire à notre mentalité. Mais, surtout, c'est tout à fait irréaliste, car je suis sûr que nous aurons, c'est là encore une conviction, mais je suis sûr bien étonné que cette analyse soit démentie par les faits — qu'il y aura pas de recours. On a dit souvent, M. Mitterrand lui-même a dit — et c'est la thèse communiste constante — que le passage d'une société au socialisme était irréversible. De cela je suis sûr et je suis sûr, non pas du tout que je mette en cause l'attachement de M. Mitterrand au principe de la démocratie...

« Je disais donc que l'affirmation permanente des communistes, celle que M. Mitterrand a lui-même reprise un certain nombre de fois, c'est que le passage d'une société au socialisme était irréversible. C'est évident, c'est dans la nature des choses, et il suffit de

lire le programme commun attentivement, d'imaginer ce qu'implique la mise en place des structures qu'il prévoit pour comprendre qu'il n'y a pas de retour en arrière possible. C'est un leurre que de le dire et de le croire. D'ailleurs, un pays passé au socialisme est-il jamais revenu d'une façon normale et démocratique à une société de type libéral ?

« Donc, je le répète, je ne pense pas qu'il y aurait possibilité de recours. J'ajoute que je n'imaginerai pas un seul instant que, dans le cas de l'arrivée au pouvoir de la gauche, celle-ci puisse remettre rapidement en cause son électorat victorieux en organisant des élections : il y a tout au plus elle se bat ; si elle gagne, il y aura pas de nouvelle élection présidentielle, il y aura un changement des structures institutionnelles, un changement de Constitution. J'ai toujours pensé que si nous perdions, M. Giscard d'Estaing serait le dernier président de la V<sup>e</sup> République.

« C'est la raison pour laquelle je suis convaincu que, ensuite, pendant de très longues années, nous aurons des perceptions historiques, nous aurons plus l'occasion d'avoir un recours ou de revenir en arrière. C'est ce qui fait toute l'importance de l'enjeu de 1978, c'est ce qui fait que je ne crois pas à la stratégie du recours.

« Comment pensez-vous éviter les choses ? Eh bien ! je crois que c'est la bataille de la dernière chance pour une société libérale. Après, nous passons à une société d'un autre type, à une société socialiste, et les exemples que nous en avons nous permettent de le juger. »

être neutre si on ne veut pas s'en servir, mais je m'imaginais qu'on se dote d'une force aussi considérable, qu'on la donne aux socialistes qui deviennent de plus en plus marxistes et aux communistes — pour qu'ils n'en fassent rien. Cela veut dire que c'est la bureaucratie — et je reviens sur ce point — qui sont les affirmations qui peuvent être faites à l'égard de la bureaucratie — c'est la bureaucratie, conformément aux objectifs qu'elle se fixe de développement économique, de la nature du développement, de type d'entreprises que l'on souhaite maintenir, et ce que l'on veut éliminer, qui décidera sur le long terme ou non accès au crédit. Ce qui veut dire, en clair, que c'est un moyen de transformer totalement les structures de notre société. »

### Des garanties sur l'Europe

M. Chirac a précisé la position du R.P.R. sur l'Europe en déclarant :

« En ce qui concerne le projet sur l'Europe, nous avons dit très clairement que nous considérons qu'il nous donne pas les garanties nécessaires. Il ne nous donne pas les garanties nécessaires en matière d'indépendance nationale, c'est là tout le point sur lequel nous sommes très éloignés de celle du parti communiste — dans la mesure où nous n'avons pas la conviction que cette Assemblée ne

M. Chirac a encore déclaré :

« Je crois que l'alternance est un élément de progrès dans une société. Nous n'avons rien de commun avec la situation allemande, anglaise ou américaine. Ce qu'on veut, c'est changer complètement les bases de notre société, et c'est ce dont les Français ne s'aperçoivent pas et notamment tous ceux qui, par déception, vont voter pour des gens qui, en réalité, ont des conceptions totalement opposées aux leurs. Alors, je regrette de constater effectivement que cette alternance dans le cadre de ce que peuvent espérer la grande majorité des Français et des Français est aujourd'hui impossible. Elle ne l'est pas de notre fait. Elle l'est du fait des options marxistes, républicaines par le parti socialiste aujourd'hui, qui sont celles de l'opposition. »

sera pas tentée, et autorisée, de prendre des décisions dans des domaines qui ne sont pas les siens. Autrement dit, nous ne sommes pas certains qu'elle respectera véritablement ce que prévoit pour elle le traité de Rome, et, je le répète, nous lui donnons aucun pouvoir législatif, lequel est de la compétence du conseil des ministres. »

Le président du R.P.R. estime qu'il n'y a aucune garantie en ce qui concerne le mode de scrutin, l'entrée en vigueur simultanée de la réforme dans tous les pays européens et les modalités de

fonctionnement de l'Assemblée (durée des sessions, ordre du jour).

« Ce que nous disons donc, c'est que, dans son état actuel, ce projet ne nous paraît pas conforme aux intérêts de la France lorsqu'on les apprécie au regard des exigences de l'indépendance nationale. Nous l'avons dit au gouvernement, je l'ai dit à M. Barre et au président de la République.

« Il appartient par conséquent au gouvernement — à qui nous ne faisons aucun procès d'intention, car je suis persuadé que cette analyse est fondamentalement très proche de celle de M. le premier ministre et du chef de l'Etat — de nous donner les garanties nécessaires, sous une forme appropriée, mais indiscutable. Nous ne voulons pas d'une simple affirmation d'ordre politique, qui s'engagerait que ceux qui la font, au moment où ils la font. Nous voulons une garantie réelle, solide et permanente, qui nous conduirait dans la mesure où elle serait satisfaisante, à voter ce projet. Mais, dans l'état actuel des choses, je le répète, celui-ci n'est pas satisfaisant. »

« A l'occasion de son élection à la mairie de Paris, M. Jacques Chirac a annoncé au personnel de la Ville de Paris (le Monde du 3-4 avril). Ce jour, par roulement, soit avant, soit après les fêtes de Pâques, ne devrait pas perturber les services municipaux.

### La bureaucratie décidera de l'économie

M. Chirac est revenu sur le contenu du programme commun concernant les nationalisations :

« Je passe pour dire celui qui prévoit que toute entreprise pourra être nationalisée si la majorité des travailleurs qui la composent le demande. Ceci qu'elle que soit sa forme ou son importance. Et quand on connaît la nature et les méthodes d'intervention de certains syndicats

français, on est en droit de penser qu'il ne s'agit pas là d'une simple question de forme, mais d'une véritable question de fond. On passe tout à fait sous silence le fait des conséquences qui seront celles de la nationalisation des banques. Je suis sûr que lorsqu'on dit : « On va nationaliser les banques », on n'inspire de plaisir à personne, et c'est évidemment un argument facile, mais on ne souligne pas que par la nationalisation des banques, indépendamment du caractère incompétent d'ailleurs avec la réglementation européenne, que cela représenterait d'ailleurs, comme beaucoup d'autres affirmations du programme commun, c'est la nationalisation totale du crédit qu'on implique. La nationalisation totale du crédit, c'est l'arme absolue, qui peut être utilisée comme on l'a utilisé, bien sûr, qui peut

### LA POSITION DU PROGRAMME COMMUN SUR LA FONCTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Dans le second chapitre du programme commun, intitulé « Les institutions nationales », le paragraphe consacré au président de la République précise :

« Dans le régime actuel, le chef de l'Etat détient, dans la conduite de la politique intérieure et extérieure, des pouvoirs exorbitants qu'il exerce sans contrôle. Les dispositions du texte constitutionnel qui ont servi à l'instauration de ces abus du pouvoir personnel doivent être supprimées ou corrigées. »

Il appartient au gouvernement responsable devant l'Assemblée nationale, de déterminer et de conduire la politique de la nation.

L'article 15, qui permet au président de la République de « déléguer tous les pouvoirs, partiels ou totaux, à des ministres ou à des hauts fonctionnaires », sera supprimé. Le pouvoir de décision sans contrepartie sera limité à la désignation du premier ministre, aux messages au Parlement, aux rapports avec la Cour suprême et à la dissolution. L'article 19 de la Constitution sera modifié en ce sens.

Le référendum ne pourra être utilisé comme un moyen de faire réviser la Constitution. L'article 11 de la Constitution sera supprimé en ce sens.

La durée du mandat du président de la République sera fixée à cinq ans, un délai suffisant entre son élection et celle des députés à l'Assemblée nationale évitant toute simultanéité. Les révisions constitutionnelles visant à limiter les pouvoirs du président de la République prévues par le programme commun et qui ne concernent que son mode d'élection, doivent s'inscrire dans le calendrier que les signataires du programme commun envisagent à présent de dresser afin d'élaborer les réformes qu'ils annoncent.

### LA GAUCHE ET LE VERDICT DU SUFFRAGE UNIVERSEL

M. Chirac affirme que pour le parti communiste le passage au socialisme est irréversible. L'un des principaux points de discussion entre socialistes et communistes, de 1969 jusqu'à la signature du programme commun en 1972, était précisément celui de l'alternance au pouvoir, c'est-à-dire l'acceptation de revenir sur une expérience socialiste refusée par une majorité de l'électorat. M. Marchais a écrit à ce sujet, dans son ouvrage le Défi démocratique (Grasset, 1973) :

« Nous respecterons dans tous les cas le verdict exprimé par le suffrage universel direct, secret et proportionnel, qu'il nous soit favorable ou défavorable. Comment, par exemple, pourrions-nous envisager d'entreprendre ou de poursuivre la construction d'une société socialiste en France sans le soutien de la majorité du peuple français ? (...)

« En tout état de cause, c'est notre peuple qui décidera. Et notre parti respectera sa volonté démocratiquement exprimée. Comme l'a maintes fois dit Waldeck Rochet, le socialisme ne peut être que le résultat du mouvement majoritaire de la nation laborieuse. On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui, et moins encore malgré lui. »

### CORRESPONDANCE

M. Chirac et le collectivisme

Un de nos lecteurs, M. Jean Capiaux, de Levallois-Perret, nous écrit :

Selon Jacques Chirac, le parti socialiste de 1977 aurait renié les enseignements de Jaurès et de Blum ; il serait devenu, ce fait, un « parti » et « collectiviste ». On ne saurait trop conseiller à M. Chirac de se plonger dans la lecture des écrits de ces deux théoriciens : il aurait (peut-être) la surprise d'y trouver les passages suivants : Jaurès, dans *Études socialistes*, page 159 (article paru dans la *Dépeche de Toulouse*, 25 septembre 1938) :

« M. Langeron me prie de répéter le collectivisme. Je ne le ferai point, car je crois que le collectivisme, bien compris, contient la vérité et l'avenir. M. Langeron insiste et me demande : approuvez-vous, adoptez-vous les conceptions économiques de Marx ? Je lui réponds encore : « oui, dans la mesure où Marx est « collectiviste ». Pour moi, je trouve admirables et vraies ses analyses de l'idée de valeur et de formation du capital par un processus incessant sur le travailleur. Enfin, il a montré avec force que, pour aider à cette transformation nécessaire, il ne fallait point compter sur le dévouement spontané, sur l'union et le groupement de tous les intéressés, c'est-à-dire des privilégiés, mais du prolétariat. A tout cela je souscris. Ces vérités je les fais mienne. »

Blum, dans *L'échelle humaine* : « La bourgeoisie n'exerce son privilège hégémonique qu'avec une débauche de violence et de maladroitness, mais elle le possède encore formellement, juridiquement et moralement. Il faut rétablir l'harmonie. Il faut procéder à une expropriation légale, progressive mais inéluctable — expropriation qui ne sera réellement qu'une appropriation. Quel dommage que M. Chirac n'ait pas vécu il y a quelques dizaines d'années. Ne doutons pas de l'ardeur dont il aurait fait preuve pour défendre Jaurès et Blum contre les attaques malveillantes des hommes de droite de l'époque... »

### M. EDGAR FAURE : la crise justifie une entreprise d'union nationale.

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a déclaré dimanche 3 avril au micro de Franco-Inter : « Sur une bonne douzaine de grands problèmes il n'y a pas de divergences fondamentales quant aux solutions entre la majorité et l'opposition. L'ouverture d'une grande concertation entre l'union de la gauche et la majorité permettrait de clarifier ces problèmes. (...) La crise économique actuelle justifie une entreprise d'union nationale. M. Edgar Faure a ajouté : « C'est de la France qu'il s'agit. (...) Croyez-vous que les hommes de l'opposition ne sont pas suffisamment patriotes pour accepter de se concerter avec ceux de la majorité ? »

M. Edgar Faure a déjà fait des suggestions allant dans le sens de « l'union nationale ». En novembre 1976, il avait lancé la formule des « majorités d'élites », possible à l'Assemblée nationale. Il avait alors proposé un « contrat de concertation » à la gauche et la constitution de groupes de travail auxquels l'opposition serait conviée.

M. Bernard Stasi, ancien ministre, vice-président du Centre des démocrates sociaux, écrit dans le numéro du 31 mars de *Démocratie moderne*, hebdomadaire de son parti :

« La division de la majorité ne cessera pas comme par enchantement dans les prochains jours, si le rôle des partis et l'organisation de leurs rapports ne sont pas nettement définis. Il convient, à notre sens, que les partis de la majorité, défaits eux aussi par rapport au gouvernement, puissent s'exprimer librement et mobiliser l'opinion, avec leur responsabilité propre, leurs priorités, leurs exigences. Mais il est essentiel que cela se fasse dans la recherche d'une réelle complémentarité et avec le souci de renforcer tout ce qui soude la majorité et d'écartier tout ce qui divise. »

Depuis 33 ans, le journal spécialisé

**"Les Annonces" est le n° 1**

**pour la vente des fonds de commerce**

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc.

En Vente Partout 7,50 F et 36, rue de Malte 75011 Paris

BARBUS, LISEZ

# CHARLIE HEBDO

HEUREUX ? HEUREUX !

CHARLIE HEBDO

TOUS LES JEUDI - 4 F 50

WOLINSKI

Des costumes en vison ou en cachemire

L'ANVIN 2 vous propose deux costumes d'un confort à faire rêver. L'un est en cachemire et laine ; l'autre en vison et laine. Chauds et légers, ils sont aussi douillet à porter que des vêtements d'intérieur. Et à condition de bien les entretenir, ils ne sont pas plus fragiles que d'autres.

Bien, gris ou beige, leurs coloris sont classiques, ce qui ne les empêche pas d'avoir une grande richesse de motifs dans la finesse du tissage (2 058 F).

**LA VIN**

2, rue Cambon, Paris 1er - Tél. 260.38.83

هكمان النحل









EQUIPEMENT

Passé d'armes entre le premier ministre et le ministre de l'équipement à propos du budget 1978

M. FOURCADE : ce projet minimum ne me permettrait pas...

Comme nous l'avons déjà vu, le projet de budget 1978, la préparation d'un budget « en équilibre » pour 1978 ne va pas sans difficultés et sans révisions déclinantes. En témoignent un échange de lettres entre MM. Barre et Fourcade, dont l'essentiel est paru le 1<sup>er</sup> avril dans les extraits.

On indique au ministre de l'équipement qu'il s'agit d'un « projet minimum » et qu'il est incomplet, mais on se refuse à en discuter l'intégralité. On précise en outre que les crédits affectés à l'équipement ne sont pas des crédits « à la carte » mais qu'ils sont affectés à des programmes précis.

« En 1977, nous prévoyons, indique M. Fourcade, une stagnation, voire une légère régression de la production globale de ce secteur et plusieurs dizaines de milliers de suppressions d'emplois. Pour les besoins de la demande, ce sont ceux qui dépendent de l'Etat, du monde public, des logements neufs, qui sont les principaux facteurs de ce déclin. »

énumère les aménagements industriels portuaires des deux grands estuaires de notre façade atlantique, les estuaires de la Gironde et de la Loire, ne pourraient être engagés simultanément comme prévu ; l'élément essentiel de la liaison mer du Nord - Méditerranée (le canal Rhin-Rhône) ne pourrait être engagé en 1978 ; les dates annoncées pour l'achèvement des travaux routiers sur le projet Bordeaux-Espagne et l'axe Nord-Sud Alsace ne pourraient être respectées.

« Enfin, ce projet ne me permettrait pas, M. Fourcade, d'assurer dans des conditions convenables l'entretien du réseau routier national et des routes départementales. Il me serait impossible de contrôler efficacement la circulation aérienne ; sans mesures nouvelles, je ne pourrais décider la fermeture temporaire d'un certain nombre de plates-formes aéronautiques et la réduction de services sur certains trajets. »

Dans sa lettre du 23 mars, le premier ministre donnait ses directives pour parvenir à un « budget minimal » : aucune création d'emploi, sauf dans les secteurs couverts par un programme d'action prioritaire ; crédits de rémunération actualisés par référence à une norme de progression des prix de 6 % ; dotations de fonctionnement maintenues au même niveau (ce qui implique une baisse des dépenses) ; pas de dépenses nouvelles, sauf pour les programmes prioritaires.

Six millions de tonnes de pétrole ont été versées en 1973 sur les mers du globe, selon les données publiées par l'Académie des sciences des Etats-Unis.

Tel est, parmi beaucoup d'autres, l'un des chiffres cités par les spécialistes qui, du 29 mars au 1<sup>er</sup> avril, participaient à Paris au séminaire organisé par le programme des Nations unies pour l'environnement.

Thème des débats : les incidences de l'industrie pétrolière sur l'environnement. Participants : deux cent cinquante experts de quelque quatre-vingt nationalités. Des administrations semblables qui permettent de réunir des représentants des gouvernements et des fonctionnaires internationaux ont déjà été consacrées aux pâtes et papier, à l'aluminium, à la construction automobile et aux résidus des industries agricoles.

CATASTROPHES

LA COLLISION DES « JUMBOS » A TENERIFE

Le pilote de la K.L.M. a-t-il reçu l'ordre de décoller ?

Les débris des deux avions des compagnies Pan Am et K.L.M. entrés en collision sur la piste de l'aéroport de Santa-Cruz-de-Tenerife, le dimanche 23 mars, ont été rapatriés par avion aux Etats-Unis et aux Pays-Bas. D'autre part, l'aéroport de Santa-Cruz-de-Tenerife vient d'être rouvert au trafic.

De notre correspondant

Amsterdam. — La K.L.M. se retire toujours à donner des indications relatives à son rôle primordial : le capitaine de Boeing néerlandais, M. Veldhuizen, un des pilotes les plus expérimentés de la compagnie, a été accusé de ne pas avoir respecté les règles de la tour de contrôle de Tenerife. M. Veldhuizen, qui commandait le Boeing néerlandais, comme le montre maintenant l'enquête, a été accusé de ne pas avoir respecté les règles de la tour de contrôle de Tenerife.

A Paris, des données très précises ont été fournies en particulier sur la pollution des mers par le pétrole. Sur les 6 millions de tonnes d'hydrocarbures qui vont à la mer, un peu plus de 2 millions sont déversées au cours du transport. Les 310 000 tonnes par les navires équipés de dispositifs « load-on-top » (1) et 770 000 tonnes par les navires ne disposant pas de ces équipements. 230 000 tonnes sont perdues au cours du lavage des navires et des moteurs de navires.

Les conséquences d'un accident dépendent essentiellement du lieu où se produit la catastrophe. Certes, pendant plusieurs semaines ou plusieurs mois, les plages engendrées présentent un aspect de désolation et la vie des populations est en grand trouble. Cependant, après la marée noire, la mer reprend son aspect normal.

Sur les 6 millions de tonnes d'hydrocarbures qui vont à la mer, un peu plus de 2 millions sont déversées au cours du transport. Les 310 000 tonnes par les navires équipés de dispositifs « load-on-top » (1) et 770 000 tonnes par les navires ne disposant pas de ces équipements. 230 000 tonnes sont perdues au cours du lavage des navires et des moteurs de navires.

Les conséquences d'un accident dépendent essentiellement du lieu où se produit la catastrophe. Certes, pendant plusieurs semaines ou plusieurs mois, les plages engendrées présentent un aspect de désolation et la vie des populations est en grand trouble. Cependant, après la marée noire, la mer reprend son aspect normal.

La mer est encore capable de « digérer » le pétrole

La mer est encore capable de « digérer » le pétrole. Les statistiques américaines permettent d'être optimiste : les statistiques pétrolières des Etats-Unis indiquent qu'en 1968, 271 millions de dollars ont été dépensés pour préserver l'environnement ; en 1974, ce chiffre est passé à 1,6 milliard de dollars.

YVONNE REBEYROL

TRANSPORTS

Trente Boeing-737 pour Air France ?

Un démenti catégorique de M. Cavallé

M. Marcel Cavallé, directeur d'Etat aux transports, a « démenti catégoriquement » au micro de France Inter l'information lancée par les syndicats de l'aéronautique, selon laquelle Air France aurait autorisé à acheter une trentaine de Boeing 737. A son avis, il s'agit d'une « fausse nouvelle ». « L'industrie aéronautique », a-t-il dit, « ne pose pas de problèmes, comme l'ensemble des industries de l'Etat. Elle sera étudiée par une commission interministérielle qui se réunira très prochainement. Nous choisissons une solution qui tienne compte des intérêts de l'Etat et de ceux de la construction aéronautique. »

Cependant, dans l'immédiat, c'est la question du renouvellement de la flotte de l'Etat qui se pose. La compagnie nationale dispose d'une trentaine d'avions de cette famille (de cent à cent trente places selon les modèles, qui sont juste trop petits pour le matériel de carburant. Pour les remplacer, elle souhaite acquérir, dès cette année, une trentaine d'appareils pouvant transporter une centaine de passagers et une dizaine d'autres, l'année prochaine. Air France assure qu'elle n'envisage pas l'achat de plus de vingt avions de ce modèle, qui, dit-elle, « sont indispensables pour l'exploitation de lignes à moyenne courante de trafic ».

Chômage partiel dans les usines de la République fédérale d'Allemagne à cause de la mévente de l'Airbus

Bonn (A.F.P.). — Le gouvernement ouest-allemand a donné, mercredi 2 mars, son accord pour la sixième tranche du programme Airbus et la septième tranche du programme Fokker VFW-614. Deux appareils de chaque type vont être construits.

Néanmoins, on a également appris à Bonn qu'environ cinq mille cinq cents travailleurs des usines aéronautiques Messerschmitt, Boelkow et Blohm (M.B.B.) à Stade et à Hambourg seront contraints à un chômage partiel. Cette mesure est liée principalement à la mévente actuelle du bi-réacteur franco-

allemand Airbus, et on sait que la direction des avions de la Société nationale industrielle aéronautique (S.N.I.A.) a dû prendre, de son côté, une décision identique de chômage partiel après la réduction de la cadence de construction de l'Airbus, portée à un niveau inférieur.

L'accord de Bonn autorise les entreprises participant aux deux programmes, Airbus et VFW-614, à faire appel aux garanties de l'Etat pour financer la construction des avions. En outre, le gouvernement fédéral a décidé d'allouer des fonds pour aider la vente de ces avions. Les entreprises prendront la forme de subventions et de compensations pour les variations de production.

BIBLIOGRAPHIE

« DESTINATION DÉSASTRE »

La catastrophe de Tenerife donne une nouvelle à la fois française de l'ouvrage de Paul Eddy, Elaine Potter et Bruce Page, qui méritent de publier les éditions Grasset, « Destination désastre », le livre de l'enquête approfondie que trois journalistes britanniques ont faite sur l'accident du DC-10 de la compagnie Turkish Airlines, survenu le 3 mars 1974 dans la forêt d'Ermenouville près de Paris, qui avait causé la mort de trois cent quarante personnes. Cet ouvrage se peut d'abord un appel à la vigilance.

Le taux des accidents aériens par rapport au nombre d'avions en service, qu'ils soient récents ou anciens, diminue d'année en année, notent les auteurs du livre. A leur avis, « si parfois les avions tombent encore, c'est parce que quelqu'un, quelque part, n'a pas exécuté le travail qu'il était censé faire ou n'a pas respecté les consignes qu'il était censé suivre, ou n'a pas appliqué les règlements en vigueur ».

En matière de construction aéronautique, la technologie moderne a atteint de tels sommets de précision qu'on peut aujourd'hui construire des avions en fait inimmortels. Cela dit, laisser à la seule industrie et à ceux qui sont censés la surveiller la soin d'examiner les normes de sécurité aérienne paraît aux auteurs de Destination désastre « totalement insuffisant ».

Ce livre, paru chez Grasset, est précédé de l'origine du drame d'Ermenouville. A leur avis, « ce serait au Congrès américain de décider la plupart des mesures de service dans le monde occidental ». L'enquête sur l'accident de l'Airbus, d'après les sources de l'industrie commerciale, par Paul Eddy, Elaine Potter et Bruce Page, Editions Grasset, 48 p.



daniel hechter

paris

ouverture d'une nouvelle boutique homme femme enfant

146 boulevard Saint Germain Paris VI<sup>e</sup>



# Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE PUBLIÉ SIMULTANÉMENT PAR LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

## NUCLÉAIRE

### La vigoureuse montée de l'opposition populaire

**B**ROCKDORF, petit village endormi jusqu'à présent dans le canton de l'Elbe inférieure, est devenu le symbole de la lutte extra-parlementaire de la République fédérale d'Allemagne. Tout a commencé l'année dernière, à l'été, quand des milliers de personnes ont manifesté contre la construction d'une centrale nucléaire. Ce fut la première manifestation de ce genre en Allemagne. Les manifestants, armés de pierres, lances et incendiaires, ont tenté d'empêcher la construction de la centrale. Ils ont été dispersés par la police, mais ils ont continué à manifester. Ils ont même brûlé des planches de barbelés et des murs qui entouraient le terrain prévu pour l'implantation de la centrale.

Cette manifestation fut suivie d'une autre, qui, cette fois, se déroula dans le centre, et cela pour deux raisons : d'abord, les partisans de la lutte contre la pollution, individus pacifiques s'il en est, étaient réunis à Lüneburg, chef-lieu de canton du Schleswig-Holstein, pour marquer leur volonté de s'opposer par rapport aux militants radicaux ; par ailleurs, grâce à une habile manœuvre, la police réussit à paralyser à une distance éloignée du terrain de l'usine la marche des groupes agitateurs, dont l'objectif était de réitérer les affrontements de Brockdorf.

Il n'en reste pas moins que cinq mille citoyens de la République fédérale d'Allemagne, venant de tous les coins du pays — qu'ils fussent leurs dix-sept — étaient déplacés jusqu'à Brockdorf pour torpiller un projet industriel qui avait déjà reçu l'accord des autorités officielles, et qui, en outre, fut couronné de succès, un tribunal administratif (Landrat) d'interrompre provisoirement la construction de la centrale nucléaire.

Cette affaire spectaculaire présente deux aspects intéressants : l'un est la manifestation populaire, l'autre est la décision prise par la peur d'une apocalypse atomique de suspendre les opérations politiques nationales. Une manifestation extra-parlementaire de ce genre a été organisée par le gouvernement fédéral pour réduire en silence le débat. Mais, son annonce que des incidents de ce genre ont eu lieu, a conduit à une manifestation de ce genre.

HANS BAUMANN.

(Lire la suite page 20.)

## On the contrary

### Food for thought

**E**UROPE'S butter mountain offers a different view. From its slippery summit, that is, at least from things can now be clearly seen. The fact is that the British delegation, what they call the "British", when Britain was discussing cocoa products, her Community partners refused to discuss what was the British chocolate. Now, to protect themselves from the light of the surplus, the Brussels Commission proposed that only dairy products should bear dairy names. This is only highlights families' paradoxes: British - cream, sherry, and - cheesecake - no more than that. It also reveals that cream is not cream, it is something else - cream of the kind, it is cream, as cream, but the cream in certain cases - cream as actually made from milk.

The second revelation is how differently European countries see the butter mountain. Britain and other countries are disappointed by the Commission's decision. Others, again, including France, saw the decision as normal, and were scandalized by the fact.

With so much disagreement, how Europe agree on a policy? The third thing the Commission reveals is that it is only a few countries that themselves against technocrats and lobbyists. The latter scandal, as seen in France or in Britain, is the fact that yet for a properly elected European Parliament with full political power.

PANGLOSS.

## La recherche européenne va-t-elle quitter son rôle de Cendrillon ?

**L**ES États-Unis tiennent en partie leur puissance de leur avance technologique. L'Europe ne manque pas de talent, mais, faute de s'organiser efficacement, elle ne peut mener à bien ses efforts pour conduire les grands programmes de notre temps, elle risque de se laisser définitivement distancer. L'enjeu est de taille. Mais la partie n'est pas encore jouée, à l'heure où le Japon démontre par sa percée technologique que rien n'est impossible à qui ne se tient pas pour battu.

La politique de la recherche de la Communauté a démarré de manière grandiose, puisque les Six lui ont consacré un traité — signé à Paris en 1975 — au même temps que celui qui fonde la Communauté européenne de l'énergie atomique, plus connue sous le nom d'Euratom. Mais il faut déchanter. Les États membres qui ont accepté l'aventure nucléaire dans des conditions si avantageuses ont empêché d'ailleurs à l'industrie atomique intégrée dans l'Europe. Les auteurs du traité Euratom s'étaient donné pour tâche de créer un Centre communautaire de recherches (C.C.R.) comptant cinq établissements, dont le plus important est situé à Ispra, sur les rives du lac Majeur. Faute d'entente entre les Six sur la marche à suivre, les crédits alloués à Euratom furent chichement comptés, et le Centre

commun de recherches, qu'on ne résignait cependant pas à fermer, dut pendant longtemps se contenter de vivre. Les grands projets de recherche pour diversifier l'effort commun de recherche se réduisirent à des modestes.

Aujourd'hui, la longue phase de travail engagée par les États d'Euratom semble terminée, et la Communauté des Neuf paraît se remettre, à nouveau, d'agir avec utilité. La pression des États membres, à la suite de la crise de l'énergie, devrait inciter les gouvernements à réformer, enfin, l'organisation de l'hypothèque qui, inspire à nouveau confiance. Avec le JET — l'engin expérimental pour la production d'énergie thermique nucléaire — la Communauté retrouve un projet vedette susceptible d'intéresser l'opinion, et la recherche, bien sûr, que les gouvernements membres ont mis devant l'abîme (voir « Europa » du 1<sup>er</sup> mars). Enfin, le développement de l'énergie nucléaire et la poursuite de la recherche de la Communauté, contraignent les gouvernements membres, s'ils veulent préserver leurs intérêts, à davantage concilier leur action.

• Europa • fait le point à l'occasion des Centrales de la recherche.

## La politique atomique : communautaire ou atlantiste ?

par PHILIPPE LEMAITRE

**A**UX termes du traité de Rome créant la Communauté européenne de l'énergie atomique, la Communauté européenne a reçu pour mission d'assurer la promotion de l'énergie nucléaire dans des conditions de bonne sécurité pour la population. Cependant, à la suite des débats récurrents par Euratom au cours des années 60, le rôle joué par la Communauté dans ce domaine reste aujourd'hui très modeste. Les États membres ont qu'il pourrait bientôt devenir important. Certes, les programmes d'installation des centrales atomiques ainsi que ceux qui concernent la construction d'installations de séparation isotopique sont soumis et contrôlés par des bases nationales ou transnationales sans intervention de la Communauté. Mais les pressions de plus en plus vives exercées sur les États membres par leurs principaux fournisseurs de combustible nucléaire (qui laissent planer la menace d'une suspension de leurs livraisons) devraient inciter les Neuf à adopter des règles communes de sécurité et de réglementation des installations nucléaires et, par ailleurs, mettre en œuvre une politique commune en matière de sécurité et de contrôle. M. Brunner, responsable principal chargé des affaires énergétiques

double orientation de ce qui pourrait devenir la nouvelle politique de la Communauté. D'autre part, accroître la sécurité physique des installations et de tous ceux qui concourent à leur fonctionnement à l'industrie même de la C.E.E. Entreprendre un tel effort est nécessaire pour répondre aux exigences des pays tiers, notamment d'Amérique, mais aussi pour répondre aux inquiétudes des écologistes, dont l'opinion, on l'a vu, chaque jour, trouve un écho de plus en plus favorable auprès d'une population inquiète qui contri-

buera à réduire l'extension d'un programme d'énergie atomique dans les États membres, alors que la Commission se refuse à la réalisation indispensable.

La dépendance énergétique de la Communauté ne se limite pas au pétrole. Les États membres qui, au lendemain de la rébellion de l'O.P.E.C., ont mis en chantier des programmes nucléaires ambitieux, afin de pouvoir partiellement s'affranchir de la tutelle des pays pétroliers, doivent importer l'essentiel de l'uranium naturel et surtout de l'uranium enrichi, produits en France, en Belgique, en Suède, en République fédérale d'Allemagne, en République de France.

(Lire la suite page 21.)

## M. Jean-Baptiste Doumeng : un milliardaire communiste

**P**OUR M. Jean-Baptiste Doumeng, qui n'est pas un homme de lettres, le titre de « milliardaire rouge » n'est pas moins le sien. En négociant la vente à l'Union soviétique de 100 tonnes de beurre provenant des stocks européens qui appellent une subvention communautaire de plus de 100 millions de dollars, M. Jean-Baptiste Doumeng a déclenché une fois encore une tempête au sein des instances communautaires. Les Anglais se déclarent choqués par l'événement. Les Français choqués par les réactions anglaises. Alain Giraud est allé voir sur place quel est ce diable d'homme.

**J**EAN-BAPTISTE DOUMENG. Au sein d'un grand nom, certains s'imaginent — comme il l'est — rougissent et bégayent de peur d'être mal compris. Tout le monde a peur de lui. Tout le monde a peur de son patronage. Il est qualifié de « milliardaire communiste ». P.-D.G. de la manière de négocier internationale.

Quand on l'interrompt, il se tait. Il est épaulé en bougonnant : « Ce n'est pas une éducation, c'est une éducation, quel que ce soit, qui ne le rend pas, mais c'est la vérité ».

La suite sur Jean-Baptiste Doumeng ? Lui-même nous le dira. Après avoir lu à peu près tout ce que les journalistes ont écrit sur lui, après avoir recueilli les confidences des personnes qui l'approchent de près ou de loin, après l'avoir longuement interviewé, on a pu saisir son caractère, son caractère, son caractère. Il est un homme qui, dans la politique, du commerce mondial ou du syndicalisme paysan, a une vision très claire de la situation. Il est, pour tout dire, un homme qui a le sens du succès et la plupart des hommes qui, par leur premier instinct, ont le sens du succès.

On a dit Jean-Baptiste Doumeng — mais c'est avec une certaine réserve — un homme qui a le sens du succès.

puissance au monde prête à s'employer. C'est un homme de Noé, village où il est maire à une trentaine de kilomètres de Toulouse, la « capitale » de la région. C'est un homme qui, dans la politique, du commerce mondial ou du syndicalisme paysan, a une vision très claire de la situation. Il est, pour tout dire, un homme qui a le sens du succès.

On le voit, c'est un homme qui a le sens du succès.

(1) Mouvement de défense des exploitants familiaux. Syndicat agricole — dissident de la centrale unitaire F.N.S.A. — proche du parti communiste. Devenu Confédération nationale des exploitants familiaux (C.N.E.F.) depuis septembre 1976.

## Une forme américaine de capitalisme ouvrier

### ESOP entre la fable et la réalité

**L**ES Américains ont mis à l'essai une méthode ingénieuse pour permettre l'accès des travailleurs au capital des entreprises qui les emploient. Cette méthode, appelée ESOP (Employee Stock Ownership Plan), consiste à vendre aux employés des actions de la société, ce qui leur permet de devenir propriétaires de la société. Cette méthode a été mise en œuvre dans de nombreuses entreprises, et elle a permis de créer une nouvelle forme de capitalisme ouvrier.

La méthode de cette méthode de l'ESOP (Employee Stock Ownership Plan) consiste à vendre aux employés des actions de la société, ce qui leur permet de devenir propriétaires de la société. Cette méthode a été mise en œuvre dans de nombreuses entreprises, et elle a permis de créer une nouvelle forme de capitalisme ouvrier.

constituer un fonds de retraite, mais les avantages fiscaux qui s'y attachent, dans le cas où le fonds peut faire un bon investissement, sont très importants. Les employés-propriétaires ne reçoivent pas de dividendes, mais ils ont le droit de voter sur les actions qu'ils possèdent, ce qui leur permet d'influencer la gestion de la société.

L'emprunt est remboursé par les intérêts versés à la banque ou par ceux d'un prélevement sur les bénéfices, opérés sous forme d'un « libre d'impôt » de la société. (2) L'impôt sur les sociétés américain étant d'environ 48 %, c'est dire que la société a pu réaliser son investissement avec la moitié des bénéfices qu'elle aurait dû allouer à ses actionnaires. (3) De leur côté, les salariés touchent les dividendes des actions qu'ils possèdent, ce qui leur permet de compléter leur revenu.

(1) Toutefois, il existe un plafonnement à 25 % des sommes versées par la société aux employés. (2) Le revenu brut de la société, 15 % de la masse des salaires payés par la société.

JOE McCULLY.

(Lire la suite page 21.)

stéréotypée du confort. Pourtant, le bonhomme n'est pas ordinaire. Il n'a pas suivi l'école plus loin que le certificat d'études et il récite les longues phrases de Victor Hugo — un auteur qui l'a inspiré — et ignore rien de Marx, Lénine, Pouchkine ni de la révolution. Son père était un métayer, un homme qui, mis à part, il possédait quelque 400 hectares de terre, et il a fait du vin, des bœufs et des brebis. Il a été le plus riche des villageois, et il a été le président d'une république socialiste. Il est mort, mais il est resté.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 19.)

★★★★ EN MEDITERRANEE

CANNES  
tél. : (93) 88 22 75  
tél. : 470728

MARSEILLE AEROPORT  
tél. : (91) 88 91 00  
tél. : 401980

MARSEILLE VIEUX PORT  
tél. : (91) 82 90 19  
tél. : 401270

NICE  
tél. : (93) 88 69 54  
tél. : 460938

PORTICCIO CORSE  
tél. (95) 25 00 34  
tél. : 401710

35 HOTELS

RESERVATION CENTRALE PARIS 657 11 43 TELEX 200432

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cegos-Economie.

Ont été sélectionnées six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, points de production et investissements, sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques. Les quatre derniers sont notés nettement par la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limite à ces notes).

Les appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour de trois objectifs majeurs d'une bonne gestion : la plus forte possible, la plus faible possible, la plus équilibrée possible (taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, sensibilité au marché international).

#### NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (I) internationale
ALLEMAGNE	+	++	++	+	++	++
FRANCE	+	+	++	+	++	++
ITALIE	+	+	++	+	++	++
GRANDE-BRETAGNE	+	+	++	+	++	++

(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus les exportations ou importations pour la période à court terme.

## Les clés de la conjoncture

# Les États interviennent malgré eux

À l'exception de l'Allemagne, qui se gonfle au moins de 15 millions pour la production industrielle, les autres pays de l'O.C.D.E., le dernier quand même à apparaître quelques progrès. En premier lieu, la Grande-Bretagne, qui a vu sa production industrielle augmenter de 1,5 % en janvier, suite à la vague de froid à l'est de l'Angleterre. La France, qui a vu sa production industrielle augmenter de 1,2 % en janvier, suite à la vague de froid à l'est de la France.

On observe pour ces deux pays un comportement identique de contraction, puis de regain pour la production industrielle. En fin de compte, les deux pays ont maintenu le rythme de leur production industrielle à un niveau de bonnes conditions de croissance. C'est ce qui explique en grande partie pourquoi la France a atteint progressivement le même rythme que l'Allemagne. En fin de compte, la France a atteint le même rythme que l'Allemagne.

Les progrès économiques, bien que fragiles, même en Allemagne, car partout les indicateurs hésitent encore.

#### Une reprise

qui vient de l'extérieur...

Quand on observe plus en détail les contreparties de la croissance, on voit que les exportations ont toujours été une source de croissance. Tout au moins dans le cas de la France, ce qui explique en grande partie pourquoi la France a atteint progressivement le même rythme que l'Allemagne. En fin de compte, la France a atteint le même rythme que l'Allemagne.

Les autorités communautaires ont été amenées récemment à prolonger et à renforcer le plan communautaire de consommation, elle, se maintient toujours à un rythme de croissance de 1,5 % en janvier, suite à la vague de froid à l'est de l'Angleterre.

Mais le rythme de la reprise des exportations en France, en Grande-Bretagne et en Italie, elle coïncide, le montrent

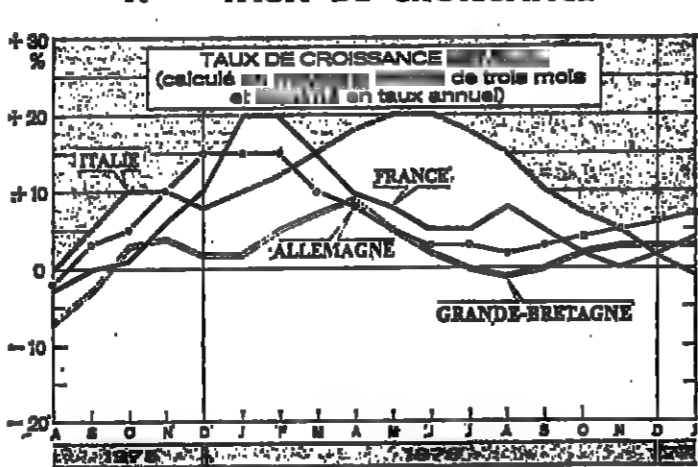
nos indicateurs un rythme de croissance de 1,5 % en janvier, suite à la vague de froid à l'est de l'Angleterre.

grâce à une cure d'austérité portant un recul relatif et des prix, une décadence des masses monétaires. Le cas est surtout net pour la Grande-Bretagne, où en dépit d'une décadence momentanée de l'inflation due aux effets de la dépréciation de la livre, les progrès sont sensibles. La France a atteint quelques premiers résultats, qu'il faut maintenant consolider.

#### ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

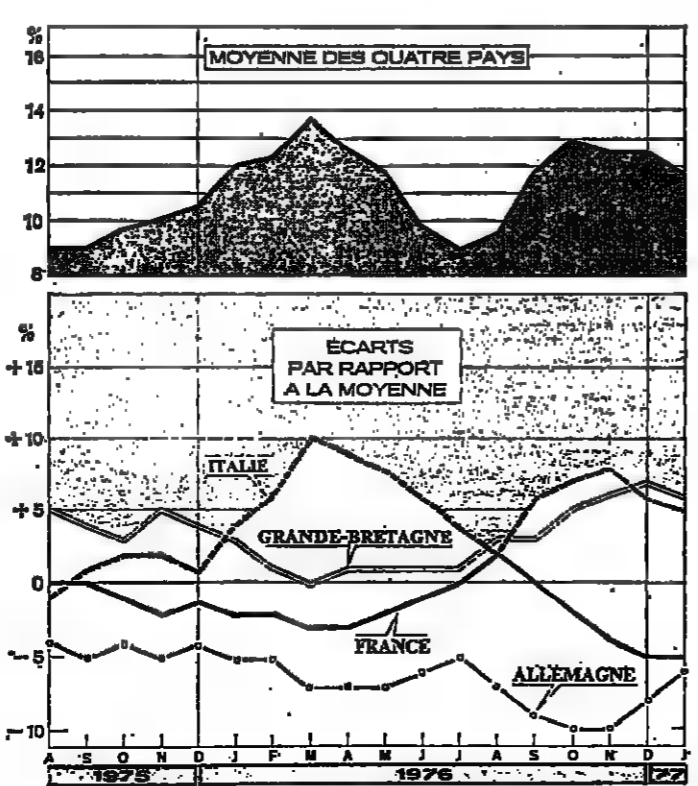
CROISSANCE	+	Les intempéries ont entraîné en janvier un recul général de la production industrielle, contraction de 1,2 % des commandes passées à l'industrie et de 2 % de la production industrielle est remontée de 1,5 %. Cela montre que, pour le moment, les commandes ne sont pas encore en retard.
PRIX	+	L'inflation tend à remonter. En janvier, les prix de gros ont subi une hausse de 1,2 %, et les prix de détail de 1,5 %. En février, les prix de gros ont subi une hausse de 1,5 %, et les prix de détail de 1,8 %.
CHOMAGE	-	Après la recrudescence du taux de chômage à 11,5 % en janvier, on s'attendait pour février à une baisse considérable de 1,5 % correspondant à 1 million de chômeurs supplémentaires créés par les firmes de l'industrie sous l'effet de la vague de froid. Le taux a finalement augmenté, mais peu, atteignant 11,8 % en février, ce qui correspond à près de 200 000 chômeurs de plus.
HAUSSE	+	Comme on s'y attendait avec les intempéries, le taux d'utilisation des capacités de production a subi une baisse, passant de 89,5 % en janvier à 89,2 % en février. Recul partiellement compensé, par ailleurs, les perspectives d'investissement, d'après les enquêtes de la Commission du Commerce, font état d'une augmentation de 1,5 % en janvier 1977.
ESCHANGES	-	La balance commerciale américaine s'est nettement dégradée en janvier, passant de 1,7 à 1,9 milliard, contre à peine 0,5 milliard en décembre. Ce résultat est dû à une hausse des importations de pétrole, auxquelles s'ajoute la hausse vertigineuse du coût du pétrole.
MONÉTAIRE ET FINANCIER	-	Les États-Unis ont vu leur taux d'intérêt se maintenir à 11,5 % en janvier. Le dollar a subi une baisse de 1,5 % par rapport au franc, contre une hausse de 1,5 % par rapport au mark. Les perspectives de la situation financière sont donc bonnes.
ECONOMIQUE	-	En dépit des intempéries et de leurs effets momentanés, l'économie américaine demeure en pleine expansion. Celle-ci est à contrôler pour éviter ses effets sur le prix et sur le déséquilibre de la balance. Pour les pays européens, plus que les effets physiques, ce sont les effets psychologiques qui pèsent sur les investissements américains et sur la production.

#### 1. — TAUX DE CROISSANCE



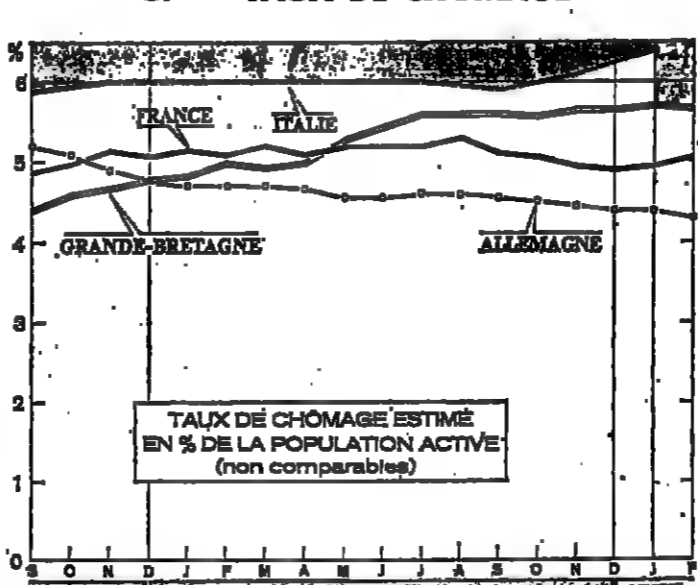
À l'exception de l'Italie, la production industrielle a reculé même légèrement, janvier fait exception, mais les progrès pour l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, qui ont remonte à 1,2 % à 1,5 % en janvier, suite à la vague de froid à l'est de l'Angleterre.

#### 2. — ÉVOLUTION DES PRIX



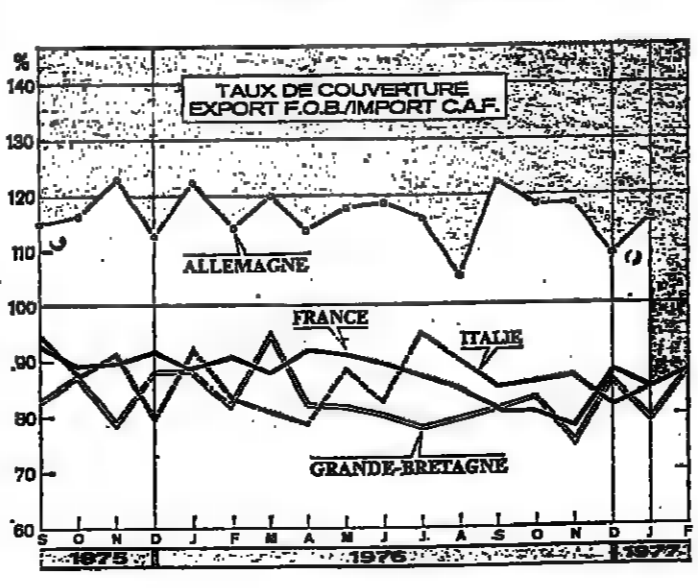
En janvier, l'inflation a atteint 12,50 % à 11,75 % entre les quatre pays à nouveau en régression. On remarquera plus particulièrement la performance de la France, qui, avec 6 %, se rapproche de l'Allemagne (5 %). De même, les prix anglais et italiens, après la chute de la fin 1976, s'assagissent à nouveau de 16 % à 15 % environ. Cependant, en février, on a vu un nouveau recul en France et en Italie.

#### 3. — TAUX DE CHOMAGE



En février, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a reculé de 4,40 % à 4,35 % en Allemagne et de 5,70 % à 5,65 % en Grande-Bretagne. En revanche, il augmente de 4,35 % à 4,40 % en France, tandis qu'en Italie il atteint en janvier plus de 6 %.

#### 4. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le début de janvier fait apparaître, dans l'ensemble, une nette amélioration des taux de couverture des importations par les exportations, qui, comme d'ordinaire, sont en retard par rapport aux variations saisonnières. Le progrès est nettement frappant pour la Grande-Bretagne, dont le taux passe de 79 à 85 %, un peu moins pour la France, où il remonte de 85 à 88 %.

Un certain nombre de facteurs ont contribué à cette situation. D'abord, les fortes ventes de pétrole, qui ont entraîné une hausse des importations de pétrole, auxquelles s'ajoute la hausse vertigineuse du coût du pétrole. Ensuite, les fortes ventes de pétrole, qui ont entraîné une hausse des importations de pétrole, auxquelles s'ajoute la hausse vertigineuse du coût du pétrole.

Malheureusement, cette cure n'a pas eu l'effet escompté. En premier lieu, le chômage, qui était en régression, a augmenté. Ensuite, l'inflation, qui était en régression, a augmenté. Enfin, les prix, qui étaient en régression, ont augmenté.

#### La résistance allemande

En France, où le gouvernement vient d'avouer finalement que pour 1977 il faut augmenter à une impasse de 10 milliards de francs.

En Allemagne, qui a vu son taux d'intérêt se maintenir à 11,5 % en janvier. Le dollar a subi une baisse de 1,5 % par rapport au franc, contre une hausse de 1,5 % par rapport au mark.

En France, où le gouvernement vient d'avouer finalement que pour 1977 il faut augmenter à une impasse de 10 milliards de francs.

En Allemagne, qui a vu son taux d'intérêt se maintenir à 11,5 % en janvier. Le dollar a subi une baisse de 1,5 % par rapport au franc, contre une hausse de 1,5 % par rapport au mark.

مكتبة النحل

## PRIX D'EXCELLENCE ET LOT DE CONSOLATION

... qui fait courir  
bougre d'homme ? Il a  
qu'il se retirerait à  
Dans trois... En  
à un objectif : l'...  
(Alliance coopérative  
) autre... qu'une  
organisant... congrès  
Représentant la coopération  
française, il en a été nommé  
vice-président... de la dernière  
en septembre à Paris.  
Il... un...  
Il...  
donner... mouvement coopé-  
tif international un nouvel  
en s'appuyant sur les group-  
... et...  
taller encore...  
près aux firmes capitalistes

**MICHAEL HATFIELD**











# ARTS ET SPECTACLES

## Théâtre

### A Moscou, Lioubimov monte «le Maître et Marguerite», de Boulgakov

Moscou. — Le théâtre soviétique n'a jamais beaucoup aimé la littérature. Le chef-d'œuvre de Mikhaïl Boulgakov, ce livre incalculable qui, sous couvert du fantastique, aborde les domaines pratiques, bureaucratiques et policiers, qui ne nous paraissent pas encore aujourd'hui tout à fait anachroniques.

L'engagement des Soviétiques est souvent proportionnel au zèle de leurs censeurs : il est difficile pour qui vit hors d'Union soviétique d'imaginer le succès inouï obtenu par le Maître et Marguerite lors de sa première édition posthume. Il y a dix ans, dans les éditions de la revue littéraire de Moscou et sous la houlette de Constantin Lioubimov, un jour dit-on, tous les exemplaires de la revue étaient placés dans les bibliothèques de la ville, et pourtant le livre avait été interdit de quatre-vingt pages par les gardiens de l'orthodoxie. Depuis, en 1973, une édition complète des romans de Boulgakov (La Garde blanche, le roman inachevé et le Maître et Marguerite) a été publiée ; elle est devenue un livre incontournable au marché noir, et même au marché officiel.

Depuis longtemps, dans l'Union soviétique, de nombreux lecteurs de la Taganka ont suivi de près l'adaptation scénique du dernier roman de Boulgakov. Plusieurs fois annoncée, elle n'a jamais été jouée. Elle était toujours censurée.

Le spectacle de Lioubimov vient finalement d'être autorisé, et il faut se réjouir que, quelques mois avant la venue de la Taganka à Paris (longtemps différée elle aussi), on puisse enfin assister sur une scène de Moscou aux aventures de ce diable « déguisé », imaginé par Boulgakov, en visite dans le monde soviétique.

« Je souhaitais mettre en scène le Maître et Marguerite pour le dixième anniversaire de notre théâtre », nous a expliqué Lioubimov, à l'issue d'une des dernières répétitions. Je n'ai pas pu alors, mais je suis très heureux de présenter maintenant le spectacle pour le treizième anniversaire.

Mais il ne faut pas se laisser tromper par le titre. Le Maître et Marguerite, ce n'est pas le roman de Boulgakov, c'est une œuvre qui porte malheur. Le nombre de personnes qui ont été tuées ou envoyées en Sibirie à cause de ce roman est incalculable. Il est, comme s'il était conforme à l'esprit de Boulgakov, de convoier le diable à ces fêtes et de braver les censeurs.

Aux dimensions du livre (long de cinq cents pages), foisonnant, échevelé, fantastique, évangélique et satanique, le spectacle, extrêmement fidèle, dure plus de quatre heures, avec deux entractes, et fait figure de « spectacle » taganien, de spectacle-jubilé, comme on dit ici.

On pourrait dire que ce spectacle est une œuvre de Lioubimov, mais c'est une erreur. C'est un spectacle de Lioubimov, mais c'est aussi un spectacle de Boulgakov. C'est un spectacle de Lioubimov, mais c'est aussi un spectacle de Boulgakov. C'est un spectacle de Lioubimov, mais c'est aussi un spectacle de Boulgakov.

## «TRANSE KAMIKAZE EXPRESS» de Jacques Luley

Ce spectacle au titre bizarre est en fait simple comme bonjour : sur les planches arrive un jeune homme, Jacques Luley, bien habillé, jeune, attristé, qui se met à nous raconter des histoires. Histoires folles, contes rouges ou noirs, fables. C'est merveilleux, c'est digne, c'est un jeune homme qui se livre à nous, qui nous raconte des histoires, qui nous raconte des histoires, qui nous raconte des histoires.

Le décor est simple, mais efficace. Le jeu de Jacques Luley est simple, mais efficace. Le spectacle est simple, mais efficace.

## Musique

### La fin d'une époque

Changement, également, à la programmation du Festival, à la programmation du Festival, à la programmation du Festival.

Le Festival de la musique contemporaine, qui se déroule à Paris, a programmé une série de concerts qui marquent la fin d'une époque.

Les concerts de Wolfgang Rihm (un des plus importants compositeurs de la musique contemporaine) et de Hubert Parry (un des plus importants compositeurs de la musique classique) sont les derniers de leur genre.

MARIGNAN PATHE - STUDIO RASPAIL - QUINTETTE - OLYMPIC  
ENTREPRENEUR - SAINT-LAZARE PASQUIER - PALAIS DES ARTS

**Une chante l'autre pas** un film d'agnes varda

## Cinéma

### «ROULETTE CHINOISE» de Rainer Werner Fassbinder

Cela commence comme un drame mondain, vaguement vaudevillesque. Monsieur dit qu'il part pour Oslo. Mais, en fait, il ne part pas. Il reste à la maison, et il se livre à une série de jeux de hasard, de roulette chinoise, de jeux de hasard, de roulette chinoise, de jeux de hasard.

Le film n'existe que pour cette longue séquence. Mais cette séquence est si bien faite, si bien jouée, si bien filmée, qu'elle devient un spectacle en soi.

## En bref

**Cinéma.** «ALAMO» - EN SPACIOVISION. - Broadway, 18, rue de la Paix, Paris-1<sup>er</sup> (v.o.).

**Variétés.** «DIMITRI» - Théâtre de la Ville, 11, h. 30.

Il y a peut-être de quoi se réjouir, car ce n'est pas certain. Les spectateurs du Théâtre de la Ville ont vu un spectacle qui, en soi, n'est pas très original, mais qui, dans son exécution, est d'une qualité remarquable.

**Disques.** «HAYDN PAR BARENBOIM» - (Trois disques EMI, 167-02751/53).

Haydn est un compositeur qui a su trouver le juste milieu entre le classicisme et le romantisme. Ses symphonies sont des œuvres d'art, des œuvres d'art, des œuvres d'art.

HAUTEFEUILLE  
14-JUILLET PARNASSE

**MON CŒUR EST ROUGE**

UN FILM DE MICHELE ROSIER  
MUSIQUE PAR KEITH JARRETT  
JOUÉ PAR FRANÇOISE LEBRUN

STUDIO LOGOS  
U.G.C. MARBEUF

**Le Couple Témoin**

«Le grand jeu de massacre... on rit du jeu à la fin, souvent aux larmes...»

«Un futur parfaitement présent... derrière le rire, la peur...»

«LES TEMPS MODERNES»

«Comique, shifre et beau... Merveilleux Zouc et Constantine...»

«...Des comédiens formidables : Dussolier et Anémone...»

«LES NOUVELLES LITTÉRAIRES»

«...Extraordinaire... plein d'humour et de drôlerie...»

LIBERATION

un film de William Klein

MERcredi

POUR LA 1<sup>ère</sup>

**1 FOIS AU MONDE**

FILME LA NUIT  
LES GRANDS FAUVEUX  
AFRICAINS DANS LEUR  
LIBERTÉ SAUVAGE

**LA GRIFFE ET LA DENT**

devant le spectacle rapporté par l'exposition de maîtres cartonniers : J. PICARD, LEDOUX, la galerie PASSALI, 33, rue de Miromesnil, Paris-8<sup>e</sup>, jusqu'à 22 heures.

mercredi 6 et jeudi 7 avril.

## SPECTACLES

### théâtres

#### Les salles subventionnées et municipales

Opéra, 19 h. 30 : Pelléas et Mélisande.  
Comédie-Française, 20 h. 30 : La Parodie de Molière.  
Nouvelles, 21 h. 30 : L'Initiation aux arts techniques du cinéma.

#### Les autres salles

Comédie Caennaise, 21 h. 10 : Boeuf-Boeuf.  
Le Capitulaire, 20 h. 30 : La République.  
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Une femme de bien.  
Madame, 20 h. 30 : La République.  
Nouvelles, 21 h. 30 : L'Initiation aux arts techniques du cinéma.  
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Une femme de bien.  
Madame, 20 h. 30 : La République.  
Nouvelles, 21 h. 30 : L'Initiation aux arts techniques du cinéma.

#### Les cafés-théâtres

Le Bœuf, 20 h. 30 : La République.  
Le Bœuf, 20 h. 30 : La République.  
Le Bœuf, 20 h. 30 : La République.  
Le Bœuf, 20 h. 30 : La République.  
Le Bœuf, 20 h. 30 : La République.  
Le Bœuf, 20 h. 30 : La République.

#### Les comédies musicales

Madrigal, 21 h. 30 : La République.

#### Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. 30 : La République.  
Caveau de la République, 21 h. 30 : La République.  
Caveau de la République, 21 h. 30 : La République.

#### Les concerts

Radio-France, 20 h. 30 : Musique de chambre.  
Radio-France, 20 h. 30 : Musique de chambre.  
Radio-France, 20 h. 30 : Musique de chambre.

#### La danse

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Ballet de Chagall.

### THEATRE DE LA VILLE

20 h 30

places 16,50 F et 29 F

5-6-15-16 avril

Jacques ou la soumission

l'avenir est dans les œufs

18 h 30

une heure sans entracte 12,50 F

le clown

dimitri

du 12 au 16 avril

montserrat

caballe

ou piano

miguel zanetti

2, place Châtelet

tél. 887.35.39

### VOTRE TABLE CE SOIR

P.M. J. D. jusqu'à 11 h.

DINERS

OSAKA 260-56-01

163, Saint-Honoré, 1<sup>er</sup>, T.I.J.

Andennement 6, rue du Helder, 9<sup>e</sup>, Jusq. 23 h. 30. Japonaise

Tempura - Soukijaki - Sushimi - Shashimi - Dans un typique

CANTERBURY 734-50-56

Dans un décor marin luxueux, confortable, Monique VILLARBI

vous présente : CUISINE CHINOISE, VIN CHATEAU CANTERBURY

à partir de 50 F.

LES VIEUX METIERS 588-90-03

1<sup>er</sup> Auguste-Blanqui, 13<sup>e</sup> F/In.

Le SARLADAIS 260-56-01

163, Saint-Honoré, 1<sup>er</sup>, T.I.J.

Le BOCK LORRAIN 21, bd Magenta, 1<sup>er</sup>

MIETTE AU BOUT Ch.-Elysées, 8<sup>e</sup>, T.I.J.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**

704.70.20 (lignes groupées) et 721.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Lundi 4 avril cinémas

Les films marqués (\*) sont réservés aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

#### La cinémathèque

Chaillet, 11 h. 30.

#### Les exclusivités

A CHACUN SON ENFER (Fr.) (v.o.) : Gaumont-Sud, 18 (321-51-16), Co-

lyse, 17 (321-51-16), Victor-Sino, 15 (321-51-16).

APPRÈS SALES ET MECHANIS (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

ARMAGEDDON (Fr.) (v.o.) : Sijz, 10 (321-51-16).

## SCIENCES

### Les boues métallifères de la mer Rouge sont-elles exploitables ?

Un contrat entre la Red Sea Commission (regroupant le Soudan et l'Arabie Saoudite) et la compagnie argentine de la mer Rouge, vient d'être signé. Le but de ce contrat est d'exploiter les boues métallifères de la mer Rouge, qui sont riches en métaux précieux. Les boues métallifères sont des sédiments riches en métaux précieux, qui se trouvent dans les zones de circulation des eaux profondes. Elles sont riches en métaux précieux, notamment en cuivre, en zinc, en plomb, en cadmium, en nickel, en cobalt, en manganèse, en sélénium, en tellure, en bismuth, en antimoine, en arsenic, en vanadium, en molybdène, en tungstène, en niobium, en tantale, en zirconium, en hafnium, en thorium, en uranium, en plutonium, en américium, en curium, en berkelium, en californium, en einsteinium, en fermium, en mendelevium, en nobelium, en lawrencium, en rutherfordium, en dubnium, en seaborgium, en bohrium, en hassium, en meitnerium, en darmstadtium, en roentgenium, en copernicium, en nihonium, en flerovium, en oganesson.

Les boues métallifères de la mer Rouge sont riches en métaux précieux, notamment en cuivre, en zinc, en plomb, en cadmium, en nickel, en cobalt, en manganèse, en sélénium, en tellure, en bismuth, en antimoine, en arsenic, en vanadium, en molybdène, en tungstène, en niobium, en tantale, en zirconium, en hafnium, en thorium, en uranium, en plutonium, en américium, en curium, en berkelium, en californium, en einsteinium, en fermium, en mendelevium, en nobelium, en lawrencium, en rutherfordium, en dubnium, en seaborgium, en bohrium, en hassium, en meitnerium, en darmstadtium, en roentgenium, en copernicium, en nihonium, en flerovium, en oganesson.

### UN SUÉDOIS ET DES JAPONAIS SE PARTAGENT LE PRIX DE L'INSTITUT DE LA VIE

Le prix de l'Institut de la vie (Fondation R.D.F.), d'un montant de 300 000 F, a été partagé entre un Suédois et des Japonais. Le prix a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de chimie

Le prix Nobel de chimie a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de physique

Le prix Nobel de physique a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de médecine

Le prix Nobel de médecine a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de littérature

Le prix Nobel de littérature a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de paix

Le prix Nobel de paix a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de chimie

Le prix Nobel de chimie a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de physique

Le prix Nobel de physique a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de médecine

Le prix Nobel de médecine a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de littérature

Le prix Nobel de littérature a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de paix

Le prix Nobel de paix a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de chimie

Le prix Nobel de chimie a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

## Les boues métallifères de la mer Rouge sont-elles exploitables ?

Un contrat entre la Red Sea Commission (regroupant le Soudan et l'Arabie Saoudite) et la compagnie argentine de la mer Rouge, vient d'être signé. Le but de ce contrat est d'exploiter les boues métallifères de la mer Rouge, qui sont riches en métaux précieux. Les boues métallifères sont des sédiments riches en métaux précieux, qui se trouvent dans les zones de circulation des eaux profondes. Elles sont riches en métaux précieux, notamment en cuivre, en zinc, en plomb, en cadmium, en nickel, en cobalt, en manganèse, en sélénium, en tellure, en bismuth, en antimoine, en arsenic, en vanadium, en molybdène, en tungstène, en niobium, en tantale, en zirconium, en hafnium, en thorium, en uranium, en plutonium, en américium, en curium, en berkelium, en californium, en einsteinium, en fermium, en mendelevium, en nobelium, en lawrencium, en rutherfordium, en dubnium, en seaborgium, en bohrium, en hassium, en meitnerium, en darmstadtium, en roentgenium, en copernicium, en nihonium, en flerovium, en oganesson.

### UN SUÉDOIS ET DES JAPONAIS SE PARTAGENT LE PRIX DE L'INSTITUT DE LA VIE

Le prix de l'Institut de la vie (Fondation R.D.F.), d'un montant de 300 000 F, a été partagé entre un Suédois et des Japonais. Le prix a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de chimie

Le prix Nobel de chimie a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de physique

Le prix Nobel de physique a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de médecine

Le prix Nobel de médecine a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de littérature

Le prix Nobel de littérature a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de paix

Le prix Nobel de paix a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de chimie

Le prix Nobel de chimie a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de physique

Le prix Nobel de physique a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de médecine

Le prix Nobel de médecine a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de littérature

Le prix Nobel de littérature a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de paix

Le prix Nobel de paix a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de chimie

Le prix Nobel de chimie a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de physique

Le prix Nobel de physique a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de médecine

Le prix Nobel de médecine a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

### Le prix Nobel de littérature

Le prix Nobel de littérature a été attribué à un Suédois et des Japonais pour leur travail sur la structure et la fonction des protéines.

## AUTOMOBILE

### Fiat 132 «2000» : la voie de la raison





L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	38,00	43,47
	40,00	45,78
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

**INTERDIT**



n. gervais danone

\_\_\_\_\_

**GANIDE**  
19, rue de Montmorency - 75003 PARIS  
64, rue Le Dantec - 35100 RENNES

chargé de la sélection et du recrutement de personnel d'en [REDACTED].  
Jeu de travail à LILLE avec [REDACTED] fréquents déplacements à l'étranger.  
[REDACTED] [REDACTED] prétentions à AGACHE-WILLOT.

\_\_\_\_\_

**GRM CONSULTANT 59420 MOUYAUX.**

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" col. 1 + 2	40,00	45,76
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	38,00	43,47
"Placards"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MOIS	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

responsable  
contrôle  
qualité

## BIENS D'EQUIPEMENT ELECTRIQUE

La filiale française en expansion continue d'un Groupe International spécialisé dans l'INDUSTRIE ELECTRIQUE recherche un ingénieur pour créer un service contrôle qualité dans une usine de ce groupe. Ce poste consisterait à un ingénieur ayant deux à trois ans d'expérience professionnelle dans l'industrie électro-chimique, électrique ou chimique, avec une formation universitaire et une expérience en contrôle qualité. L'anglais est indispensable. Ce poste est à pourvoir en région sud - Paris et comportera des déplacements dans l'usine.

Adresser C.V. photo récente et rémunération actuelle sous réf. 703172/M (à mentionner sur l'enveloppe). Les candidatures seront traitées par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, RUE D'ANTONY PARIS 12

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES

recherche  
**CHEF DE SERVICE**

Possédant des qualités d'organisation et de gestion, un bon sens commercial, une formation technique et de techniques de vente, une expérience en papeterie, chimie ou autres industries.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :  
Messieurs PIRELLA, 30, rue D'ANTONY PARIS 12

PARIS - 60.000 F/an mini

## Assistante de Direction Générale

Société Industrielle française - 500 M CA, 4.500 personnes, secteur de l'air, développement - recherche pour sa Direction Générale une assistante expérimentée, niveau études supérieures.

Seuils principaux : rassembler les éléments d'information permettant à son P.D.G. de suivre avec précision l'évolution des différents secteurs d'activité ; faire, en liaison avec les différents services, la synthèse des informations des divisions et services ; en faire la synthèse sous forme de tableaux de bord ; assurer la liaison entre le P.D.G. et le D.G. ; courriel, classement, organisation et composition des documents.

Ces fonctions conviennent à une personnalité active, organisée - 25 ans minimum - ayant de bons contacts, justifiant de plusieurs années d'expérience dans des activités analogues et parlant l'anglais.

Adresser lettre man. et C.V. à : R. VERDET  
71400/M - 5414-CEGOS-33, Gallieni 92152  
MURENES.

PARIS - 60.000 F/an mini

## un auditeur interne

FF 100.000+ (réf. 77.103)  
Sous l'autorité du Directeur Financier, il assurera le contrôle des procédures dans les divisions du Groupe. Il aura la responsabilité des audits opérationnels et des projets spéciaux et, en liaison avec les auditeurs externes, une partie de l'audit interne. Il pourra voyager en France et à l'étranger jusqu'à 40% du temps. Les candidats, âgés au minimum de 27 ans, devront posséder une expérience de plusieurs années acquise dans un cabinet d'audit multinational ou au sein d'une société industrielle.

## 2 analystes financiers

FF 90.000+ (réf. 77.104)  
Ils assisteront le Directeur du service de la comptabilité générale et du contrôle financier. Ils auront la responsabilité de la vérification du budget, de l'analyse des résultats, de l'étude des investissements, de la liaison avec les services SEC et d'autres projets spéciaux. Les candidats, âgés de 25 ans minimum, devront posséder une formation de type MBA suivie d'une expérience de plusieurs années acquise dans une société industrielle.

Une bonne pratique de l'anglais est essentielle pour les deux postes. Une politique de promotion rapide rend particulièrement intéressantes ces opportunités.

CV sous la référence correspondante en indiquant votre adresse actuelle à :  
Nicholas Angell - 149, rue Saint-Honoré - 75001 Paris

conseil en  
recrutement financier

## UN GROUPE INDUSTRIEL LEADER DANS LA PROFESSION

(C.A. 1 milliard francs)  
social BANLIEUE SUD

## UN ATTACHÉ

## A LA DIRECTION DU PERSONNEL

Il prendra en charge le recrutement d'une unité : définition des besoins, études de poste, point des méthodes, sélection des candidats ; participer à l'ensemble de la gestion du personnel ; assurer la rémunération... vers laquelle il évoluera progressivement.

Ce poste convient à un psychologue ou à un universitaire de 30 ans minimum, ayant une expérience de recrutement en entreprise ou en

Les personnes, ouvertes dans les relations, réalistes et efficaces, intéressées par ce poste adressent leur candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions à : CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 04, qui

## Groupe Américain (C.A. 600 millions de dollars) mondialement connu, leader dans le domaine des équipements marins et des loisirs nautiques, une filiale Française qui dispose d'un marché actuel en France de 80 M.F. recrute pour son développement :

## DIRECTEUR DES VENTES (réf. 9693)      DIRECTEUR FINANCIER (réf. 9694)

**responsable**  
- de l'organisation et de la direction des services commerciaux  
- de l'administration des ventes  
- de la mise en place de représentants qualifiés et du réseau de distribution  
- de l'analyse permanente du marché et des performances de la concurrence  
- de l'établissement des prévisions et des budgets de vente.

**responsable**  
- de la mise en place, de l'organisation et de la coordination des services administratifs et comptables  
- de la supervision des opérations comptables, de la préparation des budgets et prévisions  
- des relations avec le personnel (salaires, Médiation)  
- des liaisons avec la maison-mère  
- des relations avec les administrations, les banques, les assurances.

Rattaché au Directeur Général, âge minimum 35 ans, parfaitement bilingue ANGLAIS/Français, expérience de sociétés importantes (si possible sociétés Anglo-saxonnes), lieu de travail : Paris.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle en indiquant la référence du poste choisi à :

**Organisation et publicité**  
21, rue d'ANTONY PARIS 12

Mentionner sur l'enveloppe l'adresse des sociétés auxquelles vous souhaitez être traité par voie postale. Une seule décision vous est permise.

Recherchons traducteur indépendant de langue anglaise, traductions FRANÇAIS-ANGLAIS, textes scientifiques, niveau très élevé, domaines très spécialisés de recherches.

Ecr. ou tél. Service des Publications de l'ORSTOM, 70, rue d'Antony, 92141 Bondy (47-31-75)

URGENT recherches personnes pour l'ORSTOM : PAGES EDITION (off-set et photocopie). Documents techniques et comm. Envoyer C.V. à : HEREDIES, 64, bd Montebello, 91400 ORSAY ou tél. : 967-35-42.

PARIS - 60.000 F/an mini

## PARIS - 60.000 F/an mini

## REDACTEUR RISQUES DIVERS EXPERIMENTE

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence n° 3151, 11, bd Montebello, 91400 ORSAY, L.T.P. 75002 PARIS, qui transmettra.

PARIS - 60.000 F/an mini

## ENTREPRISE GENERALE NUCLEAIRE

SOCIÉTÉ IMPLANTÉE A PARIS. Cherche pour nouvelles fonctions qui s'inscrivent dans le cadre de nos activités en matière de préparation ou de réalisation :

1 - prospection - établissement sur les marchés étrangers en vue de définir les possibilités de collaboration internationale.

2 - achat des unités d'achat (sous-traitance).

3 - planification des unités et suivi relation, correspondant.

Ces postes s'adressent à des **INGENIEURS** possédant une solide expérience technico-commerciale en constructions d'usines (de préférence nucléaire ou pétro-chimique) et demandant une pratique courante de l'anglais.

Ecrire sous référence 8.444 à PUBLIPANEL, 20, rue Richer 75441 Paris Cedex 08, qui transmettra.

PARIS - 60.000 F/an mini

## CENTRONICS

N° 1 MONDIAL DES IMPRIMANTES A AIGUILLES

dans le cadre de son expansion

## INGENIEURS COMMERCIAUX

ayant une expérience de la vente de périphériques terminaux ou systèmes informatiques, parlant anglais.

La rémunération, un fixe important, sera directement liée aux résultats et motivera les candidats dynamiques.

## INGENIEURS D'APPLICATION

qui assisteront les commerciaux pour les problèmes techniques et prendront en charge le suivi de projets spéciaux.

Le profil idéal des candidats comporte une connaissance de base du hardware et du logiciel, une expérience dans le domaine de la programmation et des télécommunications.

Bonnes connaissances techniques requises. La rémunération varie en fonction de l'expérience des candidats.

Envoyer C.V. + photo à : CENTRONICS DATA COMPUTER FRANCE S.A., 11, rue François-Bonvin - 75015 PARIS.

PARIS - 60.000 F/an mini

## PS Conseil

## JEUNE RESPONSABLE PRODUCTION

65.000 F

Une importante société industrielle, spécialisée dans la fabrication et le montage de grande consommation du secteur laitière, recherche pour son usine, située dans la proche banlieue Sud de Paris, un jeune responsable de la production. Rattaché au responsable de l'usine, il est en étroite liaison avec les services : ordonnancement, méthodes et contrôle qualité. Il aura à assurer, gérer, contrôler et planifier les différentes activités de cette unité de production. Cette fonction implique une mission permanente d'organisation et de gestion, un grand sens des priorités ainsi qu'une aptitude à prendre des décisions rapides dans un contexte en évolution constante.

Le poste convient à un ingénieur, diplômé d'une école à caractère technique, âgé d'au moins 27 ans, justifiant une expérience de fabrication et ayant exercé une responsabilité d'encadrement direct. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Adresser C.V. sous réf. A/2544M à : PS CONSEIL, 3, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16. Discretion assurée.

PARIS - 60.000 F/an mini

## GENERAL MOTORS FRANCE

recherche

## 1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Langage Cobol et PL1 IBM 370/138.

Formation : DUT en informatique ou équivalent.

■ ans minimum d'expérience en gestion production ■ achats, gestion financière.

■ Anglais exigé.

■ Fréquents déplacements.

Adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel YM, 5, Boulevard Gallieni, 92331 GENNEVILLIERS.

PARIS - 60.000 F/an mini

## GRANDE BANQUE

cherche à renforcer son

## EQUIPE DE FORMATEURS

Le poste consisterait à :

## UN(E) DIPLOMÉ(E)

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

30 ans environ, possédant une expérience de quelques années dans le domaine de la formation.

Qualités requises :  
■ Aptitudes pédagogiques ;  
■ Dynamisme et persévérance ;  
■ Capacité d'organisation ;  
■ Esprit d'équipe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, n° 38.021, PUBLICITE EDOUARD BLAT, 101, rue Beaumartin, PARIS, qui transmettra.

PARIS - 60.000 F/an mini

## 70000 F +

## NOS VENDEURS SONT D'ABORD DES CHARGES D'AFFAIRE...

■ Nous sommes la filiale d'un groupe multinational et nous bénéficions en France d'un marché porteur. Nous nous développons dans le domaine du matériel de bureau tout en nous limitant aux équipements sophistiqués.

■ Nos candidats sont diplômés de l'enseignement supérieur ou ils ont déjà acquis une première expérience dans le domaine.

■ Des postes seront à pourvoir sur Paris et dans toute la France dans les mois qui viennent (dans l'immédiat à REIMS, MARSEILLE, NANCY, STRASBOURG, MULHOUSE, TOURS, ROUEN et BORDEAUX). Nous offrons de nombreux avantages sociaux et un salaire élevé. Les possibilités au sein du groupe sont certaines.

Si vous souhaitez commencer ou confirmer votre expérience dans le domaine commercial, merci d'envoyer votre C.V. (avec photo si possible) sous réf. 1168 à INFRAPLAN Carrières, Tour de Lyon, 185, rue de Bercy 75012 Paris qui orientera votre candidature.

PARIS - 60.000 F/an mini

responsable  
recrutement

Filiale française d'un groupe multinational, nous devons la poursuite de notre expansion au moins autant qu'à la valeur de nos équipes qu'à la qualité de nos produits. Ceci explique le développement de nos effectifs, de 50 M par an, et l'importance que nous attachons à la fonction recrutement. Nos chefs de services y sont très étroitement impliqués, et nous souhaitons renforcer leur action par celle d'un spécialiste en créant ce poste. Rattaché au DRH, vous aurez une triple mission. Organiser la fonction recrutement : définition des fonctions, des profils, rédaction des annonces, programmation, tri, courriel, administration, en liaison étroite avec les opérationnels. Rencontrer les candidats présélectionnés et les apprécier par entretiens approfondis. Accueillir les candidats engagés et les suivre pendant leur intégration dans la société. Une formation universitaire, une expérience de quatre ans ou plus dans une fonction similaire et la pratique de l'anglais seront des atouts pour la réussite de la promotion. Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération) à : Mme Bernié, 80 rue l'abbé, 75009 Paris, qui vous garantira réponse et discrétion. Vous pouvez aussi lui téléphoner, au 285 58 01, si vous désirez être plus largement informé (e).

## CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

## Ingénieur Grande Ecole

Pour applications de l'informatique aux calculs d'ingénieur (calcul de structures, mécaniques des fluides, thermique).

Travaux de développement.

Contacts clientèle.

Adresser curriculum vitae et prétentions à : CISI, 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

PARIS - 60.000 F/an mini

هكمان النجل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

**Le Laboratoire de Recherches Balistiques et Aérodynamiques** offre pour renforcer ses équipes d'ingénieurs :

**2 POSTES POUR INGENIEURS DEBUTANTS**

**GRANDE ECOLE (SUP-Aéro, SUP-Elec, ECP, Mines, ENSTA, etc...)**

- Théorie des automatismes, méthodes modernes de filtrage pour application à la navigation des avions et navires.
- études dans le domaine du guidage des performances des missiles.

Travail dans un cadre agréable à 80 km de PARIS, ambiance jeune et dynamique.

**POSSIBILITE DE LOGEMENT**

Ecrire au service du personnel avec C.V. : L.R.B.A. - BP 974 27207 VERNON CEDEX

**INTERNATIONAL SENIOR AUDITOR F. 110 000**

Le bureau européen d'Audit Interne d'un des plus importants groupes industriels américains en pleine expansion en Europe recherche un Senior Auditor. Celui-ci fera partie d'une équipe internationale de haut niveau de 8 personnes et sera chargé de missions d'audit opérationnelles et financières. Il interviendra dans les domaines commerciaux, industriels et financiers. Il vérifiera l'existence des systèmes et procédures de contrôle interne et assurera leur mise en œuvre. Basé à Bruxelles, il sera amené à effectuer des déplacements en Europe.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant une solide formation comptable complétée par une expérience de 4/5 ans d'audit acquise de préférence dans un milieu industriel. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitable. Il sera la possibilité d'élargir son expérience en travaillant avec les systèmes et procédures d'un groupe et sera un tremplin pour occuper un poste opérationnel dans les 2/3 ans qui suivent.

Ecrire sous référence M. 6701

**CONTROLLER F. 100 000**

PARIS - Le groupe français d'une jeune entreprise américaine, en pleine expansion, spécialisée dans le marketing du matériel électronique de très haute qualité crée le poste de Controller. Dépendant directement du Directeur Général et supervisant une équipe de 2 personnes, il sera responsable de toutes les opérations comptables et budgétaires de la société. Il définira et mettra en place les systèmes et procédures de contrôle interne. Il sera chargé de tout le reporting pour la maison-mère.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum ayant une bonne formation comptable complétée par une expérience de 3 ans acquise dans un groupe de préférence international ou dans un cabinet d'audit. La connaissance de l'anglais est indispensable. Ecrire sous référence M. 6702

Adressez C.V. détaillé en précisant la référence à G.C. FULCONIS Tour Maine Montparnasse - 33, avenue du Maine - 75755 Paris Cedex 15. Discretion absolue.

**Ville Nouvelle de la Région Parisienne recherche RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION**

**Il sera chargé :**

- Les problèmes de marketing et de publicité (définition de stratégie et application).
- De la mise en place de manifestations auprès des Industriels et du Grand Public.
- Des relations avec l'Agence de Publicité et les fournisseurs.

**Il faut :**

- Au moins 5 ans d'expérience en Agence très professionnelle ou chez l'annonceur, Chef de Publicité.
- Etre intéressé par les problèmes d'urbanisme et de Ville Nouvelle.
- Etre libre rapidement.

**Nous offrons :**

- Un poste à responsabilité.
- Un travail passionnant au sein d'une équipe.
- Une rémunération attractive.

Envoyez C.V. (avec photo) à : Demain, 3 rue de l'Echelle 75001 Paris qui transmettra.

Important Groupe de Prestations de Services recherche pour région parisienne

**CHEF D'AGENCE SUPER-VEUNDEUR JEUNE ET DYNAMIQUE**

**OBJECTIFS :**

- être responsable du développement et de la gestion de la clientèle de son secteur.
- être responsable du personnel d'implantation.
- contrôler, gérer, animer son agence.

**PROFIL :**

- super-vendeur d'au moins 3 ans.
- solide expérience de la prospection et de la vente sur le terrain dans les services (téléphone, assurances) ou l'équipement de bureau.
- expérience industrielle ou formation technique souhaitée.
- disponible rapidement.

**VENEZ VOUS VALORISER** dans une équipe de gagnants.

Rémunération attractive aux résultats. Indiquant rémunération actuelle.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. + photo à : P.D.C. 4, quai des Filles 75004 PARIS, sous réf. 123 (à glisser sur l'enveloppe).

**UN IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE, en croissance avec des branches industrielles et implanté dans divers pays, recherche**

**JURISTE NIVEAU DOCTORAT**

30 ans minimum, ayant obtenu des brevets dans la matière juridique dans grande maîtrise.

Il prendra le cours terme la responsabilité du service juridique et agira comme expert auprès de la Direction Générale et des différents services du groupe, particulièrement en ce qui concerne l'étude et la mise au point des contrats.

Il sera chargé de la rédaction et de l'interprétation des contrats, ainsi que des solides connaissances du droit de la responsabilité et une certaine expérience du droit des sociétés en général.

Lieu de travail : PARIS.

Ecrire avec C.V. détaillé en précisant la rémunération actuelle, sous réf. M. 6703, D. JOUSSET plein emploi 1 rue du Mail, 75002.

Société de biens d'équipement (implantée dans plus de 100 pays)

Recherche

**JEUNES VENDEURS QUALIFIES**

Pour pénétration de marchés et promotion commerciale du parc machines existant dans les entreprises.

Fixe 2100 F + commission attractive non plafonnée.

Formation 11 semaines (séminal).

Zone d'activité PARIS - BANLIEUE. Les candidats devront être libres rapidement.

Se prés. le Jeudi 7 Avril à 14h à P.L.M. Saint-Jacques, 17 bis St-Jacques-Paris 14. Vous demanderez Madame MALLET.

**CHIMISTE DE LIAISONS TECHNIQUES**

La filiale française de la société multinationale NATIONAL RESEARCH CORPORATION recherche un chimiste de liaisons techniques, anglais indispensable.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant une expérience de plusieurs années dans l'industrie et plus particulièrement dans la chimie des produits plastiques.

Le chimiste devra assurer la liaison entre le service de vente et le service technique. Il sera chargé de la mise au point des produits et de leur développement.

Le chimiste devra travailler sur la Seine-et-Marne pour des travaux de terrain, ainsi qu'au siège de la filiale à PARIS. Il sera en relations directes avec le service de vente et le service technique.

Envoyer C.V. (avec photo) à : M. P. LUTON EUROPEAN TECHNICAL ADVISERS NATIONAL RESEARCH CORP. LTD The Swan Office 1111 Coventry Road Birmingham B35 9SL ENGLAND.

**GD CONTROL DATA**

**POUR SES ACTIVITES logicielles GESTION COMMUNICATIONS SYSTEMES SCIENTIFIQUES**

le Département CONSEIL ET APPLICATIONS Recherche plusieurs

**INGENIEURS grandes écoles ou équivalent 2 à 6 ans d'expérience**

Envoyer C.V. prétentions et objectifs professionnels à Mlle BAUDIN, Control Data 185, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12.

Pour renforcer ses structures comptables et administratives, l'un des départements spécialisés d'un puissant groupe de construction et de travaux publics (C.A. 3000 M.) recherche

**CHEF COMPTABLE**

de formation supérieure (DECES, BP ancien régime, ESC option comptabilité, finance ou équivalent).

Responsable d'une équipe qui devra assurer, développer et contrôler, il aura sous sa direction de nombreux collaborateurs et devra assurer la gestion analytique en liaison avec les services informatiques.

Il devra également assurer la gestion des dépenses de l'entreprise à l'étranger ainsi qu'une expérience des travaux publics sont souhaitées.

Connaissance de l'anglais très appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 312 à : Cabinet Jean Claude MAURICE Conseil en Gestion du Personnel 12, rue Legendre - 75017 Paris

Groupe chimique multinational recherche

**DIRECTEUR DES VENTES** pour le département

Le candidat devra avoir une bonne connaissance de la vente aux

**GROSSISTES D'ACCESSOIRES AUTOMOBILE**

Il devra diriger la direction, la formation d'une équipe qualifiée (techniciens, technico-commerciaux) ; expé. des méthodes de management ; langue allemande.

C.V. + photo à : ELAUS W. HERTSCHIG 1 rue de la Boite PARIS

**JOUVENEL ET CORDIER** 3 usines, 1000 personnes, 20% du CA à l'exportation

**TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT**

**TRILINGUE ALLEMAND-ANGLAIS**

avoir une formation de base en électromécanique et une première expérience de la vente de biens d'équipements industriels.

Il sera intégré au sein de notre équipe pour participer au développement des ventes dans les PAYS DE L'EST et l'AFRIQUE DU NORD.

Déplacements fréquents de 2 à 3 semaines.

avec : rémunération attractive (M. 6704) 3 PLEIN EMPLOI 10, rue de la Boite - PARIS 20.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PÉTROLE** recherche pour son service technique à PARIS

**ADJOINT AU CHEF DU SERVICE FORMATION**

EXPERIENCE D'ENTREPRISE DE 4 A 5 ANS

Env. C.V. manuscrit, photo, références et n° 1884 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 15.

**cadre de personnel**

Chargé de la direction du personnel et des affaires sociales des usines et des travaux de réglementation sociale (classification, rémunération, participation, plan de carrière, questions sociales, etc.) ainsi qu'une participation active à la gestion du personnel.

Le titulaire du poste devra disposer :

- une formation supérieure, Brevet en droit.
- une expérience de 5 à 8 ans dans le cadre d'une direction de personnel ou des relations sociales.

**POSTE INTERESSANT POUR CARRIÈRE QUALIFIÉE.**

Envoyer C.V. (avec photo, références et n° 1884) CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra, PARIS 1<sup>er</sup> qui transmettra.

importante société industrielle banlieue Sud-Ouest Paris

**INGENIEUR position II** formation grande école

Il participera à la planification des commandes d'un département comportant des dizaines d'usines.

Ce poste conviendrait à un ingénieur possédant 2 à 3 ans d'expérience en fabrication et possible en gestion de production.

Envoyer C.V. (avec photo) et prétentions n° 1884 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup> qui transmettra.

**HENGSTLER** SPÉCIALISTE DE L'HORAIRE VARIABLE

à des professionnels de la vente des postes d'ATTACHES COMMERCIAUX

Votre mission : poursuivre l'implantation de la société en Région Parisienne.

Vous assurerez : des produits qui amélioreront la qualité de la vie :

- un marché potentiel ouvert ;
- un personnel qualifié et dynamique ;
- une société française leader sur son marché, affiliée au premier constructeur européen de matériel de comptage ;
- une équipe dynamique.

Votre rémunération : C.V. + C.A. + trait. Envoyez curriculum vitae à HENGSTLER, 71, 92002 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

**INGENIEUR MATIÈRES PLASTIQUES** PARIS Nord Est

**EQUIPEMENTS AUTOMOBILES**

Une société française (C.A. : 450 millions de francs) fabriquant et commercialisant des équipements pour l'industrie automobile recherche un ingénieur spécialiste des matières plastiques. Sous l'autorité du Chef du Bureau d'études, il sera chargé de mener les études de conception et d'application devant permettre l'utilisation des matières plastiques dans la fabrication des équipements produits par la société. Pour ce faire, il assistera et conseillera les ingénieurs du B.E. en vue du choix optimal des matériaux dans le cadre d'un budget et dans le respect du cahier des charges. Il assurera la liaison entre le B.E. les fournisseurs et les transformateurs de matières plastiques. Il étudiera tout nouveau matériau en vue de son utilisation éventuelle dans les fabrications de la société. Il tiendra à jour une documentation complète sur les matières plastiques. Le candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans, aura une formation Ingénieur A. et M., E.C.A.M., I.C.A.M., Chimie, et possèdera quelques années d'expérience acquises dans le domaine de la transformation de matières thermoplastiques ou thermosetables. Cette expérience aura été acquise soit en R.E., soit en production, et ce, dans l'optique de fabrication en grande série. Il aura de solides connaissances dans la physico-chimie des matières plastiques dans leurs applications industrielles.

Ecrire sous la référence 116/74 à : GIE Conseils, 15, rue de l'Amiral-Roussin - 75015 PARIS. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

**IMPORTANTE AGENCE DE PUBLICITE** recherche de façon URGENTE

- UN CHEF DE PUBLICITE confirmé
- UN CHEF DE FABRICATION

(30 ans minimum)

- Expérience indispensable de plusieurs années.
- Responsabilité d'un budget d'environ 1 milliard.

Env. C.V. lettre manuscrite à : Mlle DABRIE, Tour Horizon Montparnasse, 64, rue d'Aubervilliers - 75015 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES PARIS recherche pour le LANCIENT SYSTEME INFORMATIQUE DE GESTION

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

Titulaire D.U.T. INFORMATIQUE de GESTION. Avoir 3 ans d'expérience. TRAVAIL RÉGULIER. BASE DE DONNÉES SUR MATÉRIEL C.I.L.I.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : n° 180, REGUE, 4, Faubourg-Poissonnière, 75010 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**bis**

la plus importante Société de Travail Temporaire en Europe, (700 millions de F de CA en 1976), avec une diversification rapide dans d'autres domaines du territoire : informatique, etc.

créée au sein de la Direction Financière au Siège à Paris le poste de

**contrôleur de gestion**

**DES FILIALES FRANCE**

Formation souhaitée : Grande Ecole Commerciale avec quelques années de pratique du contrôle de gestion ou de la C.A.

Envoie avec CV détaillé en précisant la rémunération souhaitée à Monsieur PRASSARD sous référence 34341 M 0

**plein emploi.**

10, rue du Mail PARIS 2<sup>e</sup>

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PÉTROLE**

recherche pour ses activités de distribution (BANLIEUE PARISIENNE)

**cadre industriel**

chargé d'assister le Chef du Département des Unités Industrielles, notamment pour :

- l'étude des procédés et matériels nouveaux, des postes de travail, des problèmes de sécurité, de l'amélioration des conditions de travail et de la productivité
- la gestion budgétaire analytique : chaque province
- l'activité : tant en région parisienne, qu'en province
- fréquents déplacements de durée à prévoir.

AM - IDN - INSA ou équivalent

Bonne maîtrise de la langue anglaise, connaissance de la sécurité, électricité, que, hydraulique, pneumatique. Formation complémentaire, si nécessaire.

Expérience industrielle : 10 ans environ avec commandement effectif.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, réf. et présent. à : M. CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**GESTION**

Nous sommes une société d'ingénierie et de construction d'ensembles industriels affiliée à l'un des premiers groupes industriels français.

Nous recherchons un jeune gestionnaire de formation Ecole Supérieure de Commerce, titulaire de la licence de gestion ou équivalent pour sur les plans budgétaires et financiers le chef d'un de nos importants projets.

Il devra préparer et suivre les budgets, les écarts, établir les tableaux et courbes de gestion et suivi de l'affaire.

Intégré au sein du département gestion prévisionnelle, le titulaire de ce poste doit avoir une première expérience de gestion budgétaire en milieu industriel.

Envoyer à : M. Contesse Publicité - 20, Avenue Opéra 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**directeur adjoint**

chargé de l'administration et de la comptabilité

La Direction Générale d'un Groupe spécialisé dans l'habillement à caractère social crée le poste de Directeur Adjoint chargé de l'administration et de la comptabilité, d'une tâche importante.

Le candidat devra être un PROFESSIONNEL, EXPERIMENTÉ ayant une formation solide (grandes écoles ou formation comparable supérieure), il aura en charge l'ensemble de la comptabilité générale, analytique et budgétaire ainsi que le fonctionnement administratif et la gestion du personnel (employés et ouvriers).

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant vos prétentions sous réf. 5350/53

**Cabinet Alain H. PRENANT**  
30, avenue du Général de Gaulle  
92130 Issy les Moulineaux

Société Internationale d'Investissements et de

**PROMOTION IMMOBILIÈRE**

commerciale, pour l'étranger

**SON DIRECTEUR COMMERCIAL**

Il sera chargé, sous l'autorité du P.D.G., du développement de la filiale française pour la recherche de nouveaux débouchés.

Ce poste nécessite des compétences affirmées dans la promotion immobilière et une large expérience du marché financier international.

Le candidat devra assurer rapidement la porte de

**DIRECTEUR GÉNÉRAL**

Langue anglaise appréciée.

Env. C.V. présent sous n° T 1111 M à REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS (2<sup>e</sup>).

**S.A. spécialisée dans fabrication PRODUITS CHIMIQUES**

poste DEPART EXPORTATION

**Cadre haut niveau**

ayant SOLIDE FORMATION CHIMIE

- 5 ans minimum expérience négocier et marketing niveau européen.
- voyages à l'étranger très fréquents.
- bilingue FRANÇAIS-ANGLAIS.

Salaires annuels minimum 100.000 F.

Adresser C.V. photo sous réf. 2762/AL à : M. MINET Publicité 40 rue Office-de-Serres 75015-PARIS qui transmettra.

**MATRA INFORMATIQUE**

recherche pour son département formation LOGICIEL

**INGÉNIEUR INFORMATIEN support système**

- Il assure l'adaptation et la mise au point des produits LOGICIEL en temps réel.
- Il intervient en clientèle pour des problèmes de mise au point, de maintenance, de mise à jour.
- Ce poste conviendrait à un ingénieur (débutant ou ayant jusqu'à 2 ans d'expérience) de formation Grande Ecole ou maîtrise informatique option système.
- La maîtrise de l'anglais est indispensable pour ce poste.

Adresser lettre manuscrite CV et photo à : MATRA INFORMATIQUE Monsieur DUHAMEAU 18, rue de Châtillon 75014 PARIS

Le Département AUTOMATISMES INDUSTRIELS de la filiale française d'un groupe multinational recherche DES

**ingénieurs de projet**

GRANDES ÉCOLES

Pour leur confier la réalisation d'importantes installations en France ou à l'étranger.

Une expérience de quelques années dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique est indispensable.

La connaissance de la langue allemande serait appréciée.

Rémunération très élevée en fonction de l'expérience du candidat.

Env. avec CV détaillé et réf. 12057

Havas Contact 166, bd Haussmann - Paris 8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Nous sommes une Entreprise Française de 1er plan dans la transformation des métaux, nous recherchons un

**JURISTE EXPERIMENTE**

**DROIT DES SOCIÉTÉS ET DROIT DES AFFAIRES**

Candidats doivent avoir travaillé au moins 4 ans en Entreprise et posséder le niveau du docteur en droit.

Une formation comptable sera appréciée.

A moyen terme, le titulaire doit pouvoir évoluer vers le poste de chef de service juridique.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 293 à Monsieur LORTHOIS 149, rue St-Honoré PARIS.

Recherche dans son marché recherche pour l'une de ses unités industrielles 30 km Nord Paris

**DIRECTEUR D'USINE**

40 ans min. Formation Arts et Métiers de préférence, haut niveau, maîtrise de la langue anglaise, capable gérer product. d'une unité importante.

Expérience : 10 ans min. en usine et petites séries, montage, assemblage, montage.

Expér. de la gestion d'une unité équivalente.

Env. C.V. à n° 98389 B à REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Ville Bobigny recrute

**AUXILIAIRE DE PUERICULTURE ou AIDE MATERNELLE**

DIPLOMÉE

Candidatez à la Ville de Bobigny, 10, rue de la Mairie.

**BANQUE PRIVÉE**

region Nord Paris (40 km) recherche pour un gérant dans l'EST, un

**CHEF D'AGENCE**

De demande : un diplôme études supér., une expérience d'exploitant bancaire de quelques années, des qualités commerciales et de commandement.

Ce poste implique : un travail varié, autonome, et la conduite d'une petite équipe.

Un agréable logt de 3 pièces.

Env. en indic. présent, sous réf. 218 à REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

La Direction du Personnel importante Société, PARIS recherche librement pour étoffer un de ses services

**JEUNE DIPLOMÉ**

obligations militaires. Une première expérience professionnelle acquise dans la fonction de gestionnaire de personnel.

Elle aura dû porter à la fois sur les relations humaines ainsi que sur l'organisation administrative.

Les candidats correspondant à cette description sont priés d'adresser (joindre photo et indiquer d'abord la rémunération annuelle en mentionnant la référence 53174 à L.T.P. 31 bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui transmettra.

**IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE**

pour Travaux d'études en mécanique et essais divers.

**UN AGENT TECHNIQUE**

E.T.S. DUT Physique ou équivalent

une expérience professionnelle en mécanique, un diplôme de physique ou équivalent.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous n° 4421 à REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

**TECHNO-COMMERCIAL**

Compétences approfondies en métiers électriques petits puissances et de toutes leurs utilisations. Pouvoir à définir et rechercher le besoin, puis négocier et établir le devis. Poste à créer en région parisienne. Env. C.V. à n° 61500 P.A. à REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**CENTRALE D'ACHATS et de SERVICES**

super et hypermarchés PARIS-14<sup>e</sup>, recherche :

**MERCHANDISER**

3/4 ans expérience formation commerciale + expérience livre-service.

Poste d'achat comportant déplacements. Animation équipe lancement.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 34396 à Havas-Contact 156, bd Haussmann 75001 Paris.

**NOTRE RESPONSABLE DU SERVICE ADMINISTRATIF POSITION CADRE**

25 ans minimum, parfaitement bilingue français-anglais.

Il aura la responsabilité d'un service de 10 personnes, chargées de la préparation et du suivi de dossiers administratifs en relation avec l'administration et notre clientèle.

Poste à pourvoir à PIRELLI

Env. C.V. photo et prétentions sous n° 34396 à Havas-Contact 156, bd Haussmann 75001 Paris.

**AM**

dynamique

700 millions de F de CA, réputation et gestion de contrats dans l'équipement

**CHEF DES SERVICES FINANCIERS**

(10 personnes)

fonction :

- Superviser le suivi financier des contrats.
- Superviser la comptabilité.
- Assurer relations avec les banques.
- Gérer le trésorier.
- Établir les documents de l'année.
- Gérer le établissement des documents de bord.
- Expérience de plusieurs années.
- Langue allemande et bonne connaissance de l'anglais indispensables.
- Esprit d'analyse et de synthèse.
- Autorité.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Christian DUTY EAM recrute, 14, rue Gambetta, Montrouge, sous référence 704 :

**AM**

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**

Chargé d'analyser fonctionnelles et organiques, associé à la programmation

général : niveau

- BAC ;
- Connaissance du COSOL (indispensable) et du R.P.O. II
- 4 ans au moins en informatique avec expér. de démarrage d'un projet, d'une application, si possible en comptabilité générale et fournisseurs.

Env. avec C.V. à n° 61515, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**IMPOSEUR CENTRE TECHNIQUE**

Grande banlieue NORD PARIS recherche pour six mois

**PROGRAMMEUR-ANALYSTE SCIENTIFIQUE D.U.T. INFORMATIQUE ou EQUIVALENT**

Ayant si possible une première expérience en programmation scientifique.

Anglais nécessaire

Adresser C.V. photo et prétentions sous n° 6342, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

Société banlieue Sud recherche

**INGÉNIEUR**

expérience fabrication CIRCUITS IMPRIMÉS Anglais nécessaire

REGIE-PRESSE 55 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>

**PARIS (7<sup>e</sup>)**

de l'ASSURANCES recherche

**REDACTEUR RISQUES DIVERS EXPERIMENTE**

Env. avec C.V. et prétentions sous n° 6342, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**CONSTRUCTEUR MACHINES-OUTILS**

**UN RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT**

3 à 5 ans d'expérience réussie dans la vente de Bism d'équipement Standard hors de France.

Anglais + connaissance de l'étranger.

Disponibilité pour l'étranger.

Curriculum vitae à PROFFEL, 165, 75004 VERSAILLES.

**ASSOCIAT. DÉMOCRATIQUE DE FORMATION CONTINUE**

recherche

**CADRE DIPLOMÉ DE L'ENSEIGN. SUPÉRIEUR**

Le candidat doit être : un ancien, de statut, bilingue français-anglais, avec une expérience de 10 ans min. en enseignement supérieur, en gestion commerciale et financière, en organisation et gestion mondiale.

Le profil : expérience confirmée dans 2 ou 3 domaines de l'enseignement supérieur, en gestion commerciale et financière, en organisation et gestion mondiale.

Adresser lettre + C.V. et dans 10 jours, sous n° 34396 à Havas-Contact 156, bd Haussmann 75001 Paris, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS ÉCONOMIQUES**

**COLLABORATRICE**

Langue maternelle anglaise. Libre de tous engagements professionnels et nationaux français, ayant une expérience de 10 ans min. dans la rédaction de revues de presse internationale.

THILLOY

**CHATELLE**

**UN (E) ATTACHÉ (E) À SON DIRECTEUR GÉNÉRAL INTERNATIONAL**

pour assurer les relations avec les responsables des marchés français et étrangers, en matière de prévisions commerciales et de répartition de la production.

AGE : 30 ans minimum.

FORMATION : D.U.T. gestion ou formation de même niveau.

EXPERIENCE : 5 ans minimum.

Administration des ventes ou organisation de production ou de distribution.

Env. C.V. et photo à n° 6203, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**CONCEPTEUR - REDACTEUR**

de première force (niveau du futuriste V.P.C. et annonceur presse).

Références de 1<sup>er</sup> ordre requises.

Env. C.V. et photo à n° 6203, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**INGÉNIEURS débutants Grande Ecole**

pour intégration dans équipes de programmation temps réel.

**INGÉNIEURS II Grande Ecole**

Postulant :

- Expérience indispensable 2 à 5 ans programmation temps réel ;
- Connaissance de l'anglais, T.R. sur mini-ordinateur (7 1600, 8 10) ;
- Connaissance des moniteurs T.R.

Lieu de travail : banlieue Sud-Ouest Paris.

Adresser C.V. et photo à n° 6203, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**INGÉNIEURS**

DEBUTANTS Grande Ecole (E.N.S.A.I., Strasbourg)

Env. MINET PUB. n° 1769/AL, 40, rue Office-de-Serres, 75015 PARIS.

**Chef du Personnel**

pour assurer très prochainement la succession du titulaire du poste, avec la responsabilité de l'ensemble de la fonction.

Ce poste convient à un candidat ayant :

- une formation supérieure
- l'expérience de la fonction dans le Bâtiment et les Travaux Publics
- le sens des relations sociales.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo sous n° 6287, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS C.A. : 1 Milliard 600 Millions**

recherche

du plan le moyen

**DIRECTION INFORMATIQUE ORGANISATION**

**un ingénieur**

**CENTRALE, ARTS ET MÉTIERS, E.N.S.I.**

Pour le département Industrielle

Il est chargé : du développement de projets d'organisation de la production, de la gestion de l'usine, de la gestion de la production.

Une première expérience en informatique est indispensable.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous n° 4421 à REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

**UN AGENT TECHNIQUE**

E.T.S. DUT Physique ou équivalent

une expérience professionnelle en mécanique, un diplôme de physique ou équivalent.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous n° 4421 à REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

**INGÉNIEUR**

expérience fabrication CIRCUITS IMPRIMÉS Anglais nécessaire

REGIE-PRESSE 55 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>

**PARIS (7<sup>e</sup>)**

de l'ASSURANCES recherche

**REDACTEUR RISQUES DIVERS EXPERIMENTE**

Env. avec C.V. et prétentions sous n° 6342, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**Consultant**

Fonction commerciale

Nous sommes l'un des premiers groupes français en développement international. Nous recherchons un collaborateur qui aura pour :

- les contacts et le suivi commercial avec des entreprises de diverses nationalités sur un plan national ;
- auprès des clients sur des projets spécifiques ;
- conseil, de recrutements, de formation.

Déposant de quelques années d'expérience dans la vente active ou le conseil, il s'intégrera dans une équipe de jeunes, dynamiques et performants et appliquera sa tâche.

Le poste très évolutif (fin + intrinsèque) sera fixé en début de carrière en fonction des qualifications.

Statut : indépendant ou salarié.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, Salaires actuels et photo (ref.) à : REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

**CONSTRUCTEUR DE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE RÉGION PARISIENNE**

recherche pour assumer la responsabilité d'une unité de production

**INGÉNIEUR DIPLOMÉ CONFIRMÉ**

De bonnes connaissances en électronique et en mécanique ainsi qu'une réelle expérience de la fabrication de matériel électronique.

Env. C.V. et photo sous n° 6342, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**FRANCAISE de Constructions**

recherche

**RESPONSABLE COMMERCIAL EXPERIMENTE**

pour marchés France et export

Mens d'équipement bâtiment et T.P.

Env. C.V. et photo sous n° 6342, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**INGÉNIEUR**

expérience fabrication CIRCUITS IMPRIMÉS Anglais nécessaire

REGIE-PRESSE 55 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>

**PARIS (7<sup>e</sup>)**

de l'ASSURANCES recherche

**REDACTEUR RISQUES DIVERS EXPERIMENTE**

Env. avec C.V. et prétentions sous n° 6342, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**P.R.E. BIEN INTRODUITE BRANCHE**

**ACCESSOIRES EN PARFUMERIE**

**RESPONSABLE ACHATS et FABRICATION**

Si possible 30 ans minimum de trilingue : FRANÇAIS, ANGLAIS, ALLEMAND.

REMUNERATION correspondant à l'importance de la tâche.

Env. C.V. et prétentions sous n° T 9837 M REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

هكمان النحل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
(la 1 <sup>re</sup> colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU	9,00	10,29
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne TC
"Placeurs encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,09
"Placeurs"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

## représentation offres

**SOCIÉTÉ D'ÉDITION MÉDICALES**  
recherche  
pour PARIS et Région PARISIENNE  
**UN REPRÉSENTANT EXCLUSIF**  
Expérience de milieux médicaux  
nécessaire pour :  
- formation rémunérée ;  
- tous avantages sociaux :  
- salaire 16 aux résultats ;  
- voiture indispensable.  
Envoyer lettre manuscrite, cur. vitas et photo à :  
M. J. VOZARDY/MEDES - 27,  
123, rue d'Alsace, 75014 PARIS.

Importante firme  
machines à coudre, recherche :  
- attaché local ou V.P. pour  
visiter revendeurs région Nord  
France. Ec. : NORMA, BP 24,  
51000 Carmaux.

**CAISSE RETRAITE  
ET PRÉVOYANCE**  
recherche  
**CHARGÉ  
DE MISSION**  
RÉGION PARISIENNE  
EXIGENCES : dynamisme, dispo-  
nibilité, goût des contacts,  
OFFRES 150 + commission +  
fraie de déplacements.  
Evolution possible vers  
département relevant.  
Ecrite avec C.V., man. photo et  
préc. à : 42-62, ANEP P.A.,  
37, rue du Général, 75008 Paris.

**FABRICANT JESSY** au même  
principalement vers  
représentants C.M.  
travaillant à PARIS  
après grosses et con-  
tactants. Ecrite avec C.V. et  
réf. à : HAVAS, 10, rue de la  
publique, 69002 LYON, n° 521.

## secrétaires

**SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS 16<sup>e</sup>**  
recherche  
**DACTYLOS**  
- sans expérience (trappe soudeuse)  
- courtois, sérieux, efficaces.  
Notions d'anglais appréciées.  
- Horaires mobiles 40 h/semaine.  
- Restaurants d'entreprise. Cafétéria.  
- Avantages sociaux.  
Se présenter : Recrutement,  
7, place d'Alsace, 75018 PARIS.

## Secrétaires

**de direction**  
Ch. 100-150 F/mois  
recherche  
**SECRÉTAIRE  
COLLABORATRICE**  
BILINGUE ANGLAIS  
Dynamisme et vivacité  
d'esprit indispensables.  
Séances seront  
des conférences manuscrites  
recommandées d'écrit et d'oral  
phases adressées à : 47-76,  
CHATELAIN, Paris (10<sup>e</sup>).  
20, rue de Valenciennes, 75010 Paris.

**SECRÉTAIRE  
DE DIRECTION**  
PARLEMENTAIRE BILINGUE  
FRANÇAIS/ANGLAIS  
président de bonnes  
notions d'anglais.  
(une bonne technique du  
français (écrit et d'oral)  
est indispensable et si possible  
une expérience dans la fonction  
de secrétaire et de la  
correspondance.  
Nouveaux avantages  
salaire d'encadrement.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V.  
et photo sans référence, 12.000 F.  
HAVAS, 10, rue de la  
publique, 69002 LYON, n° 521.

**Secrétaires**  
Recherche SECRÉTAIRE  
bilingue anglaise.  
Env. C.V. (sentiments à l'attention de  
M. HELDST-NEIDES  
46, rue Montfaucon, 75003 Paris).  
20, rue de Valenciennes, 75010 Paris.

Pour remplacement maître  
Louis-Michel, LEVALLOIS  
**SECRÉTAIRE  
STÉNOGRAPHIQUE**  
EXPERIMENTÉE  
Tél. : rendez-vous 755-16-50.

## demandes d'emploi

Vous recherchez un homme capable de diriger,  
de structurer, de rentabiliser votre service.  
**JE SUIS CET HOMME**  
J'ai 37 ans, une expérience de 10 ans dans la  
direction des services après-vente et la  
production électro-technique grand public.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**CADRE MARKETING**  
Sciences Po - M.B.A.  
Expérience 5 ans en marketing national  
international produits grande consommation.  
Anglais et allemand.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**DIRECTEUR D'USINE**  
en poste en AFRIQUE  
Technique - Administration - Gestion  
25 ans de PRATIQUE - 10 ans OUTRE-MER  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**PUBLICITAIRE**  
25 ans d'expérience - Biens d'équipement  
Particuliers :  
- Rédaction campagnes  
- Gestion budgets.  
Toutes documentation commerciale, Catalogues,  
Organisation salons expositions.  
Expérience agence et commerciale.  
Recherche POSTE CSEZ ANNONCEUR.  
Ecrite sous n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

M. 35 ans, références multiples  
recherche  
**POSTE STABLE**  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**INGÉNIEUR CONSEIL**  
30 ans, Organisation et Infor-  
mation, spécialiste gestion  
clientèle, cherche poste cabinet  
ou entreprise. Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**INFORMATICIEN**  
DIPLOMÉ H.E.C.  
rue, poste responsable  
dans une grande  
société de services.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**INGÉNIEUR E. Sup. Elect.**  
30 ans, nat. alg. Aggr. sup.  
ch. de service. Technico-Commer.  
T. 100-150 F/mois. Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**SECURITE**  
25 ans, expérience de direction  
dans une entreprise de  
production de matériel  
industriel. Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**SC. ECO. BSEC COMPT.**  
recherche emploi  
FINANC. ECO. ou BSEC. COMPT.  
EXPERIENCE 6 mois  
644-99-87 MERCIER  
10, rue de Valenciennes, 75010 Paris.

**CADRE EXPORTATION**  
Moyens-Orient, Afrique  
du Nord, Asie, Amérique  
du Sud, Australie, Europe  
du Sud-Est, etc. Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**automobiles**  
AUSTIN - ALLEGRO - MINI - INNOCENT  
nouveaux modèles disponibles.  
à partir de  
**15.600**  
sans apport  
sur 3 ou 4 ans  
avec loyer  
mensuel.  
GARAGE  
FOCH-35 rue Paul Valéry Paris 16-727-31-02

## L'immobilier

### Paris Rive gauche

**PROPRIÉTAIRE VEND DIRECTEMENT**  
Magnifique appartement, sur quais  
avec parking. Prix 1.400.000 F.  
Téléphone : 625-62-10, le matin  
à 10 h, 14 h, 18 h, 19 h, 20 h.  
EXCEPTIONNEL  
dans très bel immeuble, 100 m<sup>2</sup>  
de soleil, restes de boiseries  
de 18<sup>e</sup> s. 4 pièces, tout confort.  
Prix exceptionnel. VU 100-150 F.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**SCHE-MULTI-ARTS**  
Pneumatisés et 2 PNE-  
matiques, 14 h. 30 à 16 h. 30.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**REGION PARISIENNE**  
LE CHESNAY-PARLY II, magn.  
appartement, type III, 130 m<sup>2</sup> habi-  
tation, terrasse vitrée, loggia, séjour  
10 m<sup>2</sup>, 5 ch. à m., 3 salles, 2 bns.  
2 dressings, cuisine équipée, of-  
fice, lingerie, cave, box fermé.  
Parking extérieur. P. 720.000 F.  
J.A.L. : 970-79-79.

**ARRETES DE LUTICE**  
SAJARDIN 2 P. Bel immeuble  
sur parking. Tél. 655-99-22 (Bureaux).  
25-26-27 (dém. après 18 h 30).  
PARTICULIER vend 10<sup>e</sup>  
3 p., 72 m<sup>2</sup>, balcon 8 m<sup>2</sup>, 365.000 F.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**7<sup>e</sup> ARDIT**  
**QUAI VOLTAIRE**  
DANS TRÈS BEL  
IMMEUBLE XVIII<sup>e</sup> SÈCLE  
EN COURS RENOVATION  
RESTE A VENDRE  
5 P. 135 m<sup>2</sup>  
5 P. 95 m<sup>2</sup>  
EMPLACEMENT... EXCEPT.

**LE MARQUIS**  
3 P. 315.000 F.  
4 P. 421.000 F.  
tous les 14 h. à 19 h.  
RUE CHERCHE-MIDI  
Tr. 100-150 F. m. ch. imm. rénov.  
local placement. Tél. 267-22-48.

**PARIS RIVE DROITE**  
Dans magnifique immeuble res-  
tant à rénover, 5 P. 315.000 F.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**EXCEPTIONNEL - MARAIS**  
Magnifique 3 P. 200 m<sup>2</sup>, tout confort,  
salle à manger, cuisine, 2 bns.  
Prix 180.000 F. V. 100-150 F.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**VAL-DE-GRACE**  
dans bel immeuble, 100 m<sup>2</sup>  
de soleil, restes de boiseries  
de 18<sup>e</sup> s. 4 pièces, tout confort.  
Prix exceptionnel. VU 100-150 F.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**MAIRIE MONTREUIL**  
- 3 P. 100 m<sup>2</sup> - 57.000 F.  
Habitable 1<sup>er</sup> trimestre 1977.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**IMMOBILIER FRIEDLAND**  
11, av. de Friedland,  
Paris 17<sup>e</sup>. Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**STUDIOS - 2 PIÈCES**  
SEFIMA 625-55-45 m. matin  
RUE DE PASSY  
CALME, SÉRIÉ, 2 P. Carrel.  
URGENT - 325-19-10.

**VIII<sup>e</sup> - PL. EUROPE**  
AFFAIRE EXCEPTIONNELLE  
De l'ancien, pierre de taille  
à l'actuel, 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>  
ENTièrement RENOVÉ  
P. 720.000 F. Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

### locations non meublées

**PARIS**  
AV. P. DOUMER, dern. étage,  
terrasse, 50 m<sup>2</sup>, 5 ch. à m.,  
cuisine équipée, 2 bns, 2  
salles, 2 bns, 2 bns, 2 bns.  
C-Or, 1. Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**EXCLUSIVITÉS**  
NEUILLY - 2 P. 100 m<sup>2</sup>  
40 m<sup>2</sup> environ - 1.800 F. + charges.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**2 PIÈCES**  
3<sup>e</sup> - R. de PASTEUR - 100 m<sup>2</sup>  
62 m<sup>2</sup> environ, cuisine  
100 m<sup>2</sup>, parking, 1.800 F. + charges.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**3 PIÈCES**  
1<sup>er</sup> - R. EUGÈNE-MANUEL  
64 m<sup>2</sup> env., 5<sup>e</sup> ét., 2.100 F. + ch.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**5 PIÈCES**  
1<sup>er</sup> - Rue LECOURBE  
111 m<sup>2</sup> env., dernier étage av.  
terrasse, cuis. équipée, 3 bns,  
tél., parking, 3.700 F. + charges.  
Ecrite n° 7 06.515 M. REGIS-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>, qui transmettra.

**REGION PARISIENNE**  
ORSAY 2<sup>e</sup> PARIS - Nord, de  
parc privé, verdure,  
calme, tél. part., 4 P. 85 m<sup>2</sup>,  
1.400 F. + ch. R. + ALM. 1977.

**locations non meublées**  
**Demande**  
**REGION PARISIENNE**  
Paris, 16<sup>e</sup>, 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>,  
1.700 F. max. Tél. 10-12 (N.B.).

**locations meublées**  
**Offre**  
Paris, 16<sup>e</sup>, 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>,  
1.700 F. max. Tél. 10-12 (N.B.).

**IMMOBILIER**  
**(information)**  
LOCATIONS SANS AGENCE  
OFFICE DES LOCATAIRES  
10, rue de Valenciennes, 75010 Paris.  
Séance 100 F. - 720-70-20.

**bureaux**  
8<sup>e</sup> - RUE DE  
LA BIENFAISANCE  
A LOUER  
2.000 m<sup>2</sup>  
BUREAUX NEUFS  
Paris imm. avec standing  
Parking

**SARI**  
720 14 15  
PROPRIÉTAIRE  
Lune ou plusieurs bureaux  
d'habitation, permanence, tél., tél.

**viagers**  
Vendre rapidement en viager.  
Conseil, expertise, indemnité  
gratuite. M. Exode LOBEL  
55, boulevard Voltaire, 75009 Paris.

**Villégiatures**  
LA BAULE - Joli, petite villa  
5 pers., tr. h. situ. près mer,  
carré, jardi. Tél. : 255-25-25.

**ESTIME L'O.C.D.E.**

● La balance commerciale de l'U.R.S.S. s'est améliorée en 1976, mais « encore enregistré un déficit important » l'égard des pays occidentaux. Globalement, le déséquilibre est — au de 2 637 millions — roubles à — millions. Vis-à-vis de l'Ouest, en raison des achats de céréales, il est — à 2 993 millions de roubles contre 3 564 millions en 1975.

## La conférence de Genève sur les matières premières s'est terminée par un échec complet

Quelques lueurs d'espoir étaient toutefois apparues. Tout d'abord, États-Unis.

Le journal du patronat a fait une large place à ce discours, qui reprenait en partie une idée cent fois exprimée par les industriels : les syndicats ont trop obtenu pour les salariés — trop et trop vite, — empêchant ainsi les entreprises de créer de nouveaux emplois et imposant à l'économie italienne des salaires de niveau européen.

Parallèlement, le syndicalisme italien fait d'importantes conquêtes dans le domaine des salaires, de la sécurité de l'emploi, de la durée du travail et du « contrôle ouvrier » sur les entreprises. Il gagne dans l'opinion

Une expédition comme celle de M. Lemaire à l'Université n'aurait pas eu lieu il y a quelques années. On remarquait des syndicalistes amateurs. Ne démontre-t-elle pas une perte de contact avec le pays ? Les étudiants français, en effet, ont des maîtres syndicalistes italiens. Les dirigeants, si souvent fait des études supérieures et ne s'en cachent pas. Véritables vedettes de l'actualité — c'est l'opinion commune — ils ont des idées politiques qui ne sont pas nouvelles. Ils passent de nombreuses heures dans les salons de minipub ou de minipub pour répondre. On les voit dans les salons de minipub du monde politique, en échange d'une illusoire participation aux

Les conditions économiques, politiques et psychologiques ne semblent guère s'y prêter. Ce sera, en tout cas, un grand sujet de discussion au cours des prochaines semaines, car les trois comités ont convoqué leur congrès à quelques jours d'intervalle, au mois de juin.

● La bilance des paiements de l'Italie a été déficitaire de 668 milliards de liras en février (2,7 milliards de francs), indiquent les statistiques provisoires de la Banque d'Italie. Le déficit, qui risque d'être révisé, est le plus important qu'elle se soit jamais vu infliger officiellement. Le plan quinquennal, après celui d'avril (1974-1978), date à laquelle le gouvernement avait introduit le système de dépôt sur les importations pour protéger la lire. — (Agf.)

(Suite de la première page.)

## La conférence de Genève sur les matières premières s'est terminée par un échec complet

### Démocratie interne et stratégie

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschmarks		Fr. suisses		Fr. français	
5 heures ..	4 3/8	5 3/8	3 3/8	4 3/8	1 5/8	2 1/2	9 9/16	9 11/16
10 heures ..	5 1/8	5 1/2	4 1/8	4 1/2	2 3/4	3 1/4	9 5/8	9 7/8
15 heures ..	5 1/8	5 1/2	4 1/8	4 1/2	2 3/4	3 1/4	10	10 1/4
20 heures ..	5 1/4	5 3/4	4 1/4	4 5/8	3 3/8	3 7/8	10 5/8	10 7/8

# CeBIT'77. Conserver l'esprit libre pour l'essentiel.

**20-28 avril.** 9 jours Centre  
d'équipement et d'informatique  
à la Foire de Hanovre.

CeBIT '77 égal date de première Pour les nouveaux développements et les nouveautés. Pour des voies et des solutions nouvelles. Pour une meilleure efficacité et pour plus de transparence. Ceux qui ■■ rendent au CeBIT, investissent un peu de leur temps, mais ils en

**Podium CeBIT '77:**  
«Entre croissance et rationalisation: Le bureau – place de travail pour des millions».

**CeBIT: Management by Information**

[illegible]

هكذا من الأصل



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOLHE - INVESTISSEMENT

Réunie le 15 mars 1977, sous la présidence de M. Claude Girard, l'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Le compte de pertes et profits fait apparaître un bénéfice distributable de 3 400 310,01 F, auquel s'ajoute le report à nouveau de l'exercice précédent (978 48 F), soit un total de 3 498 798,49 F, augmenté d'une partie de la réserve spéciale constituée en 1975, provenant des lots et des primes de remboursement perçus, pour un montant de 475 088,97 F.

Il a été décidé de répartir sur le total de 3 973 887,46 F la somme de 3 874 167,50 F, la somme de 2 307,56 F, étant reportée au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Dans ces conditions, le dividende ressortant à 1 200 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,97 F, soit un revenu global de 8,03 F.

Le dividende mis en paiement à partir du 15 mars 1977 est matérialisé par les coupons numéros 24, 25 et 26, ainsi qu'il suit :

Coupon n°	Net Impôt T.C.	(1)	Tel
Coupon n° 24 qui est la part du dividende provenant de la distribution de la réserve spéciale et représentant des primes de remboursement attachées aux obligations pour...	0,97	—	0,97
Coupon n° 25 représentant les revenus d'obligations transférées non indexées pour...	2,17	0,21	2,38
Coupon n° 26 représentant les revenus pour...	4,78	0,76	5,54
Totaux	7,92	0,97	8,89

Rappelons qu'au 31 décembre 1976 l'actif net s'élevait à 77 millions 528 175,48 F. A cette même date, la valeur liquidative atteignait 158,30 F.

Le paiement des coupons s'effectuera, sans frais, aux guichets de l'établissement suivant :

— Banque pour l'Industrie Française, 20, rue de la Fayette, 75002 Paris (tel. : 247-50-00, poste 33-34).

Les souscriptions effectuées en rempli des dividendes se feront en franchise du droit d'entrée pendant les trois mois qui suivent la date de mise en paiement.

(1) Impôt déjà payé au Trésor.

## ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

Le conseil de surveillance de la Société alsacienne de supermarchés a approuvé, le 21 mars 1977, les comptes de l'exercice 1976.

Les ventes T.T.C. réalisées en 1976 se sont élevées à 1 039 500 876 F, en progression de 18,3 % sur l'exercice précédent.

Le bénéfice net est de 7 528 331 F, contre 7 545 039 F en 1975, et la marge brute d'autofinancement de 16 070 428 F.

Il est à noter que la principale filiale de la S.A.S.M., la Société commerciale de Montesson, qui exploite l'hypermarché BAGQ à Montesson (Yvelines), a réalisé en 1976 un chiffre d'affaires T.T.C. de 186 642 532 F et un bénéfice net de 1 257 837 F.

Le conseil de surveillance a affecté à un compte de participation du personnel une somme de 125 886 F.

Le conseil de surveillance et le directeur de la Société alsacienne de supermarchés proposent aux actionnaires, réunis en assemblée générale ordinaire, le 10 mai 1977, la mise en paiement, à partir du 15 mai d'un dividende de 7,70 F par action, assorti d'un revenu global de 11,25 F.

Le dividende sera mis en paiement le 15 mai 1977.

Les 18 000 actions nouvelles, nées de l'absorption de la Société grands magasins Jussieu S.A. le 27 décembre 1976, avec effet du 1<sup>er</sup> juillet 1976, ne bénéficieront pas du dividende 1976.

## ASSURANCES - PLACEMENTS

Réunie le 14 mars 1977, sous la présidence de M. Jean Turpin, l'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Le compte de pertes et profits fait apparaître un bénéfice distributable de 1 556 755,30 F, auquel s'ajoute le report à nouveau de l'exercice précédent, soit 2 845,48 F. Il a été décidé de répartir sur le total de 1 559 600,78 F la somme de 1 556 205,56 F, la somme de 3 395,22 F, étant reportée au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Dans ces conditions, le dividende sera de 4,32 F par action assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,55 F, soit un revenu global de 4,87 F.

Le dividende mis en paiement à partir du 22 mars 1977 est matérialisé par les coupons n° 11 et 12, ainsi qu'il suit :

Coupon n°	Net Impôt T.C.	(1)	Tel
Coupon n° 11 représentant le produit des obligations non indexées pour...	2,09	0,27	2,36
Coupon n° 12 représentant les autres revenus pour...	1,63	0,23	1,86
Totaux	3,72	0,50	4,22

Rappelons qu'au 31 décembre 1976 l'actif net s'élevait à 41 556 235,59 F et qu'à cette même date la valeur liquidative atteignait 116,47 F.

Le paiement des coupons s'effectuera, sans frais, aux guichets de l'établissement suivant :

— Banque pour l'Industrie Française, 20, rue de la Fayette, 75002 Paris (tel. : 247-50-00, poste 33-34).

Les souscriptions effectuées en rempli des dividendes se feront en franchise du droit d'entrée pendant les trois mois qui suivent la date de mise en paiement.

(1) Impôt déjà payé au Trésor.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

## SILVAM

Réunie sous la présidence de M. de Fautouille de Chevigny, l'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Le compte de pertes et profits fait apparaître un bénéfice distributable de 1 556 755,30 F, auquel s'ajoute le report à nouveau de l'exercice précédent, soit 2 845,48 F. Il a été décidé de répartir sur le total de 1 559 600,78 F la somme de 1 556 205,56 F, la somme de 3 395,22 F, étant reportée au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Dans ces conditions, le dividende sera de 4,32 F par action assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,55 F, soit un revenu global de 4,87 F.

Le dividende mis en paiement à partir du 22 mars 1977 est matérialisé par les coupons n° 11 et 12, ainsi qu'il suit :

Coupon n°	Net Impôt T.C.	(1)	Tel
Coupon n° 11 représentant le produit des obligations non indexées pour...	2,09	0,27	2,36
Coupon n° 12 représentant les autres revenus pour...	1,63	0,23	1,86
Totaux	3,72	0,50	4,22

Rappelons qu'au 31 décembre 1976 l'actif net s'élevait à 41 556 235,59 F et qu'à cette même date la valeur liquidative atteignait 116,47 F.

Le paiement des coupons s'effectuera, sans frais, aux guichets de l'établissement suivant :

— Banque pour l'Industrie Française, 20, rue de la Fayette, 75002 Paris (tel. : 247-50-00, poste 33-34).

Les souscriptions effectuées en rempli des dividendes se feront en franchise du droit d'entrée pendant les trois mois qui suivent la date de mise en paiement.

(1) Impôt déjà payé au Trésor.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.

Le dividende sera mis en paiement le 10 mai 1977.



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
  - Au Conseil nordique : politique entre Finlandais et Norvégiens.
  - BELGIQUE : vive tension en Wallonie.
3. DIPLOMATIE
  - La voyage de M. Sadate à Paris.
- 4-5. ASIE
  - AMÉRIQUES
  - IRAK : dix terroristes condamnés à mort.
  - LIBAN : le Conseil des évêques catholiques rejette tout projet de partition du pays.
6. AFRIQUE
  - POLITIQUE
    - Les journées parlementaires du P.S.
    - Au Parlement : ouverture de la session de printemps.
  - RELIGION
  - EDUCATION
    - Les valeurs humanistes dans l'enseignement supérieur.
  - LA RÉGION PARISIENNE
    - « Paris aux Parisiens ».
  - ÉQUIPEMENT
    - Perte d'armes entre MM. Barre et Fauriol.
  - QUALITÉ DE LA VIE : la mer est encore capable de « digérer » le pétrole.
  - JUSTICE
    - POINT DE VUE : « A la recherche de la vérité », par Cosmopolite.
  - FAITS DIVERS
  - SOCIÉTÉ
    - Le Conseil d'Etat cherche à restaurer la procédure normale pour les expulsions d'étrangers.
  - SPORTS
    - AUTOMOBILISME : la Grand Prix des États-Unis.
    - CYCLISME : le Tour des Flandres.
    - SPORTS ÉQUESTRES : le concours hippique international de Genève.
- EUROPA
  - PAGES 17 à 22
  - NUCLEAIRE : La vigoureuse mondiale de l'opposition populaire.
  - La recherche européenne va-t-elle quitter son rôle de « chambre à l'étranger » ?
  - ESPOT : entre la fabrique et la réalité.
  - M. Doumeng : un milliardaire communiste.
- 25-26. ARTS ET SPECTACLES
- 34-35. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
  - SIDA : après la décision d'Union de supprimer 3 000 emplois à Thionville.
  - CONFLITS ET REVENDICATIONS : ultimes tentatives pour sauver le groupe Ichné Schimpf.
- LIRE ÉGALEMENT
  - RADIO-TELEVISION (24)
  - Annonces classées (27 à 32)
  - Aujourd'hui (24) : Soupe (27) : Carrot (28) : Journal officiel (29) : Météorologie (34) : Mots croisés (35).

Le numéro du « Monde » daté 3-4 avril 1977 a été tiré à 519 982 exemplaires.

## DECORATION LES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN VOGUE :

- Velours contemporains à dessins « patchwork » et « design ».
- Nouveaux tissus Jacquard.
- Toiles et chintz, imprimés anglais, américains, suédois, italiens.
- Tweeds et tissages spéciaux écru - blancs - beige.
- Nouveaux lampes et tapisseries de style.

de 28<sup>e</sup> à 175<sup>e</sup> le mètre  
(tous nos articles sont en stock)

**RODIN**  
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

## ANCIEN ÉVÊQUE DE LOURDES

### Mgr Théas est mort

Mgr Pierre-Marie Théas, qui fut évêque de Lourdes et de Tarbes de 1947 à 1970, est mort le 3 avril dans une clinique de Pau, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Ses obsèques seront célébrées le 6 avril dans la basilique souterraine de Lourdes, sous la présidence de Mgr Jean Goyet, archevêque de Toulouse.

### Un prélat dynamique

Cet évêque solide, malin, entêté, dont l'accent rouennais trahissait l'origine tertiaire, avait une foi traditionnelle, presque une foi d'enfant. Son amour pour la Vierge Marie le prédestinait à devenir évêque de Lourdes, auquel il consacra le meilleur de ses forces sans fléchir dans les épreuves exceptionnelles qui l'y attendaient. Il se considérait comme un miracle de la plume où il se plongeait deux fois, l'une vers soixante ans, l'autre quelques mois avant sa mort.

Son tempérament affirmé dès sa jeunesse, quelques jours avant la libération de Paris, il avait été arrêté à Montauban — dont il était alors l'évêque — par la Gestapo pour activités au profit de la Résistance et pour l'aide qu'il n'avait cessé d'apporter aux juifs. A ce dernier titre, il fut ultérieurement libéré officiellement du gouvernement d'Israël et planta un arbre dans la forêt « Juste de Jérusalem ».

Intéressé par les Allemands à Toulouse puis à Compiègne, il s'y signala par son attitude charitable à l'égard de ses geôliers. Il joua d'ailleurs un rôle déterminant dans la création de Pax Christi, dont il fut le premier président.

A Lourdes, Mgr Théas se fit remarquer par ses activités débordantes, parfois jugées imprudentes. Il renoua la liturgie, transforma les aspects extérieurs de la grotte et les abords du gîte dans le souci de redonner à ces lieux de prière une plus grande sobriété conforme aux origines.

Le moment le plus pénible de sa vie coïncida avec la construction audacieuse d'une basilique souterraine — donc invisible — et qui ne contribuerait pas à défigurer un site sacré. De graves annués financiers l'ayant obligé à avoir recours à l'Opus Consecutus pour caucionner son entreprise, celui-ci essaya de faire de Lourdes un sanctuaire juridique international et d'évincer Mgr Théas, jugé, par lui, incapable d'assurer une gestion raisonnable.

A Rome où l'influence de l'Opus Consecutus était grande du temps de Pie XII, on nomma un évêque à ses côtés chargé du temporel. Jean XXIII devait mettre fin à cette situation pour le moins curieuse en rétablissant, dès son élection, Mgr Théas dans ses droits complets. L'Opus Consecutus dut quitter le sanctuaire.

Mgr Théas resta dans l'histoire de Lourdes comme le bâtisseur de la basilique souterraine qui rend les plus grands services aux pèlerins et dont l'architecture inédite, due à M. Pierre Vago, est d'un grand intérêt.

### Selon des récits de voyageurs

### SANGON A ÉTÉ SECOURUE PAR DES EXPLOSIONS LE 19 MARS

Bangkok (A.P.). — D'après des voyageurs, de mystérieuses explosions ont secouré Sangon, pendant plusieurs heures, le 19 mars dernier. Elles seraient produites dans un dépôt de munitions en dehors de la ville, et des éléments d'une résistance antigouvernementale en seraient responsables.

Selon les voyageurs, des Vietnamiens venant de Saïgon ont été à bord d'un avion d'Air France, les autorités ont renforcé les mesures de sécurité après les explosions.

Celles-ci, ont-ils dit, se seraient produites à Long-Binh, une ancienne base américaine, située à vingt-cinq kilomètres environ au nord-est de la ville.

Il n'a pas été possible d'obtenir confirmation de la nouvelle de sources locales, et la presse vietnamienne n'en fait pas état.

« Les explosions ont ébranlé les murs et fait voler toutes les fenêtres dans ma maison », a déclaré un Vietnamien, qui habitait près de la cathédrale.

Selon une rumeur circulant dans l'ancienne capitale du Sud, ces explosions étaient l'œuvre d'un groupe de résistants, et devaient coïncider avec le voyage au Vietnam de la mission américaine qui s'est rendue à Hanoi le 17 mars.

« Des gens battaient des mains pendant les explosions », a déclaré un Vietnamien détenteur d'un passeport français.

Elle a ajouté que le lendemain de l'incident, des réunions de comités de rue ont eu lieu dans plusieurs quartiers de Saïgon, et que les gens furent avertis que ceux qui avaient manifesté de la sympathie pour les résistants seraient envoyés dans les « nouvelles zones économiques ».

« Des gens battaient des mains pendant les explosions », a déclaré un Vietnamien détenteur d'un passeport français.

Elle a ajouté que le lendemain de l'incident, des réunions de comités de rue ont eu lieu dans plusieurs quartiers de Saïgon, et que les gens furent avertis que ceux qui avaient manifesté de la sympathie pour les résistants seraient envoyés dans les « nouvelles zones économiques ».

## on en parle..

### L'EUROPE, UN NOUVEAU CLIVAGE ?

Travaux et documents relatifs à la CEE. Commentaires sur les institutions.

Notes et Etudes Documentaires n° 4323 à 4326... 17,50 F

- L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Problèmes Politiques et Sociaux n° 307... 5 F

maisons de presse, librairies et LA DOCUMENTATION

FRANÇOISE

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

## LES ENTRETIENS DE M. VANCE A PARIS

### Le problème de Concorde est politique

à dit M. Giscard d'Estaing  
au secrétaire d'Etat américain

On se félicite à Paris de l'atmosphère franche et cordiale des conversations franco-américaines qui se sont poursuivies samedi 2 avril à Paris pendant près de cinq heures entre le ministre français des affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud et le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, que le président Giscard d'Estaing a reçu à l'Elysée pendant une heure et demie.

Qualifiés par M. Vance lui-même de « très utiles et très constructifs », ces entretiens ont permis un examen complet de toutes les grandes questions internationales d'actualité.

Le secrétaire d'Etat américain a fait à ses interlocuteurs français une relation détaillée de ses conversations à Moscou sur le problème des armements. Le prochain voyage de M. Brejnev à Paris a été évoqué.

La situation en Afrique a fait ensuite l'objet d'un long échange de vues. M. Giscard d'Estaing et de Guiringaud n'auraient pas caché à ce sujet leur préoccupation, qui est partagée par leur interlocuteur. Ainsi, au sein du Conseil de sécurité, se poursuit un débat sur l'Afrique australe, les efforts déployés par le représentant des États-Unis, M. Young, dans le sens de la modération se heurtent à un durcissement sans net de la position des pays africains. La diplomatie soviétique ne serait pas étrangère à cette attitude.

Les perspectives de règlement au Proche-Orient et les chances de réunir cette année la conférence de Genève ont été spécialement examinées par M. Vance et de Guiringaud à la lumière des entretiens que l'un et l'autre ont eus récemment dans les pays arabes, en Israël et à Moscou.

Les entretiens franco-américains ont également porté sur les perspectives d'aboutissement du dialogue Nord-Sud et sur le prochain sommet des pays industrialisés à Londres.

Le président français a également rappelé à M. Vance que le droit d'immigration du Concorde à New-York était avant tout à ses yeux un problème politique. Le secrétaire d'Etat américain devait faire à ce sujet un rapport au président Carter dès son retour à New-York.

M. Giscard d'Estaing aurait enfin exprimé à M. Vance sa profonde « irritation » à propos des récents contacts qu'a eus l'ambassade américaine à Paris avec M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du parti communiste français. Cette information, que publie le « Journal américain international Herald Tribune », n'est pas confirmée à l'Elysée, ni d'ailleurs démentie.

A la suite de ces entretiens, on estime à Paris que, s'il y a bien une diplomatie nouvelle des États-Unis, celle-ci n'a pas surpris les interlocuteurs de M. Vance, puisque, au cours de sa campagne électorale, M. Carter avait annoncé la plupart de ses projets. On note également que si ces initiatives entraînent l'accord des alliés des États-Unis, il est des domaines où la politique américaine n'est pas nécessairement telle que leurs alliés, et notamment la France, entendent suivre. Ce qui est bien pour les États-Unis, dit-on, ne l'est pas forcément pour le reste du monde. Il en est ainsi de l'interdiction des essais nucléaires, de la délimitation de l'océan Indien, des projets de l'administration américaine tendant à éliminer les usines de retraitement des combustibles irradiés comme source de carburants, enfin, de l'appréhension qu'il convient de donner à l'acte final de la conférence d'Helsinki.

JEAN SCHWOEBEL

## UNE DÉCLARATION DE M. ROY JENKINS AU MONDE

### « Pas d'union économique et monétaire sans un équilibre franco-allemand en Europe »

Poursuivant la série d'entretiens avec les principaux responsables politiques européens, ouverte avec les réponses de MM. Andreotti, Tindemans, Raymond Barre et Gaston Thorn, le Monde avec, cette fois, ses collègues d'Europe — The Times, le Stampa et Die Welt, publie une interview de M. Roy Jenkins, président de la Commission des Communautés européennes (lire page 22).

Ayant pris ses fonctions il y a trois mois à Bruxelles, M. Jenkins s'est déjà fait remarquer tant par ses conceptions du rôle de la Commission de la C.E.E. que par la manière abrupte dont il a réglé l'affaire de la vente des surplus de beurre à l'U.R.S.S.

Affirmant que la Commission est

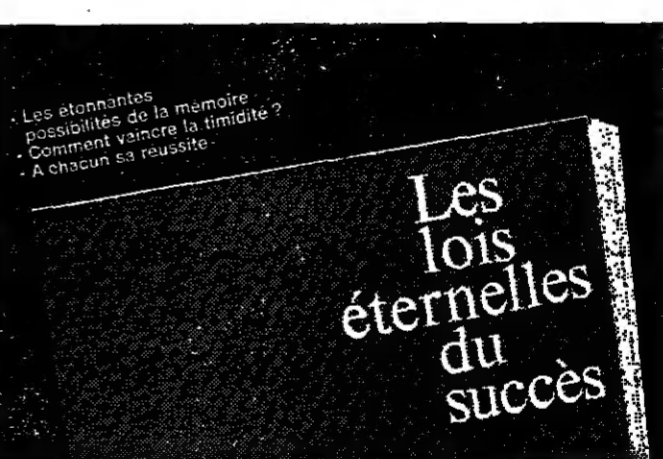
## Selon le « Washington

### L'ÉTAT DE SANTÉ DE M. BREJNEV SE SERAIT AGGRAVÉ

Washington. — Le Washington Post fait état d'une aggravaation de l'état de santé de M. Brejnev. Le journal cite de décrets employés par divers ministres fédéraux américains en premier lieu la C.I.A., qui minent de près les photos images télévisées des étrangers, et recueillent des renseignements auprès de diplomates et de journalistes les ayant vus récemment.

Selon ces sources, le secrétaire général du parti communiste soviétique, âgé de soixante-deux ans, souffre depuis un certain temps déjà d'un trouble cardiaque. Cela expliquerait les mouvements difficiles et son état d'embarras, qui ont été observés lors de sa dernière visite au Kremlin la semaine dernière.

M. Brejnev pourrait avoir, ces mêmes sources, un léger problème cardiaque électronique. Dans la cage thoracique, les journalistes américains ont même eu le sentiment d'écouter des difficultés d'écouter.



## Le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que les autres, mais vous ne le savez pas. Vous avez une « méthode » pour réussir, mais vous ne l'avez pas. Vous avez une « méthode » pour réussir, mais vous ne l'avez pas.

Qui l'a inventé ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : le plupart d'entre nous n'utilisent que le quart de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous empêche de réaliser et de nous épanouir dans nos tabous.

nos habitudes de pensée déshabituées, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Ainsi, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous avez assez de force de caractère, si vous voulez savoir comment acquiescer la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et vous accablent d'admiration sur ceux qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les lois éternelles du succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue J.U. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

### BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS »  
Décrivez ou recopiez ce bon et envoyez-le à :  
J.U. BORG, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon  
Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement d'aucune sorte.

NOM.....PRENOM.....  
N°.....RUE.....  
CODE POSTAL.....VILLE.....  
AGE.....PROFESSION.....

les boutiques  
les robes et les ensembles

**Griffsolde**

Griffsolde dégriffe les grands du prêt à porter

BOUTIQUES POUR ELLE

1, rue de la plaine/nation  
2, rue du renard/hôtel-de-ville  
3, rue de lagny/nation

BOUTIQUES POUR LUI

1, rue de la plaine/nation  
3, bd montmartre/montmartre

ouvert le lundi heures-cad

مكتبة النحل